

COMITE D'INFORMATION et de SOUTIEN
AUX INDIENS D'AMERIQUE
C.I.S.I.A. Association 1901
2 A, Bd Sourdille - 44000 NANTES

Nantes,

Le 25 octobre 1982

EXTREME URGENCE au GUATEMALA :
=====

Nous avons appris la situation dramatique à laquelle doivent faire face 5 000 Indiens Cakchiquele, encerclés par l'armée guatémaltèque dans la région de Chimaltelango, au centre du Guatemala. Cette information, en provenance des Journalistes Démocratiques du Guatemala, nous a fait mettre en route le Réseau International d'Urgence Téléphonique. Nous avons axé la campagne de protestation sur l'Ambassade du Guatemala à Paris :

AMBASSADE DU GUATEMALA

73 Rue Courcelles
75017 PARIS

Tél. 16.1.227.78.63

Nous vous demandons de téléphoner et d'écrire à cette ambassade de façon répétée pour suivre l'évolution de la situation et pour maintenir une pression constante sur les autorités guatémaltèques. Nous vous demandons également d'envoyer des aérogrammes de protestation à :

General RIOS MONTT
Palacio National
GUATEMALA CITY
GUATEMALA

La situation Indienne au Guatemala est la plus grave et la plus urgente actuellement en Amérique Centrale, où tout un peuple, majoritaire dans le pays, est en voie d'extermination.

Dans le même temps, la campagne contre l'aide militaire des Etats-Unis au Guatemala se développe.

Selon de nombreux observateurs d'Amérique Centrale, la lutte du Peuple guatémaltèque est la plus importante du point de vue stratégique dans toute la région. Le Ministère américain admet que le Guatemala a un rôle crucial en Amérique Centrale et, en conséquence, l'Administration Reagan manœuvre pour obtenir du Congrès l'attribution d'une aide militaire et économique au Guatemala. Cette aide prolongerait indéfiniment le génocide.

Aujourd'hui, il faut considérer la lutte au Guatemala comme une priorité pour tous les Peuples Natifs et leurs amis, particulièrement au niveau international. Non seulement les massacres de populations civiles indiennes doivent être vigoureusement et inlassablement dénoncés mais aussi l'immense potentiel

que ce mouvement indien de libération, d'une grande ampleur pour tous les Peuples Indiens des Amériques, doit être étudié, analysé et compris.

Il est certain que si l'aide militaire U.S. n'est pas contrée suffisamment, le complexe militaro-industriel américain essaierait de marquer un point décisif au Guatemala. Un régime corrompu et brutal serait une fois encore le fer de lance de la politique U.S. de domination dans la région.

AUCUNE AIDE AMERICAINE POUR MASSACRER et TORTURER au GUATEMALA.

Par ailleurs, nous vous signalons un ouvrage établi par le "Anthropology Resource Center" sur les conséquences sociales de la violence politique pour les communautés Indiennes des highlands au Guatemala : "Témoignage sur la violence politique au Guatemala : la suppression d'un mouvement de développement rural" (Witnesses to Political violence in Guatemala : The suppression of a Rural Development Movement). C'est un excellent rapport sur la triste réalité et il devrait être diffusé largement auprès des médias. Ce livre peut être obtenu à l'adresse suivante :

OXFAM - AMERICA

115 Broadway

BOSTON

MASS. 02116 USA

(Prix : \$ 7.00 franco)

NAVAJO - HOPI :

Le Sénat américain a lancé sa tentative annuelle pour atténuer sa responsabilité dans la destruction humaine causée par la loi PL 93-531, loi sur le partage des terres Navajo-Hopi. Cette loi de 1974 permet la déportation forcée de près de 10 000 Dine (Navajo) de la zone d'utilisation mixte de la réserve Navajo et doit être achevée d'ici 1986.

Parallèlement à l'accumulation des effets destructeurs pour la vie, la résistance à cette déportation s'est développée ainsi que les protestations internationales.

Cette loi a été écrite en anticipant certains problèmes d'application. Une clause a été ajoutée permettant un ajustement de la répartition des terres entre les deux Conseils Tribaux jusqu'à concurrence de 250 000 acres. Cette clause est actuellement utilisée pour essayer de diviser la résistance.

Le Gouvernement américain, les Conseils Tribaux et la Commission de Déportation essaient d'obtenir un accord final avant de procéder à la déportation définitive de milliers de familles, hors de la zone d'utilisation commune.

La marché proposé est le suivant : si les américains acceptent de laisser tranquilles les gens de Big Mountain, ceux-ci accepteront-ils de soutenir la déportation de leurs propres voisins ?

La nouvelle répartition des terres retrace de nouvelles limites et déracinera différentes familles, les transformant en réfugiés de la zone d'utilisation commune. Toute cette zone est utilisée de façon traditionnelle par des traditionnalistes.

CETTE TERRE N'EST PAS A VENDRE, A ECHANGER OU A PARTAGER.

Le Sénat et la Commission de Déportation ont prévu un programme pour obtenir un accord final entre les deux Conseils Tribaux en novembre de cette année, tout en omettant d'écouter les

D

Remandes et les plaintes des traditionnalistes de cette zone d'utilisation commune.

Le problème est entre les mains des Sénateurs Goldwater et DeConcini du Comité Sénatorial pour les Affaires Indiennes. Nous vous demandons une fois encore de leur écrire :

Senator Barry Goldwater
337 Russell Senate
Office Building
WASHINGTON, DC 20510 USA

Senator Dennis DeConcini
3230 Dirksen Senate
Office Building
WASHINGTON, DC 20510 USA

Pour tous autres informations, contacter :
Burnaham / Big Mountain Support Group
1412 Cypress
Berkeley
CA 94703 USA

A cette dernière adresse, vous pourrez obtenir une brochure d'une vingtaine de pages sur Big Mountain et la zone d'utilisation commune (pour \$2.50 franco).

Le soutien financier peut être adressé directement à :

KEE SHAY
PO Box 203
Oraibi
AZ 86039 USA

OU

LARRY ANDERSON
PO Box 948
Navajo Nation
Fort Defiance
AZ 86504 USA

ATOLL KWAJALEIN :

Plus de 1 000 propriétaires terriens de l'atoll Kwajalein sont impliqués dans une action de revendication aux Iles Marshall (où les Etats-Unis ont choisi d'implanter une station d'essai et de lancement pour des missiles nucléaires).

La plupart des gens qui protestent vivent à Ebeye, une île distante d'un peu plus de 3 km de Kwajalein, l'île principale de l'atoll. 8 000 habitants s'entassent sur l'île Ebeye dans des conditions sordides et dépendent principalement de la base de Kwajalein, ce qui les oblige à un va-et-vient incessant en bac.

Alors que les Kwajaleins étaient en train d'implanter un camp près d'Eman Beach, sur l'île Kwajalein, le Ministère de la Défense a répondu par l'arrestation de 13 responsables de "Kwajalein Atoll Corporation". L'armée soutenait qu'ils avaient essayé d'entrer dans une zone "interdite", mais les leaders du KAC ont maintenu qu'ils avaient été arrêtés parce qu'ils s'installaient sur une plage privée de Kwajalein avec dominante de population américaine blanche.

Au cours de la manifestation pacifique qui s'ensuivit devant le poste de police de Kwajalein, deux policiers de la sécurité ont frappé et retenu temporairement Julian Riklon, le trésorier du KAC. Environ 300 habitants des îles Marshall sont restés toute la nuit devant le poste de police et, 24 heures plus tard, les personnes arrêtées ont été relâchées.

N'oubliez pas d'envoyer aux gens de l'île d'Ebeye, un message de soutien. Leur adresse :

OPERATION HOMECOMING
Kwajalein Atoll Corporation
Box 5220
Ebeye
MARSHALL ISLANDS USA



MICRONESIE et SON FUTUR :

Un excellent ouvrage : "De la Tutelle à ..?" (From Trusteeship to ..?) de 68 pages, illustré, a été édité et vous pourrez l'obtenir en écrivant à :

MICRONESIA SUPPORT COMMITTEE
1212 University Ave.
Honolulu, HI 96826 USA

OU

PACIFIC CONCERNS RESOURCE CENTER
P.O. Box 27692
Honolulu, HI 96827 USA

INFORMATION :

Nous pouvons fournir à ceux qui le désirent une liste d'adresses de Corporations Nucléaires implantées au Canada et aux Etats-Unis. Il serait bon de faire savoir aux responsables quel rôle méprisable ils jouent dans la destruction de notre mère, la TERRE.

R.I.N. RESEAU INTERNATIONAL D'URGENCE ... EMERGENCY RESPONSE INTERNATIONAL NETWORK

A NOTER : Pour une meilleure efficacité du Réseau International d'Urgence, en particulier par téléphone, nous demandons à nos adhérents de nous faire connaître tout changement de numéro de téléphone et d'adresse. Nous vous en remercions.

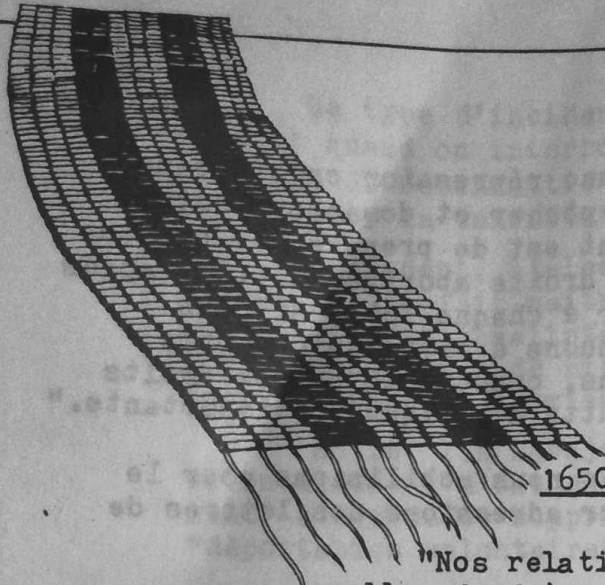


Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdielle 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

+++++



1650 : 1er traité entre la Ligue des 5 Nations et les
Hollandais ("Les Voies Parallèles").

"Nos relations ne seront pas celles de père et fils, mais
celles de frères. Ces deux rangs symboliseront des vaisseaux qui
voguent ensemble sur la même rivière. L'un sera celui du Peuple
Original, avec ses lois, ses coutumes, et l'autre sera celui du
Peuple Européen, avec ses lois et coutumes. Nous voyagerons
ensemble, mais chacun dans sa propre barque. Ni l'un ni l'autre
n'essaiera de conduire le vaisseau de l'autre."

+++++

Nantes,

Le 13 juin 1983

VIOLATIONS des DROITS de PECHE chez la NATION MALISEET :

L'été dernier, cinq pêcheurs de la réserve de Tobique (New
Brunswick - Canada) étaient arrêtés par la police fédérale qui
confisqua filets de pêche et bateaux.

La réserve de Tobique compte environ 700 personnes dont les
principaux revenus sont les allocations de l'aide sociale. Les
Maliseets augmentent ces maigres revenus avec la pêche, surtout
celle du saumon, la chasse et la récolte de plantes et fruits
sauvages.

"... Les six dernières années, les pêcheurs de notre nation
ont subi de grandes pertes. Arrestations et amendes ont pesé durement
sur les finances des pêcheurs et de leurs familles. Les offici-
els des services provinciaux et fédéraux de la pêche ont volé
nos équipements : bateaux, filets, pagaies, poissons et même un
camion. Une fois, ils sont entrés dans une maison pour reprendre
le poisson qui avait été pêché pour améliorer l'ordinaire de la
famille... "

Un des pêcheurs arrêtés déclare : "Nous savons qu'ils vont
nous déclarer coupables comme toujours ; il n'y a pas de justice
dans les tribunaux canadiens. C'est un système qui n'est pas fait
pour protéger les droits des indiens."

En effet, déjà en 1978, une cour de justice avait décidé que
les lois régissant la pêche au Canada avaient préséance sur les
droits reconnus par traités. Les Maliseets ont signé des traités
qui remontent à 1693 mais il est évident que les cours canadiennes
n'en tiennent aucun compte.

Les pêcheurs arrêtés l'été dernier doivent passer en procès
prochainement, accusés d'exercice illégal de la pêche, plus pour
l'un d'entre eux (qui travaille à l'Akwesasne Freedom School)
d'obstruction à la justice.

Les pêcheurs Maliseets attendent une répression encore plus forte pour l'été 1983. Ils continueront à pêcher et demandent notre soutien : "... La stratégie du gouvernement est de prendre les petites communautés une par une, et de nier leurs droits aborigènes, l'un après l'autre. C'est pourquoi nous devons réagir à chaque fois. Si nous continuons à pêcher le saumon, nous continuons à vivre selon notre mode de vie, nous continuons à être indiens, conscients de nos droits aborigènes. C'est pourquoi notre petite lutte à Tobique est importante."

La Nation Maliseet demande que nous nous mobilisions pour le procès de cinq d'entre eux et que nous leur adressions des lettres de soutien à :

Maliseet Nation Fishermens Committee
RR 3, Box 50
Perth, New Brunswick E0j 1V0
CANADA

Il se peut que dans les mois qui viennent, lors de la nouvelle saison de pêche du saumon, la situation devienne aussi critique que celle des Micmacs à Restigouche, en juin 1981 (la police canadienne avait attaqué militairement la réserve de Restigouche, au sud du Québec. La campagne internationale mise en place rapidement, avait contribué à améliorer rapidement la situation).

Du 1er au 5 juillet prochain, le Comité de pêcheurs de la Nation Maliseet organise à Tobique une Conférence Internationale sur les droits de pêche et de chasse des peuples indiens d'Amérique du Nord, sur leurs droits aborigènes et le respect des traités qui consignent ces droits de pêche et de chasse. Des Indiens venant de différentes régions où ces problèmes se posent témoigneront. Il est clair qu'aujourd'hui l'attitude des gouvernements américain et canadien, provinciaux et fédéraux, vise à réduire les indiens des réserves à une totale dépendance et à en faire des assistés, but ultime de toute colonisation. Il est risible d'entendre les officiels parler de destruction du saumon par les peuples indiens, alors que ces derniers ont maintenu pendant des siècles et aujourd'hui encore, l'équilibre fragile entre l'homme et la nature (rappelons que les colons européens ont détruit plus de 140 espèces d'animaux et menacent, par les différentes pollutions, la vie sur la terre, dans l'eau et dans l'air). Deux délégués du CISIA assisteront à cette conférence en juillet.

NAVAJO-HOPI à BIG MOUNTAIN :

A Big Mountain, la politique américaine se durcit et vise à réduire de 50 à 90 % le bétail des Navajos et des Hopis sur la Zone d'utilisation commune (JUA). Le Bureau des Affaires Indiennes (BIA) a déclaré que les négociations étaient terminées pour les permis de pâturage du bétail et annonçait sa décision finale de réduction immédiate du cheptel.

Un exemple précis : le 5 avril dernier, des miliciens Hopis et du BIA ont confisqué 2 chevaux appartenant à Mae Wilson Tso, dans la région de Rocky Ridge dans la JUA. Quand Mae et son mari sont venus demander à récupérer leurs chevaux, Mae a été arrêtée et est maintenant poursuivie pour agression envers un officier. Mae a été emprisonnée et a fait une attaque cardiaque. On l'a transféré à l'hôpital et elle est maintenant libre sous caution. Son procès est prévu pour bientôt.

Ce type d'incidents se poursuit de façon répétée depuis plusieurs mois et quand on interroge des officiers du BIA, leur réponse est qu'ils refusent de reconnaître le moratoire et qu'ils ont l'intention d'appliquer la loi pour la confiscation de 50 à 90 % du cheptel.

Cependant, l'élection de Peterson Zah à la tête du Conseil Tribal Navajo fait naître un espoir parmi les traditionnalistes. Bien que non traditionnaliste, Peterson Zah montre sa sympathie pour les traditionnalistes de Big Mountain et a exprimé son désir de régler pacifiquement et au mieux possible, le conflit en cours.

Enfin, les Navajos et les Hopis qui avaient acceptés de partir volontairement n'ont pas tous été relogés. Et la Commission de Relogement a décidé de supprimer les différents avantages accordés pour une "déportation volontaire".

Tous ceux qui soutiennent ce combat doivent être prêts pour une mobilisation à tout moment. Ce qui est immédiatement demandé : envoi de lettres, télégrammes au BIA, aux officiers pour demander l'arrêt des confiscations, diffusion de l'information.

B.I.A. Area Director
James Stevens,
P.O. 7007
Phoenix, AZ 85011 USA

Senator Barry Goldwater
337 Russell Senate
Office Building
WASHINGTON, DC 20510 USA

U.S. out of BIG MOUNTAIN

We are committed therefore to complete and total resistance to any relocation and to any land exchange which involves the relocation of any of our people within the JUA.

-Sovereign Nation of Big Mountain Dine, July, 1982



GUATEMALA : GENOCIDE et INQUISITION

Dans un pays en état de guerre, il est difficile d'obtenir des informations, non déformées par les différents canaux des média. Ce que nous savons aujourd'hui est que la répression sauvage et l'extermination des Indiens Quiche et Maya du Guatemala se poursuivent et que la majorité de la population indienne aujourd'hui souhaite la paix.

Un grand nombre d'indiens, majoritaires au Guatemala, se retrouve laminé entre la guérilla et la répression de Rios Montt, ce qui explique l'importance du nombre des réfugiés à la frontière mexicaine (en janvier 1982, Les Nations Unies estimaient qu'il y avait 3000 réfugiés répartis dans une douzaine de camps au Mexique. Actuellement, on compte environ 50 camps et le chiffre de 100 000 réfugiés est avancé).

Les témoignages recueillis là bas et publiés dans le journal Akwesasne Notes, n'ont fait que confirmer l'ampleur du génocide qui se déroule au Guatemala. Sans doute nombre d'entre vous ont vu le témoignage de Rigoberta Menchu: "Pourquoi ils nous tuent" passé récemment à la télévision. Ce récit de la persécution de toute une famille confirme encore une fois les nombreux témoignages des réfugiés. Cependant, il est à noter que toute une partie de la population indienne ne se retrouve pas christianisée et a conservé des religions traditionnelles Mayas.

Une campagne massive de protestations doit se poursuivre pour dénoncer le génocide et l'ethnocide au Guatemala. Faites pression auprès des autorités guatémaltèques :

Ambassade du Guatemala
73 Rue de Courcelles
75017 PARIS

General Efrein RIOS MONTT
Palacio Presidencial
GUATEMALA CIUDAD -- GUATEMALA

+++++

LIVRES : Nous vous recommandons deux ouvrages pour adolescents:

"Toi, l'Indien de la cité" de Mel Ellis (livre de poche-jeunesse), qui montre bien les similitudes entre les Indiens des cités et les Indiens des réserves face à un même problème.

"Géronimo" de Leigh Sauerwein. Un nouveau livre sur Géronimo, pour enfants. Cet ouvrage, sorti récemment, mélange agréablement les mémoires de Géronimo à une narration. Ce livre remet bien en place le personnage réel de Géronimo, à l'opposé du portrait cruel, sanguinaire, fourbe et "militaire" que les Etats-Unis ont toujours tracé.

+++++

NOTE : Nous attirons votre attention sur une personne se présentant sous les noms de Yatha ou Steven John Hayt, et se prétendant Huron.

Nous l'avons rencontré lors de son passage à Nantes et avons pu constater qu'il racontait beaucoup de mensonges et se servait de la cause indienne pour son propre profit. Nous pensons devoir vous signaler que cette personne ne représente qu'elle-même, et que plusieurs personnes, qui l'avaient aidé et hébergé, se sont plaintes d'avoir été escroquées par lui.

Nous regrettons d'avoir à lancer cet avertissement, mais nous trouverions encore plus regrettable que des gens de bonne volonté se fassent escroquer.

+++++

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes,
Le 4 octobre 1983

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT

5 septembre 1983

Les Haudenausonee (Iroquois)
Au : Président Ronald Reagan
1600 Pennsylvania Avenue
Washington D.C.

Objet : le Traité de Paix Internationale de Fort Stanwick du 22 octobre 1794.
Concernant : l'état de l'Union en 1784 comparé à celui de 1984.

Chers Frères,

Le 22 octobre 1984, le traité mentionné ci-dessus arrivera à expiration et les terres seront donc rendues aux Haudenausonee.

De nouvelles négociations devront donc commencer et, bien entendu, leurs bases de départ seront :

1 - Quel était l'état de notre terre quand les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (Canada) la prirent en charge ?

2 - Quel est l'état actuel de notre terre ? Tout le monde peut le voir. Beaucoup de travail a été fait. Les Etats-Unis ont le gouvernement le plus puissant de la terre ; l'industrie américaine est la plus efficace. Mais que cela signifie-t-il en réalité ?

Christophe Colomb parvint aux rivages des Haudenausonee (Le Peuple de la LongHouse) 284 ans avant 1776* et cette terre de nos ancêtres était "inemployée". L'air y était pur, l'eau aussi. La nature était libre, de même que les hommes. Pêchant, chassant et récoltant notre nourriture, nous avons maintenu notre pays pur et libre sans travailler durant les milliers d'années avant la formation du gouvernement américain. Il n'y avait ni oppression ni prisons. Aujourd'hui, après seulement deux siècles passés sous la loi américaine, tout ce qui reste à la nature, c'est la pollution et tout ce qui reste aux êtres humains, c'est la destruction psychologique, l'anxiété et le chômage.

Toute négociation avec le gouvernement des Etats-Unis est donc inutile. Quand cette lettre arrivera, nous serons déjà en contact avec les Peuples d'autres Nations.

Cayugas
Senecas

Oneidas
Tuscaroras

Mohawks
Onondagas

* 4 juillet 1776 : Création des Etats-Unis d'Amérique



SPECIAL ISSUE

1983

Subscription: \$8/Year

News-stand Price: \$1.50

OPEN LETTER TO THE PRESIDENT

September 5, 1983

From the Hodeenaushaunee, (sic Iroquois)

To President Ronald Reagan
1600 Pennsylvania Avenue
Washington D.C.

Re: The International Peace Treaty of Fort Stanwick Oct., 22, 1784
Concerning: The State of the Union in 1784 versus 1984.

Dear Brethern;

October 22, 1984, the above mentioned Treaty will expire, and the land will therefore be reverted back to the Hodeenaushaunee.

New negotiations will have to start and, of course, the referencces for those will be:

- 1- What was the State of our land when the U.S. and the Britain (Canada) took charge ?
- 2- What is the State of our land today ? Anyone can see it. A lot of work has been done. The U.S. is the most powerful Government on earth. U,S, Industry is the most efficient, but what does this mean really ?

Christopher Colombus arrived 284 years before 1776, to the shores of the Hodeenaushaunee (People of the Longhouse), and this land of our ancestors was "unemployed". The air was pure, and so was the water. Nature was free, and so were the Peoples. Fishing, hunting and gathering our food, we maintained our country pure and free without working during the thousand of years previous the forming of the U.S. Government. No oppression, no prisons. Today, only two centuries passed under the U,S, Law, what is left to Nature is pollution, and what to the People, mental destruction, stress and unemployment.

Negotiation with the U.S. Government is therefore useless. Whwen this letter reaches you, we will be already dealing with the Peoples of other Nations.

Cayugas

Oneidas

Mohawks

Senecas

Tuscaroras

Onondagas

AUCUN TRAITE N'EST ETERNEL

- - - - -

Les mauvais traitements à enfants, les agressions et les assassinats seront excusés par les tribunaux, pour peu qu'ils aient comme circonstances atténuantes la drogue ou le stress engendrés par le chômage.

Cela peut sembler irréel, mais pensez aux massacres pratiqués quotidiennement dans les petits pays pauvres d'Amérique du Sud, d'Amérique Centrale, au Tchad, en Afghanistan... Ces concessions à la morale peuvent être acceptées par les chefs d'état d'aujourd'hui comme une façon de mettre les jeunes au "travail" tout en esquivant lâchement une confrontation directe et un holocauste nucléaire.

Les guerres conventionnelles résoudront la surpopulation chez les pauvres en même temps que le chômage des jeunes et l'accroissement du marché financier.

Les gens d'aujourd'hui devraient avoir honte de leurs actes. Même les poules agissent plus logiquement que les geignards qui hurlent quand la Russie envahit l'Afghanistan, et retournent ensuite leur veste pour accepter les miettes du contrat sur le pipeline de gaz naturel.

On aurait tort de blâmer ces geignards car la majorité d'entre eux sont aussi innocemment naïfs que des vautours attendant de profiter des miettes oubliées dans le sillage des gouvernements dont la plus violente préoccupation est de protéger la propriété privée d'un contrôle social ou étatique.

Les peuples de toutes les nations resteront sans contrôle sur leur futur s'ils continuent à poursuivre des buts contradictoires, tels que le plein emploi et la paix sociale et internationale. L'emploi signifie le chômage. Combien y a-t-il de travailleurs dans l'industrie de la guerre ? Combien d'hommes servent sous les armes dans toutes les forces de police nationales et internationales ? Et ce qui est vrai pour l'Ouest est aussi vrai pour l'Est. On ne peut pas être pour le plein emploi en étant contre tout ce qui arrive de par le monde.

Les Indiens d'Amérique ne considèrent pas la politique actuelle de tous les gouvernements comme une politique d'Etrangers, mais comme une politique étrangère à toutes les valeurs humaines et naturelles. Nous choisissons délibérément : pas de travail et la paix. Et nous refusons toute forme de concession à ce sujet. Les chemins qui mènent à la paix demandent plus de maturité, de sagesse et de courage que ceux qui mènent à la guerre.

+ + + + +

"VOUS AVEZ TUE NOTRE GIBIER ; MAINTENANT VOUS NOUS DITES
D'ALLER TRAVAILLER !" Crazy Horse

LE CHOMAGE C'EST L'AVENIR !

Regardons les choses en face ! Les machines remplacent la force de l'homme et les ordinateurs son esprit. Industriellement parlant, l'espèce humaine est dépassée. Le chômage n'a pas d'autres significations, de même que le soi-disant progrès. Néanmoins, l'industrie prétend encore être au service de l'homme. Selon leurs publicités, nous avons tous besoin de boir de la bière, du coca-cola et de regarder la télévision. Beaucoup de travail a été accompli dans le seul but de faire oublier aux hommes qu'ils sont inutiles.

La véritable signification d'un tel travail vient donc de la véritable signification du chômage lui-même. Toute l'affaire est complètement artificielle et aboutit finalement à un énorme gaspillage. Etant donné que l'industrie s'est répandue dans le monde entier, le travail apparaît aujourd'hui pour ce qu'il a toujours été : une maladie contagieuse.

Cherchons d'où vient cette maladie.

Il y a dix mille ans naquit l'idée de base de la culture : séparer le bon grain de l'ivraie. Beaucoup de tribus ont appliqué cette idée sur tous les continents, en même temps qu'ils pêchaient, chassaient et pratiquaient la cueillette. Mais rien de mal n'est sorti de cela, jusqu'à ce que certains commencent à cultiver systématiquement leurs terres. Cela devint un vrai travail et toute l'histoire put commencer. Voulant discipliner la nature, ils durent d'abord se discipliner eux-mêmes. C'est ainsi que naquirent les travailleurs.

A la place du gibier, sur lequel ils avaient jusqu'à ce moment vécu gratuitement, ils devaient protéger leur travail et donc construire des défenses et les surveiller. Cela signifie qu'ils avaient commencé à respecter le travail au lieu de la nature. De là découle leur soi-disant "sens universel de la propriété privée" ainsi qu'une métamorphose mentale : ils allaient prendre les effets pour les causes ; ils allaient croire que la nature est responsable de leur esclavage ; ils allaient avoir besoin du progrès pour rendre leur travail plus facile ; ils allaient mettre en esclavage d'autres hommes, les animaux et toutes les sortes de forces naturelles ; ils allaient donc avoir besoin de plus en plus de terres.

Voilà pourquoi le travail est contagieux et c'est de là que vient l'impérialisme, en même temps que les classes sociales. Car en ce qui concerne leur société, ils allaient découvrir qu'ils devaient alors créer trois fonctions de base : le paysan, le soldat et le prêtre. Cette trinité a créé l'état ; tous les peuples colonisés ont eu l'occasion d'en faire l'expérience un jour ou l'autre.

Qu'est-ce que cet état comparé à l'état naturel ? Nous sommes nés chasseurs, nous sommes maintenant travailleurs. Personne n'a jamais eu à devenir ce qu'il est par nature. Le problème c'est qu'en réalité nous sommes devenus par culture ce que nous ne sommes pas par nature : le travail tue la nature, à commencer par la notre. C'est de là que vient la maladie.

Arrêter de travailler est donc le remède évident. C'est pourquoi le chômage est bon en soi. Mais, bien entendu, il y a un problème. La survie due à la culture est artificielle. Plus la culture est intensive, plus les peuples survivent de façon artificielle. Et c'est le cas lorsque l'industrie a déjà pris la place du paysan. Personne, dans ces pays soi-disant développés, aucune plante, aucun animal, aucun homme ne peut redevenir auto-suffisant et naturel d'un jour à l'autre. Cela veut dire que, si nous devons arrêter définitivement de travailler, la priorité absolue est que chacun y consacre toute son énergie.

Il n'est pas vrai que nous devons tous boire de la bière ou du coca-cola, regarder la télévision, conduire une voiture, nous habiller à la mode et nous échapper une fois par an en Floride. Nous n'avons pas besoin de nous distraire de ce que nous sommes naturellement. Le chômage nous donne tout le temps de penser. Si nous arrêtons d'acheter ce dont nous n'avons pas besoin, il y'

aurait encore plus de chômage ; donc plus de personnes à penser, et plus de temps pour le faire. Moins nous achetons de gadgets, moins nous avons besoin d'argent. Et notre temps étant leur argent, prenons notre temps : pourquoi nous soucierions-nous de leur argent, sachant bien sûr que moins de gadgets ne veut pas dire moins de nourriture sur la terre ? Cela veut seulement dire, plus de diversions, mais la pleine attention de tous pour obtenir cette nourriture, pour que les fermiers partagent notre temps libre, pour trouver les moyens de libérer la nature et pour redevenir nous-mêmes ce que nous sommes nés pour être...

ON DIRAIT, EN ECOUTANT CERTAINS TRAVAILLEURS, QU'ILS N'ONT PAS PERDU LEUR LIBERTE MAIS GAGNE LEUR ESCLAVAGE !

+++++

LEONARD PELTIER SOUTENU PAR QUELQUES MEMBRES DU CONGRES (Source IPN)

En août dernier, à une période où le Congrès américain ralentissait ses activités pour cause de vacances, une enquête de plus en plus sérieuse du Congrès sur le cas de l'activiste indien Leonard Peltier, a fait grande impression.

Leonard Peltier, qui est actuellement condamné à deux fois la prison à vie pour meurtre et qui est le thème d'un livre de 600 pages très controversé de Peter Matthiessen, est un des rares détenus d'Amérique du Nord à avoir acquis une reconnaissance internationale en tant que "prisonnier politique".

Au cours d'une opération du Congrès visant à déterrer les légalités de l'administration républicaine passée, 50 membres de la Chambre des Représentants approuvaient un dossier d'"amicus curie" ayant pour objet d'accorder une audience qui pourrait mener à un nouveau procès pour L. Peltier.

Quelques membres du Congrès reconnaissent le cas Peltier comme un des vestiges des excès du FBI sous l'administration Nixon. Le cas de cet activiste indien a gagné du poids quand, récemment, le bureau de Don Edwards, membre du Congrès, a demandé une enquête du Congrès sur les inconduites du FBI et les incorrections judiciaires durant le procès au Nord Dakota de L. Peltier. Edwards est le président de la Sous-commission sur les droits civils et constitutionnels de la Chambre de la Magistrature.

Le livre de Matthiessen "In the spirit of Crazy Horse" traite de la montée des mouvements pour la défense des Indiens dans les grandes plaines du nord au cours des années 1979 et du rôle détaillé de L. Peltier. Ce livre a entraîné une controverse animée et de nombreux litiges.

William Janklow, gouverneur républicain du Sud Dakota, a intenté un procès contre Matthiessen et son éditeur, Wiking Press, pour diffamation et demande l'arrêt de la publication de ce livre. Janklow a également attaqué en justice et demandé un million de dollars de dommages au magazine Newsweek pour avoir publié des détails sur le soi-disant viol d'une adolescente indienne par Janklow du temps où il était l'officier légal sur la réserve Sioux de Rosebud, Sud Dakota. En mai, un vent de procès et de contre-procès a été également remué par Janklow afin de demander que le livre de Matthiessen soit retiré des ventes des librairies.

La demande d'"amicus curie" est la résultante de deux années de recherches des défenseurs de Peltier dans quelques 12 000 pages obtenues du Département de la Justice grâce à la loi Freedom of Information Act.

Peltier était présent sur le site où deux agents du FBI ont été tués lors d'un échange de coups de feu entre des Indiens et des représentants de l'ordre, dans le climat raciste des années 1970 au Sud Dakota. Il devint alors la cible du FBI et du système judiciaire du Sud Dakota.

Les défenseurs de Peltier prétendent que le Département de la Justice a fait ressortir de sérieuses contradictions dans la procédure des poursuites au procès de Leonard Peltier et une persécution sélective de la part des attorneys, du tribunal et du FBI. La cour d'appel a brusquement critiqué les poursuites fédérales contre Peltier mais a confirmé la décision à cause des preuves ballistiques qui furent introduites par l'expert ballistique du FBI, Evan Hodge. Les avocats de Peltier prétendent que le FBI a fabriqué les preuves ballistiques présentées au tribunal et a supprimé un test des laboratoires du FBI d'octobre 1975 qui aurait pu prouvé que l'arme de Peltier n'avait pas pu être l'arme du crime.

Les représentants des comités de soutien à Leonard Peltier demandent à ce que les personnes intéressées écrivent à Don Edwards pour le féliciter et le remercier de s'intéresser au cas de Peltier en sachant que c'est probablement la dernière chance juridique pour qu'un nouveau procès ait lieu.

Congressman Don Edwards
2307 Rayburn House Office Building
United States House of Representatives
WASHINGTON D.C. 20510 USA

+ + + + + + + + + + + + + + +

INFORMATIONS

Du 6 au 12 octobre prochain, le Premier Congrès Juridique Indien du Tawantinsuyu se tiendra à Puno, Pérou. Les organisateurs de ce Congrès ont eu la gentillesse d'inviter le CISIA mais nous ne pourrons hélas y être présents. De nombreux thèmes seront abordés au cours de ce Congrès : signification idéologique et juridique de l'invasion du Tawantinsuyu ; situation juridique du Tawantinsuyu et des états latino-américains ; la Terre : souveraineté juridique du Tawantinsuyu ; formulation de la Constitution Indienne du Tawantinsuyu.

Le CISIA sera présent les 15 et 16 octobre à la Fête du Peuple Breton qui se déroulera à Brest. Nous y tiendrons un stand d'information et de documentation, où vous pourrez trouver nos diffusions (livres, brochure, posters, bulletins...).

A l'occasion de la JOURNÉE INTERNATIONALE AVEC LES NATIONS INDIENNES, Nantes sera le centre d'une animation "Indiens : Mythes et Réalité" du 12 au 21 octobre à la Manufacture des Tabacs. Cette animation est organisée par le CISIA, la librairie VENT D'OUEST et les Editions STERNE. Ce cycle sera animé par des films, montage audio-visuel, débats, stands... Vous pourrez vous procurer un programme plus détaillé en nous écrivant ou en s'adressant à la librairie Vent d'Ouest.

+ + + + + + + + + + + + + + +

DE TOUT CE QUE J'AI APPRIS,
VOICI CE QUI IMPORTE LE PLUS :

RIEN DE CE QUI EXISTE
NE T'APPARTIENT,

ET CE QUE TU EN PRENDS
TU DOIS LE PARTAGER.

Nous avons pu constater sur place que les lettres de soutien et les dons financiers envoyés au Comité de Défense des Pêcheurs de la Nation Maliseet les ont considérablement touchés et nous vous transmettons leurs chaleureux remerciements. L'information sur leur lutte reste assez limitée et toute manifestation de soutien est la bienvenue

à MALISEET NATION FISHERMEN COMMITTEE
RR 3 , Box 50
Perth, New Brunswick E0J 1V0
CANADA

Ci-joint une pétition à reproduire et à faire circuler.

(cf. la lettre d'information de juin 1983, et la lettre d'urgence de juin 1981 sur l'investissement par la police canadienne de la réserve Mic-Mac de Restigouche à propos des mêmes problèmes)

La Nation Maliseet fait partie de la Confédération Abenakis, regroupant les Nations Mic-Mac, Abenaki, Maliseet, Penobscot et Pasmaquodi. Ces 5 Nations, divisées par la colonisation et privées de leur auto-détermination, se regroupent aujourd'hui pour s'organiser de façon traditionnelle, faire reconnaître les droits des traités et réorganiser les conditions d'auto-suffisance.

Séparées entre les Etats-Unis et le Canada, ces Nations demandent, conformément aux traités qu'elles ont signés, la libre circulation des personnes entre les frontières, ainsi que le libre accès aux territoires de chasse, de pêche et de trappage. Les réclamations territoriales qui sont actuellement en cours, et qui mettent en jeu des terres garanties par les traités et confisquées illégalement par la colonisation, devraient permettre de développer leur programme d'auto-suffisance.

A Tobique, comme sur de nombreuses réserves indiennes du Canada, se pose aussi le problème des femmes sans statut et de leurs enfants. En effet, selon l'Indian Act, une femme indienne épousant un homme blanc perd sa nationalité indienne, ainsi que les enfants issus de ce mariage. Elles perdent ainsi à jamais le droit de vivre sur les réserves parmi les leurs. Le gouvernement canadien a été condamné par les Nations Unies pour l'aspect sexiste et raciste de cette loi, mais cette pratique continue quotidiennement, et les femmes concernées s'organisent et luttent pour avoir le droit de vivre sur les réserves. Nous développerons ce point dans un prochain bulletin.

Les informations suivantes nous parviennent d'IPN (INDIGENOUS PEOPLES NETWORK), agence de presse indienne mise en place récemment et dont nous vous parlerons dans le prochain bulletin.

LE SALVADOR :

En avril dernier, deux leaders Nahuatl ont été aux Etats-Unis pour dénoncer le massacre de Las Hojas, dans la province de Sonsonate, commis le 22 février dernier. Ils ont rencontré plusieurs membres du Congrès américain, des journalistes, des avocats et les ont informés de ce massacre.

Ce jour-là une patrouille de l'armée salvadorienne pénétra dans le village et massacra tout le monde. Plusieurs

indicateurs portant des masques de ski désignèrent 74 hommes qui furent torturés puis assassinés. Ces deux leaders ont été aux Etats-Unis car la seule répercussion de ce massacre a été la réprimande d'un jeune officier et ils craignent de nouvelles violences.

Fermin Garcia, leader de la communauté Nahuatl, a été arrêté en juin et en juillet dernier et interné au pénitencier de Sonsonate sous l'accusation de meurtre. Il est à noter que le témoin du meurtre faisait partie des indicateurs de l'armée salvadorienne le jour du massacre de Las Hojas.

Nous savons aujourd'hui que Fermin Garcia a été relâché mais qu'il fait l'objet, ainsi que M. Adrian Esquino Lizco, leader qui a aussi fait des déclarations sur cette affaire, de menaces. Ils sont les cibles de raids nocturnes commis par l'Escadron de la Mort.

Cependant, le massacre de Las Hojas va faire l'objet d'une prochaine publication d'IPN. Plusieurs organisations internationales continuent à enquêter sur ce cas et consacrent leur attention au respect des droits de l'homme au Salvador.

Nous vous demandons d'écrire au Président du Salvador :

Presidente Álvaro Magana
Casa Presidential
San Salvador
EL SALVADOR CENTRAL AMERICA

Des informations plus détaillées sont disponibles auprès National Association of Indians of El Salvador (A.N.I.S.)
Adrian Esquino Lizco
Calle Obisto
Marroquin
Offician Antigua Aduana, 5-1, Sonsonate
EL SALVADOR CENTRAL AMERICA

CISA : Conseil Indien d'Amérique du Sud

Le CISA est une organisation indienne pour le respect des droits de l'homme et un outil de communication.

Plusieurs membres du CISA du Pérou ont été arrêtés par la police lors d'une campagne contre le mouvement de guérilla d'extrême gauche "le Chemin Lumineux". Le gouvernement péruvien a pris pour cible toutes les organisations recevant une aide financière internationale. Pour avoir reçu des dons de Oxfam America and Cultural Survival, le bureau central du CISA à Lima a été saisi et 6 membres ont été arrêtés.

Il est à noter que lors de leur dernier congrès, en mars dernier, le CISA a adopté une résolution de complète non-ingérence dans la guérilla menée par "le Chemin Lumineux".

Nous apprenons que les membres du CISA qui avaient été arrêtés ont été relâchés.

ABORIGENES d'AUSTRALIE :

Un conflit oppose actuellement 2 compagnies minières d'uranium aux peuples aborigènes d'Australie à propos de la construction d'une route à travers un site sacré pour les aborigènes qui ont décidé d'occuper ce site.

La "Sleepy Lizard Dreaming Lands", sacrée pour les peuples Kokatha et Pitjantjatjara, est menacée d'être passée aux bulldozers car la route devant passer à travers ce territoire est essentielle pour le développement de la compagnie minière "Roxby Downs Uranium Mines"- considérée comme la

plus grande mine d'uranium du monde, estimée à 66 billions de dollars australiens- Deux autres compagnies, la British Petroleum et la Western Mining Company, ont des intérêts dans la construction de cette route.

Pour empêcher la destruction de leur lieu sacré, les Pitjantjatjara et les Kokatha, soutenus par 3 représentants de la fédération des Conseils de la Terre, occupent ce site. La Fédération des Conseils de la Terre est une organisation qui a pour but la défense de la terre et des droits culturels des aborigènes. 66 billions de dollars peuvent sembler monstrueux pour les gens à combattre mais pour les aborigènes, qui restent un peuple très religieux, "une profanation est une profanation". Le gouvernement sud australien, qui s'est engagé à soutenir les aborigènes pendant les dernières élections, se défile aujourd'hui. Il prétend que cette région appartient aujourd'hui à une autre nation aborigène, les Arabunnas.

Mais le concept de propriété de la terre et le titre d'aborigène est à double tranchant comme le déclare Shorty O'Neill, porte-parole aborigène, et peut être utilisé pour monter un groupe aborigène contre l'autre. En effet, ce lieu est sacré pour différentes nations aborigènes.

55 anciens de la Nation Kokatha, représentant la tradition religieuse aborigène, se sont rencontrés en août sur ce site. Ils déclarent que "les airs de rêve sont les lieux sacrés des ancêtres où réside l'esprit de certains animaux. Les groupes aborigènes de langage et de lieu sacré différent sont inter-dépendants religieusement et historiquement. La profanation d'un seul lieu sacré est une expérience traumatisante pour l'ensemble de notre peuple".

De plus, le développement des mines d'uranium avait contraint de nombreux Kokatha à quitter leur terre dans les années 40, terres qu'ils réoccupent depuis plusieurs années, ce qui s'inscrit dans un mouvement général des aborigènes de retour à leurs terres natales. Les Kokatha réclament leur terre natale depuis août 80, au moment où l'on a appris que les sites sacrés étaient en danger de profanation.

Des lettres de soutien et des aérogrammes sont à envoyer à South Australian Premier - John Bannon

Parliament House

Adelaide 5000 SOUTH AUSTRALIA

et à l'ambassade d'Australie en France

64-66 Avenue Léna

75008 PARIS

Go, my child to the land of your people
Awaken them ! they have slept too long.
Many years have passed
Traditions have been carried away by the wind.

Along Lopez (Papago Indian)

Old tales have bled into the night.
The way of the Ancient ones is dying.
Wash away the evil and the harm that have befallen them.
Lead them in traditional song.
Lead them in ceremonial dance.

Send them fourth to the far edges
of the earth,
to find all that has been lost,
Let those among us,
who have left us to die,
know that we only slept,

AND NOW, WE LIVE AGAIN

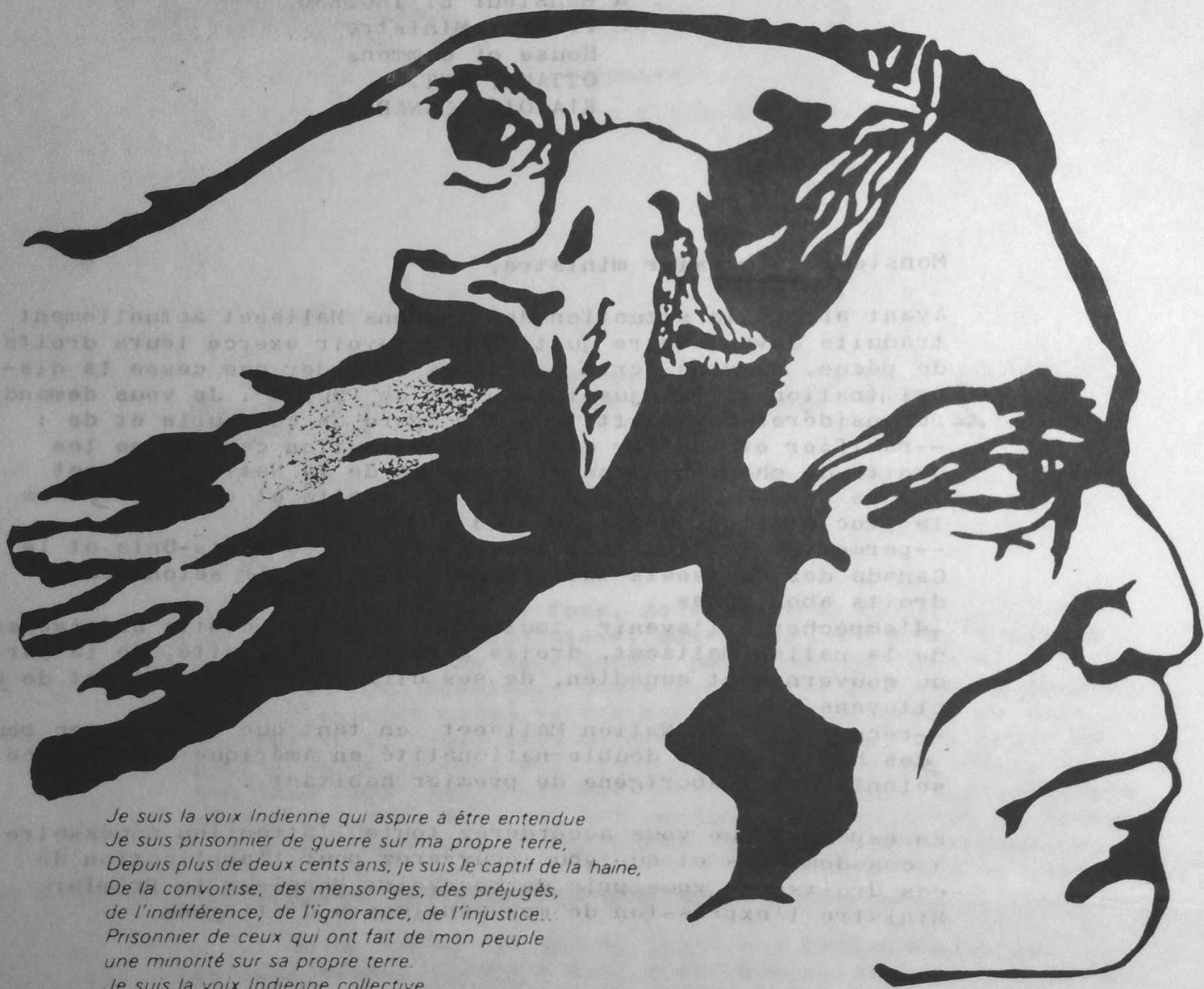
à Monsieur E. TRUDEAU
Premier Ministre
House of commons
OTTAWA, ONT.
K1A 0I6 CANADA

Monsieur le premier ministre,

Ayant appris la situation des Indiens Maliseet actuellement traduits devant votre justice pour avoir exercé leurs droits de pêche, je vous écris pour vous demander que cesse la discrimination et l'injustice envers ce Peuple . Je vous demande de reconsidérer votre attitude à l'égard de ce peuple et de :

- ratifier et insérer dans la constitution canadienne les droits de chasse, pêche et trappage de la Nation Maliseet sur sa terre, droits garantis par traité et réaffirmés dans la proclamation royale de 1763 .
- permettre la libre circulation entre les Etats-Unis et le Canada des Maliseets maintenant et à l'avenir selon leurs droits aborigènes .
- d'empêcher à l'avenir toute violation des droits aborigènes de la nation Maliseet, droits garantis par traité, de la part du gouvernement canadien, de ses différents ministères et de ses citoyens .
- reconnaitre la Nation Maliseet en tant que Nation avec pour ses habitants la double nationalité en Amérique du nord, ce selon le droit aborigène de premier habitant .

En espérant que vous accorderez toute l'attention nécessaire à ces demandes et que vous oeuvrerez pour l'application de ces droits, je vous prie de recevoir, Monsieur le Premier Ministre l'expression de mes sentiments distingués .



*Je suis la voix Indienne qui aspire à être entendue
Je suis prisonnier de guerre sur ma propre terre,
Depuis plus de deux cents ans, je suis le captif de la haine,
De la convoitise, des mensonges, des préjugés,
de l'indifférence, de l'ignorance, de l'injustice.
Prisonnier de ceux qui ont fait de mon peuple
une minorité sur sa propre terre.
Je suis la voix Indienne collective
Mon cri monte de ces millions de tombes où les âmes
N'ont pas trouvé le repos
Et un autre million de cris s'élèvent.
Mon avenir, à qui appartient-il? Sera-t-il prospère
sur ma propre terre?
Oui, car ma voix ne se taira pas.
Je suis la voix Indienne collective.*

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes,

Le 6 janvier 1984

Chers amis,

Ce bulletin est pour nous l'occasion de vous présenter nos meilleurs voeux de bonne santé morale et physique, pour l'année 1984.

Comme en témoigne ce bulletin, l'actualité indienne continue à être très importante et le CISIA poursuivra en 1984 son travail d'information, au gré de l'arrivée des nouvelles.

Pour la première fois, nous publions un dossier sur la guerre Miskito-Sandiniste, guerre qui a été éclipsée de l'actualité à cause de l'aspect politique occidental qui l'entoure. Les Miskitos, comme les autres Nations Indiennes, n'ont pas, d'un point de vue occidental, de place en tant que Nation Indienne mais doivent soit rallier les blocs de droite ou de gauche, soit être laminés entre les deux. Il est très important d'exposer cette guerre Miskito-Sandiniste malgré les réticences et les passions que provoque la découverte des exactions d'un gouvernement dit révolutionnaire. Vous trouverez dans ce bulletin un récit détaillé du voyage du Dr Nietschmann en terre Miskito.

Cette année, le but du CISIA est de continuer les actions menées depuis 6 ans, c'est-à-dire travail d'information (par les bulletins, les conférences, les interventions publiques) et soutien financier apporté à des réalisations concrètes.

Un de nos projets pour l'année 1984 est la traduction et l'édition du livre NATIVE PEOPLES IN STRUGGLE : compte-rendu des cas de génocide et d'ethnocide subis par les Nations Indiennes dans les Amériques, présentés devant les principaux forums internationaux (Tribunal Russel, Conférence de Genève...) Cet ouvrage est un ouvrage de référence, de par l'exposé concis et clair des problèmes rencontrés par les différentes Nations Indiennes dans les 3 Amériques. Ce livre paraîtra en octobre prochain et nous aurons l'occasion de vous en reparler.

INFORMATIONS en BREF

Errata :

Un morceau de phrase a été oublié dans l'article : "Aucun traité n'est éternel" paru dans le dernier bulletin du 4 octobre 1983. Au 6ème paragraphe, au lieu de : "l'emploi signifie le chômage" il faut lire : "l'emploi signifie la guerre et la lutte des classes ; la paix implique le chômage".

Bibliographie :

A l'occasion des 5 soirées organisées autour du 12 octobre à Nantes par le CISIA, les Editions Sterne ont réalisé une bibliographie des ouvrages français concernant les Indiens d'Amérique. Non exhaustive, cette bibliographie peut être un outil de travail pour les personnes désirant approfondir leur connaissance. Nous la diffusons au prix de 25 F franco de port.

12 octobre :

Le CISIA a eu la joie d'accueillir cette année Thomas Banyaca fils pour la célébration du 12 octobre. La qualité des soirées, les différents thèmes abordés, l'exposition installée en permanence, ont contribué au succès de la 6ème célébration du 12 octobre.

Une collecte de fonds a eu lieu et a permis d'envoyer un soutien financier à :

- "Legal Defense Funds" de Tobique auquel nous avons fait une donation de 500 \$. Cette donation permettra aux Indiens Maliseets de poursuivre le combat juridique qu'ils mènent pour la reconnaissance de leurs droits aborigènes, en particulier droit à la pêche au saumon (rappelons à ce sujet que plusieurs pêcheurs Maliseets sont toujours en procès) ;

- "Tribal Sovereignty Program" auquel nous avons versé 500 \$ pour permettre le financement d'une page dans le New York Times sur la situation des Indiens au Guatemala. C'est un excellent moyen pour mobiliser l'opinion américaine contre l'aide militaire, financière et politique apportées par le gouvernement américain au gouvernement guatémaltèque.

Ces deux soutiens financiers ont reçu l'agrément de Thomas Banyaca..

Rapport du Dr Nietschmann :

Nous tenons à la disposition des personnes intéressées les photocopies des articles (en anglais) sur la guerre Miskito-Sandiniste que nous présentons dans ce bulletin. Il suffit de nous les commander au prix de 10 F franco de port.

Mexique :

Nous apprenons par l'Association d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique de Lyon, la détention arbitraire de Salomon Nahmad, directeur de l'Institut National Indigéniste de Mexico. Il semble que ce qui est reproché à Mr S. Nahmad soit sa politique indigéniste orientée vers la participation et l'auto-gestion des peuples indigènes.

Nous vous demandons d'envoyer des lettres à l'Ambassade du Mexique pour protester contre cette détention :

AMBASSADE du MEXIQUE
9 Rue Longchamp
75016 PARIS

Renouvellement de cotisation :

Comme l'an passé, nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre renouvellement de cotisation pour l'année 84. Cette cotisation, bien que modique -50 F annuellement- contribue à notre effort d'information (par la publication de bulletins entre autre). Mais il y a de nombreuses autres façons de soutenir nos activités : diffusion de livres, posters, auto-collant... organisation de conférence pour tous publics.



* * * * *

LA GUERRE MISKITO-SANDINISTE

* * * * *



(source AKWESASNE NOTES - Fall 83)

"Les Indiens Miskitos, Sumos et Ramas n'ont aucun intérêt à s'aligner avec les forces de droite ou de gauche. Leur but est beaucoup plus de s'aligner avec les autres peuples indigènes et les autres cultures indigènes qui peuvent comprendre leur situation".

Dr Bernard Nietschmann.

Les difficultés pour connaître l'histoire des relations Miskito-Sandiniste sont énormes. D'une part, il y a de nombreux rapports de conflits armés et d'affrontements à travers La Mosquitia - la côte est du Nicaragua en guerre. Certains parlent de groupes importants de Miskitos, plusieurs centaines selon certains, conduits par des commandants Miskitos affrontant les Sandinistes en batailles rangées - combats où les morts sont comptés par douzaines. Certains parlent de torture, de centaines de prisonniers politiques, de déportation forcée de populations par représailles selon le vieux concept espagnol de "reconcentration", et enfin de 40 à 70 villages brûlés.

Certains disent que la guerre Miskito-Sandiniste est le fait le moins couvert et le moins compris actuellement. C'est vrai, il est éclipsé. D'autre part, qui peut douter des intentions sinistres du jeu militaire joué par les Etats-Unis ? Qui peut ignorer l'impact destructeur -passé et à venir- de l'engagement militaire dans cette région?

Depuis 1981, époque où les conflits entre l'organisation Miskito MISURASATA* et le gouvernement de Managua ont éclaté, l'histoire des relations Miskito-Sandiniste a été de façon constante mal rapportée et manipulée. Chacun se souvient des photos du Général Alexander Haig, photos de Miskitos massacrés et qui en fait étaient de faux documents (photos de corps brûlés après un massacre commis par les troupes de Somoza soutenues par les américains). Le département d'Etat américain, et bien sûr le Président Reagan, aucunement ébranlés ou gênés par les photos du général Haig, ont continué à dénoncer publiquement la politique du gouvernement Sandiniste envers les Miskitos, une prétendue droiture morale pour les droits de l'homme qui n'a fait que rendre confus ce problème.

* MISURASATA : Union des Indiens Miskitos, SUMOS et RAMAS.

De son côté, le gouvernement de Managua, bien qu'admettant quelques erreurs initiales dans la conduite de sa politique indigène, niait des erreurs fondamentales et, sans relâche, condamnait toute critique et remarque sur sa politique pratiquée sur la côte est, qu'il taxait de contre-révolutionnaire.

De temps en temps, AKWESASNE NOTES a publié des interviews, des nouvelles et des analyses historiques du cas Miskito. Notre approche du problème a été très prudente. Nous n'avons jamais exprimé quoique ce soit qui puisse être considéré comme une "position politique" sur ce sujet. Notre politique de journaliste vis-à-vis des Miskitos a été la même que celle vis-à-vis d'autres problèmes indigènes, c'est-à-dire essayer de discerner les informations crédibles, les analyser et en rendre compte. A cause de cette politique, nous avons subi des attaques permanentes tant par la droite que par la gauche ; nous avons été traités tant de "laquais" de la CIA que de subversifs communistes (actuellement, dans une bibliothèque d'un collège de Vermont, quelqu'un ampute les articles des numéros d'Akwasasne Notes consacrés aux Indiens Miskitos).

Ca et là, au cours des 2 dernières années, un sentiment a continué à émerger en nous, malgré la confusion amenée par le va-et-vient des délégations indiennes et non indiennes au Nicaragua -le sentiment que quelque chose de vraiment mauvais se passait. La voix des Miskitos nous a atteints, non celle des gens comme Steadman Fagoth (ancien leader Miskito qui a été désavoué par le MISURA), mais celle des activistes -avec lesquels Akwasasne Notes et les Six Nations ont de bonnes relations de travail, antérieures à la victoire sandinistes- des gens sans aucun doute anti-impérialistes.

Le problème le plus important pour décrire la situation actuelle sur la côte est du Nicaragua a peut-être été le manque d'observateurs indépendants et impartiaux. Des groupes humanitaires tels que Amnesty International et la Ligue des Droits de l'Homme, ont préparé des rapports préliminaires mais ceux-ci se sont principalement limités à analyser les informations publiées par le gouvernement nicaraguayen lui-même.

"A la moitié de 1983, le problème indien était plus sérieux que jamais" dit le rapport publié par la Ligue Internationale des droits de l'Homme, en septembre dernier. "Des conflits et des affrontements existent dans toute la région". Ce même rapport déclare qu'il serait nécessaire d'avoir des informations plus détaillées et la reconnaissance de nombreux problèmes par le gouvernement nicaraguayen. Les faits publiquement reconnus ou fournis par le gouvernement lui-même sont suffisants pour démontrer que les droits des Indiens ont été violés de façon importante :

- en 1981, tout le leadership indien a été arbitrairement arrêté, emprisonné et interrogé ;

- l'organisation indienne MISURASATA a été dissoute par le gouvernement ;

- les droits des indiens à l'autodétermination de la terre et aux ressources ont été abrogés par le gouvernement ;

- jusqu'à 14 500 indiens ont été déportés dans des camps où ils ont été détenus et où la liberté de mouvement était incertaine ;

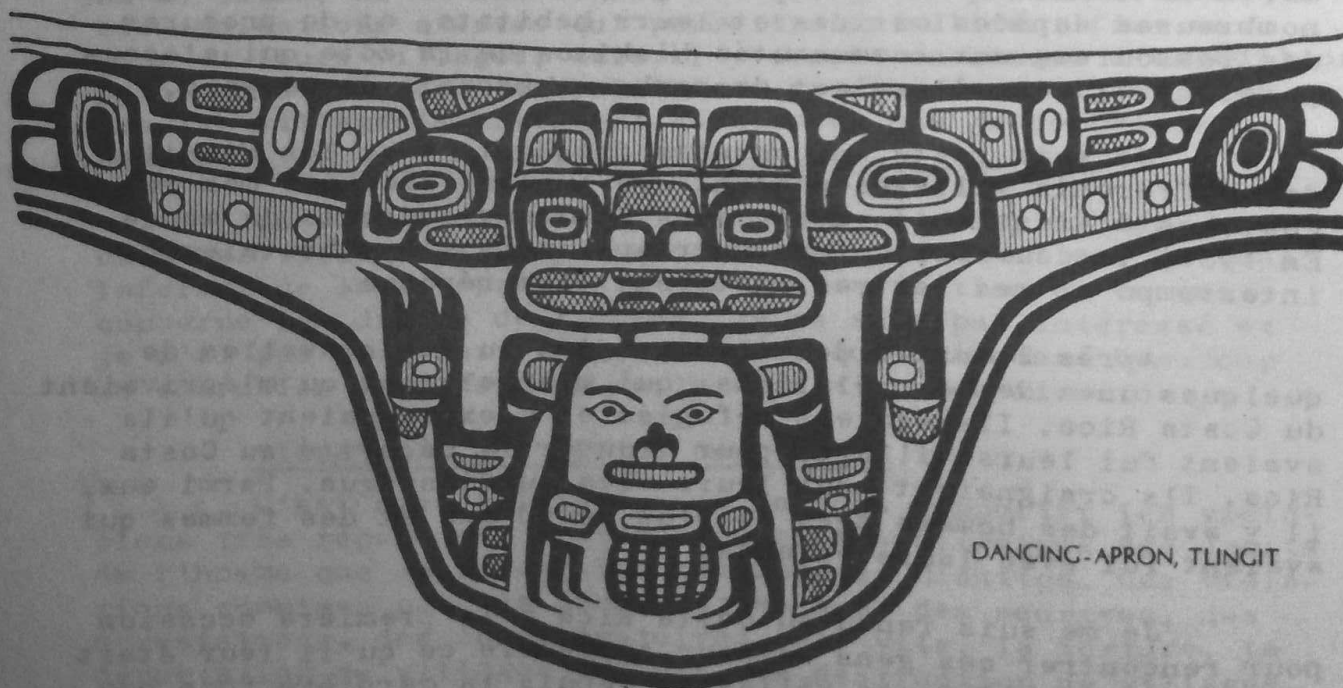
- environ 13 000 indiens se sont réfugiés dans des camps au Honduras pour éviter la déportation dans les camps du Nicaragua ;

- en janvier et février 1982, 39 villages indiens ont été complètement détruits par les forces sandinistes, y compris le bétail, les affaires personnelles, les récoltes, les arbres fruitiers. Jusqu'à aujourd'hui, aucune compensation n'a été versée ;

- toute la région indienne a été sous la loi martiale, même au niveau des villages ;

- plusieurs centaines d'Indiens ont été blessés, arrêtés et emprisonnés dans une escalade de conflits. Il y a des témoignages crédibles de nombreux meurtres et dans aucun cas le gouvernement n'a fait de rapport.

Le Dr Nietschmann, journaliste et enseignant à l'université de Berkeley en Californie, est revenu récemment d'un voyage d'enquête de 10 semaines sur la côte est du Nicaragua. Le Dr Nietschmann parle couramment Miskito et est l'auteur de plusieurs livres sur la côte est du Nicaragua. Il a voyagé à pieds au Nicaragua et à travers le Honduras et le Costa Rica, et a visité des dizaines de villages indiens au moyen d'un petit bateau. A notre connaissance, l'effort du Dr Nietschmann est le seul de ce type parmi les observateurs américains. Scientifique ayant initialement soutenu le gouvernement sandiniste, il a visité la région pour, selon lui, "voir par moi-même ce qui était arrivé à mes nombreux amis et relations parmi les peuples Miskito, Sumo et Rama". Le texte suivant est la déclaration du Dr Nietschmann devant la Commission des Droits de l'Homme de l'organisation des états inter-américains.



DANCING-APRON, TLINGIT

VIOLATIONS DES DROITS des INDIENS MISKITOS au NICARAGUA

Témoignage présenté le 3 octobre 1983 par le
Dr Nietschmann devant la Commission des Droits
de l'Homme de l'organisation des états inter-
américains sur la situation des Indiens au
Nicaragua.

Je voudrais d'abord remercier la Commission pour
l'occasion qui m'est donnée de témoigner aujourd'hui.

Je suis professeur de géographie à l'université de
Berkeley. Mes recherches et mon enseignement concernent plus
particulièrement les peuples indigènes, l'utilisation des
ressources, les droits à la terre et à la mer, les ressources
tropicales. J'ai fait des recherches sur ces différents sujets
dans de nombreuses parties du monde dont le Nicaragua, la
Polynésie, la Micronésie et l'Australie.

Entre 1968 et 1976, j'ai passé 2 ans et demi dans la
région est du Nicaragua dans des villages Miskitos. J'ai
séjourné plus ou moins longtemps dans différents villages et
visité des communautés allant de Bluefields au nord à
Old Cape et du Rio Coco à Raiti.

J'ai soutenu le renversement du régime de Somoza et
l'établissement d'un nouveau gouvernement, et j'ai attendu
une nouvelle politique gouvernementale bénéfique aux peuples
Indiens de la côte est.

En 1980, j'ai été invité par le gouvernement sandiniste
du Nicaragua pour conseiller et promouvoir la création d'un parc
marin national au nord du Nicaragua, dans le but de protéger de
nombreuses espèces marines et leurs habitats, et de procurer
des ressources aux communautés Miskitos de la côte qui s'occu-
peraient et contrôleraient de nombreux aspects de ce parc.

Je suis resté en contacts fréquents avec les Miskitos
des différents villages pendant ces années, bien que mes re-
cherches m'aient fait voyager dans d'autres endroits du monde.
En 1981, le courrier de mes correspondants s'est brutalement
interrompu et mes lettres restaient sans réponse.

Après 2 années de silence, j'ai eu des nouvelles de
quelques unes de mes relations, qui m'appelaient ou m'écrivaient
du Costa Rica. Ils étaient réfugiés et m'expliquaient qu'ils
avaient fui leurs villages pour trouver la sécurité au Costa
Rica. Ils craignaient pour leurs vies au Nicaragua. Parmi eux,
il y avait des hommes âgés de plus de 60 ans et des femmes qui
avaient fui avec leurs enfants.

Je me suis rendu au Costa Rica à la première occasion
pour rencontrer ces gens et pour apprendre ce qu'il leur était
arrivé ainsi qu'à leurs villages, depuis la dernière fois que
je les avais visités sur la côte est du Nicaragua.

EXAMEN de l'INFORMATION :

Je viens de passer 2 mois et demi au Costa Rica, Honduras et Nicaragua. Mes recherches ont été faites avec les techniques habituelles d'information, c'est-à-dire les interviews formelles, les discussions informelles, la vérification des informations par différentes sources pour établir la validité et la crédibilité de celles-ci, même type de techniques que j'utilise pour vérifier mes informations qui forment la base du travail présenté dans les livres d'école et dans les articles de presse. Un enregistrement sonore, un film et des photos ont été pris à cette occasion.

J'ai rendu visite à d'anciennes relations dont certaines que je connaissais depuis 15 ans et qui sont soit dans des camps de réfugiés, soit des réfugiés non enregistrés, soit en exil. Leurs témoignages semblent conséquents et ont été confirmés par d'autres personnes que j'ai rencontrées et qui étaient éparpillées au Costa Rica et en Honduras. Leurs témoignages sont alarmants.

Les villages Miskitos de l'est du Nicaragua ont été longtemps interdits par le gouvernement sandiniste aux observateurs indépendants. J'ai eu la chance de pouvoir entrer au Nicaragua sur l'invitation des Nations Miskito, Sumo et Rama à visiter leurs territoires. Je suis allé dans une région Miskito à l'est du Nicaragua pendant 2 semaines et j'ai voyagé de villages en villages, restant plus ou moins longtemps en fonction des considérations de sécurité. J'ai parlé à des centaines de gens, vécu avec eux, partagé le peu qu'ils avaient à manger, j'ai rencontré de nombreuses personnes que j'avais connues lors de mes visites précédentes, j'ai écouté et posé des questions, j'ai poursuivi des recherches sur ce qui leur était arrivé au fil des années, depuis 1979, date de la révolution sandiniste.

De par le danger que représentent ces informations pour des individus et pour des communautés entières, vous comprendrez que je ne puisse donner des noms spécifiques, ni de lieux, ni de dates. Non pas que je ne puisse donner les indications exactes qui permettraient d'identifier ces gens et leurs villages, mais il y aurait un risque d'expédition punitive de la part des militaires sandinistes, expéditions que les villageois craignent -sentiment que je comprends et respecte.

Je souhaite partager avec vous ce que j'ai découvert chez les villageois vivant au Nicaragua. Mon but est de vous informer de leurs épreuves et de leur situation en ce qui concerne les droits de l'homme. Je ne suis pas intéressé et je n'ai pas pris part aux polémiques qui ont amené beaucoup de confusion sur l'examen de la situation des Miskitos.

VIOLATIONS des DROITS de l'HOMME :

C'est avec tristesse que je dois rapporter les violations très répandues, systématiques et arbitraires des droits de l'homme que subissent les communautés Miskitos. Ces violations commises par les Sandinistes sont des meurtres, des arrestations, des interrogatoires, des vils, la torture, la déportation de villages entiers, la destruction de villages, l'entrave à la libre circulation, l'interdiction de produire de la nourriture dans les villages, la restriction et le refus d'accès aux stocks de nourriture et biens de première nécessité, l'absence complète de médecine, de services de santé ou d'éducation dans de nombreux villages indiens, l'absence de liberté de religion, le pillage des maisons et la mise à sac des villages.

MEURTRES ARBITRAIRES :

Dans plusieurs villages, j'ai parlé à des gens qui ont été témoins du meurtre de civils Miskitos par les militaires sandinistes. La plupart de ces meurtres se sont passés durant une des différentes occupations militaires des sandinistes dans des villages indiens. Certains villageois ont été arbitrairement tués lorsque les soldats ont envahi pour la première fois les villages. D'autres ont été tués pendant les semaines d'occupation, d'emprisonnement, de torture et d'interrogatoires. Par exemple, plusieurs témoins de première main m'ont raconté qu'un homme avait été cloué par les mains et suspendu à un mur, en lui disant qu'il resterait ainsi jusqu'à ce qu'il ait confessé être un contre-révolutionnaire ou qu'il soit mort. Il est mort. Sa femme, vêtue de noir, et d'autres gens de ce village éprouvés sont remplis de rancoeur et de colère, pour cela et pour d'autres atrocités commises pendant l'occupation forcée sous un règne de terreur de la part de plusieurs centaines de soldats sandinistes. D'autres Miskitos ont été tués par immersion forcée de la tête afin d'obtenir leurs aveux d'activité contre-révolutionnaire. Deux vieillards, de 60 et 63 ans, ont été menacés de mort jusqu'à ce qu'ils confessent leur participation avec les contre-révolutionnaires. Ils ont eux aussi été tués lors de ces mêmes événements.

Mes notes et enregistrements sont remplis de telles descriptions d'assassinats, village après village, sur la côte Atlantique. Ces descriptions ont été données par des veuves, des soeurs, des mères, d'autres parents et par les villageois. De tels meurtres de civils Miskitos semblent s'être répandus. En pratique, cela se passe ainsi : des hommes et des femmes Miskitos sont accusés d'être des contre-révolutionnaires, puis torturés ou menacés de mort jusqu'à ce qu'ils avouent, ensuite ils sont tués et un rapport disant qu'ils ont avoué être contre-révolutionnaire est fait, si bien sûr rapport il y a.

ARRESTATIONS ARBITRAIRES :

De nombreux civils Miskitos semblent avoir été arrêtés arbitrairement, interrogés et emprisonnés. De même que pour les meurtres, la plupart de ces arrestations se sont passées pendant l'occupation militaire des villages indiens. L'occupation des villages a lieu en représailles d'une attaque des guerriers Miskitos contre une position sandiniste éloignée ou contre une patrouille sandiniste dans la région. D'après toutes mes informations, je peux conclure que la force militaire sandiniste n'a pas été capable de localiser les nombreux camps de base des guerriers Miskitos qui opèrent en permanence loin à l'intérieur de la région Miskito de l'est du Nicaragua. Je dois souligner qu'il n'y a pas de guerriers indiens qui traversent la frontière et qui se retirent ensuite dans les états voisins. Ces combattants indiens sont des hommes et des femmes qui opèrent en permanence de camps qui sont à des centaines de kilomètres des frontières. Leurs camps sont extrêmement bien dissimulés et ils évitent habituellement d'aller dans les villages pour ne pas mettre en danger la population civile. Dans l'impossibilité de détruire et d'attaquer les guerriers, les sandinistes s'en sont pris aux villages et ont pris des mesures punitives contre les seuls Miskitos qu'ils pouvaient attraper, c'est-à-dire les villageois. Certains des civils non combattants sont accusés d'être des contre-révolutionnaires et alors sont arbitrairement arrêtés, torturés et assassinés.

Un exemple récent de ces violations apparemment fréquentes a été l'annonce officielle de la relaxe de 40 prisonniers détenus depuis 11 mois, le tribunal n'ayant pas pu trouver de preuves d'activité contre-révolutionnaire. Certains des prisonniers relâchés sont d'une communauté où 7 villageois ont été sommairement assassinés au moment de leur arrestation. Si ces villageois ont été relaxés, ceux qui ont été assassinés étaient-ils innocents aussi ?

TORTURE :

Des civils Miskitos ont été torturés dans les villages et dans les prisons, selon des rapports que je considère comme sûrs. J'ai reçu des rapports confirmés et des descriptions de la part de témoins visuels de passages à tabac perpétrés par les militaires sandinistes dans de nombreux villages. J'ai également rencontré et photographié des personnes ayant été torturées. J'ai vu les cicatrices d'un homme de 60 ans, cicatrices dues à une baïonnette ; j'ai vu un homme de 48 ans avec les ongles arrachés ; j'ai vu un homme de 52 ans avec des profondes cicatrices sous les ongles dues à des aiguilles. Plusieurs hommes racontent qu'ils ont été immergés pendant de longues périodes pour obtenir leur confession. Un homme a eu les pieds attachés et a été pendu la tête en bas, puis il a reçu des coups de baton. Son corps montre encore aujourd'hui l'évidence des contusions et ses épaules sont déformés.

VIOLS :

Le viol par les soldats sandinistes de femmes et de jeunes filles Miskitos est chose commune. Dans un village, par exemple, 6 femmes âgées de 15 à 42 ans, ont été violées pendant l'occupation par les soldats sandinistes. Deux d'entre elles ont subi un viol collectif. Dans toutes les communautés qui ont subi l'occupation sandiniste, des femmes ont été violées. Certaines ont été tenues par des soldats, d'autres ont été menacées avec une baïonnette derrière le cou. Selon ce que racontent les villageois, les soldats sandinistes ont apparemment une grande liberté d'action pour faire ce qui leur plaît quand ils envahissent un village indien.

PILLAGES - MISES à SAC des VILLAGES - CONFISCATION de BIENS :

Une chose que j'ai remarquée dans les différentes communautés Miskitos est l'absence de tout objet de valeur. Les maisons n'ont pas de radio, certaines n'ont pas de vaisselle, de même les vêtements habillés pour aller à l'église le dimanche n'existent pas. Ceci n'est pas du à la pauvreté des gens, au manque de vêtements dans les magasins, bien que cela existe et même empire, mais cela est du au vol de ces objets par les soldats sandinistes. Les appareils radio, des vêtements, des bracelets en or, des colliers et des bagues ont été volés et arrachés aux villageois. Une fois encore, ceci s'est passé lors de l'occupation des villages par les troupes sandinistes. De plus les soldats ont abattu les cochons, les vaches et les poules pour les manger, mais ne les ont pas payés. Dans certains villages, tous les canoës et les embarcations à moteur ont été confisqués et emportés. Aucun dédommagement n'a été versé pour cela. La confiscation des bateaux de pêche et du bétail signifie aussi la confiscation des moyens de subsistance et de survie.

INTERDICTION de PRODUCTION de NOURRITURE par le VILLAGE :

Les Miskitos produisent la majorité de leurs besoins alimentaires. Dans certaines communautés, 70 % ou plus de ce qu'ils consomment vient de leurs petites fermes, de la pêche en rivière, dans les lagons et dans la mer, et de la chasse dans les forêts et dans les marais. Dans les 20 dernières années, quand j'ai vécu dans les villages Miskitos, les gens produisaient de la nourriture en quantité suffisante et la faim était très rare. Aujourd'hui la famine est un problème considérable. En effet, les Miskitos ont eu l'interdiction de s'éloigner de leurs villages pour faire les plantations. Ceci est bien sûr la résultante de la peur des sandinistes de voir les villageois rentrer en contact avec les guerriers Miskitos qui sont dans la forêt. De même, les villageois n'ont pas l'autorisation de pêcher -pour les mêmes raisons- de par le manque de canoës dans de nombreux villages. De même, ils ne peuvent pas aller chasser parce que toutes les armes à feu ont été confisquées.

Pour couper les vivres aux guerriers Miskitos, les militaires sandinistes ont limité et interdit la production de nourriture par les civils Miskitos. Pour toucher un groupe, un autre groupe a été affamé. La production locale de nourriture dans certains villages que j'ai visités est dramatiquement réduite. Dans d'autres villages, dans les régions protégées par les guerriers Miskitos, les villageois recommencent à pêcher et à faire des semis, bien que cela ne soit pas la meilleure saison pour le faire. Dans les villages qui ont été occupés par les sandinistes, le bétail est à l'évidence absent. Par exemple, dans un village, il n'y a aucun bétail, ni chevaux, ni cochons, ni vaches, ni poules. Les villageois disent que les sandinistes ont tout mitraillé et en particulier 90 vaches.

RESTRICTION et MANQUE des NOURRITURES de PREMIERE NECESSITE :

Dans tous les villages Miskitos, la nourriture telle que le riz, les haricots, le sucre, la farine, le café, le sel... a été rationnée à travers un système strict imposé par les officiels sandinistes qui donnent un quota pour une période de 15 jours par famille. Cette quantité de riz permet de tenir 3 ou 4 jours. La restriction alimentaire permet de contrôler les villageois et il semble qu'en limitant la nourriture au minimum vital, rien ne sera donné aux guerriers Miskitos. La continuité et l'importance croissante des actions militaires menées par les guerriers Miskitos pendant ces dernières années montre que la politique de restriction de la nourriture aux civils pour limiter les stocks de nourriture des guerriers Miskitos, n'est pas efficace.

Récemment les sandinistes ont cessé d'envoyer la nourriture qu'ils avaient l'habitude d'envoyer aux villages dans une grande partie de la région indienne. La nourriture de base, telle que le riz, les haricots, la farine, le sucre... n'est plus fournie. Aucun de ces aliments n'a été reçu depuis plusieurs semaines dans de nombreux villages que j'ai visités. Les gens vivent de noix de coco, de pulpe et d'huile de palme. Cette nourriture ne permet pas l'apport nutritionnel minimal.

Il n'y a pas de nourriture envoyée dans les villages et les gens ne produisent pas leur propre nourriture à cause des interdictions. Nombreux sont ceux qui meurent de faim lentement.

MEDECINE - SANTE - EDUCATION :

La médecine occidentale et les soins sont complètement absents des villages que j'ai visités. Il n'y avait aucun médecin. Selon les villageois, le manque de soins et de moyens de santé durent depuis 1 ou 2 ans. Il en résulte de nombreux problèmes médicaux sévères qui sont fréquents. La malaria se répand, la dysenterie et différents parasites intestinaux sont communs et la tuberculose est très répandue. Tous ces problèmes de santé pourraient être réduits de façon significative avec des soins bien connus et relativement peu coûteux. Mais ces médicaments sont absents des villages et certains villageois qui ont pu marcher jusqu'à une ville éloignée où il y avait des médecins n'ont pas eu le droit de ramener des médicaments pour les autres villageois. Un villageois qui tombe malade doit être en bonne santé pour marcher jusqu'à un médecin si il veut recevoir quelques soins, sinon il doit s'en passer et utiliser la médecine traditionnelle qui vient de la forêt. Cette médecine traditionnelle marche dans certaines médications mais n'est pas efficace contre toutes les maladies et tous les problèmes médicaux.

La politique du gouvernement sandiniste est de priver les guerriers Miskitos de médecine en privant les villageois de médecine. Mais cette politique ne fonctionne pas. J'ai un certain nombre d'informations qui démontrent que les guerriers Miskitos donnent des médicaments aux villageois.

Les écoles ont été fermées dans tous les villages que j'ai visités et ce depuis des mois voire des années.

Le développement médical et éducatif dans les campagnes rurales, si souvent vanté par le gouvernement sandiniste, est à l'évidence absent de toute la région Miskito dans laquelle j'ai voyagé -et j'ai parcouru une large région.

REFUS de la LIBERTE de RELIGION :

Les services religieux ont lieu seulement dans les villages qui sont maintenant sous la protection des guerriers Miskitos. Pour certains villages que j'ai visités, cette protection est récente. Et même dans cette large zone, de nombreux villages ne peuvent pas assurer les services de l'église parce que les leaders religieux sont en prison ou sont en exil au Honduras ou au Costa Rica.

Durant l'occupation militaire sandiniste dans les villages, les églises ont généralement été utilisées en tant que prisons où étaient détenus des hommes et des femmes accusés d'activités contre-révolutionnaires. Les églises ont également été utilisées comme logement pour les soldats sandinistes. Les Bibles et les livres de chants ont été détruits. Les villageois accusent les soldats sandinistes de déféquer et d'uriner dans les églises. Il existe de nombreux témoignages crédibles de ces activités. J'ai entendu des récits disant que des églises avaient été brûlées quelque part dans des communautés indiennes. Mais je n'ai vu aucune église détruite dans les régions que j'ai visitées.

Les Miskitos forment un peuple très religieux et ils souffrent énormément du refus d'exercer librement leur religion. Parmi toutes les discussions que j'ai eues avec des centaines d'hommes et de femmes Miskitos, c'était là le principal grief qu'ils m'ont rapporté.

RELOGEMENT FORCÉ des POPULATIONS des VILLAGES :

Durant le temps où j'étais dans les communautés Miskitos, j'ai entendu des témoignages disant que les villageois du nord ouest de Puerto Cabezas avaient été relogés dans la région de Sisín. Les villages en question étaient Auya Pini, Santa Marta, Kwakwil, Boomsirpi et Sangnilaya. Cette commission devrait enquêter pour savoir si ces témoignages sont exacts.

Récemment, des récits venant de l'intérieur du Nicaragua signalaient que les communautés de Dakban, Karata et Wawa avaient été relogées. Je n'ai pas eu la possibilité de vérifier cette récente information.

Des leaders Miskitos du Nicaragua disent qu'ils savent que le gouvernement sandiniste prévoit de reloger les villages des communautés côtières, du sud de Wawa à Tasbapauni, vers des sites de relogement encore inconnus. Cette information viendrait d'une source située à l'intérieur du gouvernement. Il apparaît que cette source s'est révélée valable dans le passé - y compris dans le passé récent- et des indications solides tendraient à prouver que la communauté de Wawa a déjà été relogée. Si cela s'avère exact, cette information montrerait la politique gouvernementale de reloger les villages indiens du sud de Puerto Cabezas, villages qui sont à une centaine de kilomètres de la frontière du Honduras.

En réponse à cette politique, des milliers d'indiens ont déjà fui le Nicaragua pour le Honduras et le Costa Rica. Cette fuite continue encore. Récemment, pendant que j'étais au Costa Rica, les villageois Miskitos du village entier de Set Net sont arrivés et ont demandé la protection du Haut Commissaire aux Réfugiés des Nations Unies.

D'autres gens sont restés au pays et luttent pour survivre dans de dures conditions de vie, ou ils ont rejoint la résistance armée. De nombreux villages vivent sous la terreur et sont sérieusement traumatisés, mais le résultat n'a pas été la soumission aux autorités sandinistes. Au contraire, les meurtres, tortures, violences, viols, pillages et manque des besoins de première nécessité, semblent de toute évidence avoir créé une unité plus grande entre les communautés indiennes contre le gouvernement sandiniste. L'influence des guerriers indiens et le territoire sur lequel ils exercent un contrôle militaire important s'agrandissent.

Ce qui est arrivé aux Indiens Miskitos de l'Est du Nicaragua (ainsi qu'aux peuples Sumo et Rama) sera enfin révélé après avoir été si longtemps caché par des démentis ou des prétextes renvoyant la faute à des influences extérieures.

Il y a trop d'évidence, beaucoup trop de gens qui ont été affectés et beaucoup trop de vies qui ont été perdues. En violant les droits de l'homme des peuples Indiens, les sandinistes ont créé un peuple en rébellion. Les peuples indiens se sont unis contre eux. Unis pour des raisons internes et non externes. Unis par ce qui leur arrive entre les mains des sandinistes.

Voilà un bref résumé de mes découvertes. Une documentation plus élaborée sera fournie dans des articles que je suis en train de préparer en vue de les publier.

Une fois encore, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de présenter cette information.

INTERVIEW du Dr NIETSCHMANN par AKWESASNE NOTES



AKWESASNE NOTES : Dr Nietschmann, il y a de nombreuses personnes progressistes qui se poseront des questions et éventuellement condamneront votre témoignage, le taxant de contre-révolutionnaire jouant, comme si cela était, le jeu des Etats-Unis dans la région.

BERNARD NIETSCHMANN : C'est une histoire difficile à révéler parce que je connais de nombreux journalistes qui montreraient le rapport uniquement pour embarrasser le gouvernement Sandiniste, tout en oubliant la signification du récit, qui est en fait celui d'une révolution indienne nationale, d'un peuple indien étant forcé de prendre une position militaire et politique et se réaffirmant lui même sur son propre territoire.

AN : Quels sont, à votre avis, les objectifs militaires et politiques des Miskitos ? Les guerriers vous en ont-ils parlé ?

BN : Partout, dans chaque camp, c'était un des sujets de discussions le plus fréquent : "Comment va-t-on organiser notre pays après avoir repoussé l'armée Sandiniste ?" Ceci est très important parce que de tout ce que j'ai rassemblé et malgré les alliances temporaires que le MISURA doit faire actuellement, leur objectif n'est pas de renverser les sandinistes au pouvoir à Managua, mais de chasser les sandinistes de leurs terres. Bien qu'il soit un peu tôt de parler de "zones libérées", elles existent de fait. De vastes régions sont sous le contrôle effectif des guerriers Miskitos et dans ces régions, il y a déjà des éléments pour savoir à quoi leur région ressemblera à l'avenir, un peuple vivant une vie de villages traditionnels.

AN : Oui, c'est une situation complexe et les guerriers Miskitos ont des alliances discutables.

BN : Cela ne devient complexe que si vous écoutez la droite ou la gauche. Actuellement, il est très facile de comprendre la révolution indienne. De suggérer que les Indiens sont manipulés, de prétendre que les Indiens n'ont pas la capacité de poursuivre leur propre combat, est en soi une attitude raciste et paternaliste. La vérité est que la révolution indienne sur la côte est du Nicaragua est menée par des Indiens, combattue par des Indiens et est une guerre populaire soutenue par l'immense majorité des Indiens de la région. Les Indiens Miskitos, Sumos et Ramas n'ont pas d'intérêt à s'aligner avec les forces de droite ou de gauche. Leur but est beaucoup plus de s'aligner avec les autres peuples indigènes et les autres cultures indigènes qui peuvent comprendre leur situation.

Leur problème, c'est les armes parce que personne à l'intérieur ou à l'extérieur du Nicaragua ne fournit directement des armes aux Indiens mais les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas en ont besoin.

AN : La question fréquente est : "Où les Miskitos obtiennent-ils leurs armes ?"

BN : D'abord, laissez moi vous dire qu'il n'y a pas d'armes fabriquées au Nicaragua. Toutes les armes de la région viennent de l'extérieur. De nombreuses personnes sont choquées par le fait que les guerriers MISURA puissent obtenir des armes du groupe ARDE ou du Front Démocratique du Nicaragua (FDN- groupe soutenu par la CIA). Mais auprès de quel pays acceptable, le MISURA pourrait-il obtenir des armes ? S'ils obtenaient des armes de la Chine, par exemple, cela rendrait-il leur combat plus légitime ? Ou de la Libye ? Ou du Canada ? Leur combat serait-il plus acceptable alors ? Il n'existe pas de pays pro-indiens dans cet hémisphère, aucun. De toute façon qui peut prétendre que les sources d'approvision-

nement en armes peuvent manipuler ou détourner les aspirations indiennes et les buts indiens. Envisager la situation avec une approche de droite ou de gauche est déjà une vision européenne. Pour comprendre la lutte indienne, on doit comprendre les perspectives indiennes. Et du point de vue Miskito, ce qui importe est d'obtenir des armes parce que ce sont les leurs qui sont tués jour après jour. Actuellement, les Miskitos n'ont pas le luxe d'avoir des sensibilités politiques de droite ou de gauche. En ce qui concerne les soi-disants alliés des Indiens, le ARDE* et le FDN, les Indiens comprennent cela comme des mariages d'intérêt. Ils ne fournissent pas les Indiens avec des armes adaptées car eux aussi essaient de les limiter et sont à long terme très mal à l'aise à l'idée d'une force indienne puissante. Par exemple, les Indiens savent que ni le FDN ni le ARDE ne souhaitent leur fournir suffisamment d'armes pour créer une armée, limitant l'armement indien à une seule capacité de guérilla. Les guerriers Indiens déclarent : "A partir de maintenant, quelque soit le gouvernement au pouvoir dans la région, si il dénie aux Indiens les droits d'autonomie et d'autodétermination, nous ferons une 3ème révolution".

AN : Dr Nietschmann, en 1980, vous avez été invité par le gouvernement du Nicaragua pour conseiller et promouvoir l'établissement d'un parc national marin sur la côte nord-est du Nicaragua, en relation avec plusieurs communautés Miskitos. Bien que ce projet n'ait pas abouti, il y a du y avoir un moment où vous étiez plein d'espoir sur les possibilités que le nouveau gouvernement de Managua développait sur la côte est.

BN : Oui, de nombreuses personnes étaient pleines d'espoir en 1978, 1979 et 1980, espoir pour une nouvelle situation, pour une nouvelle approche du gouvernement du Nicaragua du problème indien, parce que la situation n'était vraiment pas bonne sous Somoza. Et donc, moi-même et d'autres collègues qui connaissions la situation, étions vraiment pleins d'espoir et croyions que le nouveau gouvernement comprendrait la situation particulière des peuples indiens de la côte est.

AN : Ceci était juste avant l'arrestation du leadership du MISURASATA ?

BN : Oui, parce que ces arrestations ont mis un terme aux discussions entre les leaders indiens et le gouvernement de Managua, à la possibilité d'éduquer le nouveau gouvernement et à la possibilité que les Indiens eux-mêmes puissent déterminer ce qu'ils désiraient de la révolution.

AN : Après ce premier conflit majeur, y-a-t-il eu d'autres occasions pour arranger les choses ?

BN : Non, pas vraiment. Depuis cette époque il n'y a pas eu de réelles tentatives de négociations. Depuis 1981, la politique a été d'asseoir un contrôle politique et militaire dans les villages et, en conséquence, à la fin de 1981, la première brigade de guerriers a commencé à opérer de façon indépendante. D'après ce que j'ai pu rassembler, les Sandinistes ont montré très peu d'intérêt pour les leaders Indiens qui ont essayé de leur expliquer comment l'économie indienne marche. Au contraire, ils ont exprimé leur opinion que les Indiens sont culturellement en retard et la discussion s'est centrée entièrement sur les questions de sécurité nationale et sur les questions de manipulation par la CIA.

AN : Que doivent faire les Sandinistes pour arriver à une sorte de réconciliation avec les guerriers Miskitos et avec le leadership du MISURA ?

* ARDE : Alliance Démocratique Révolutionnaire.

BN : Il faudrait que les Sandinistes s'assoient et discutent du problème. Il faudrait également qu'ils relâchent les leaders Miskitos emprisonnés, reconsidèrent le retour des réfugiés, permettent la sortie des gens qui sont dans des camps de relogement afin qu'ils retournent dans leurs villages. Il est important de comprendre que la lutte des Indiens n'est pas dirigée contre les sandinistes, bien que les sandinistes représentent l'actuelle force oppressive en pays Miskito et qu'ils soient probablement la force militaire la plus puissante en Amérique du Centre qui soit repoussée avec succès actuellement.

AN : Y a-t-il un espoir que le gouvernement sandiniste propose un accord de paix ?

BN : Je suis sûr que les Sandinistes ont réalisé maintenant l'importance du problème et que ce problème ne disparaîtra pas. Le fait que les troupes sandinistes n'ont pu vaincre les guerriers indiens et qu'ils n'ont pas été capables de localiser les camps de base indiens, sont de bonnes indications démontrant qu'une pression militaire continue contre les populations civiles et les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas ne va pas réussir. Cela serait un changement politique important et une évolution considérable, si le gouvernement sandiniste reconnaissait maintenant les droits des Indiens en tant que peuple distinct. Mais cela arrivera si les sandinistes veulent apporter une solution pacifique à ce conflit qui, d'après ce que j'ai pu voir, est de leur propre responsabilité. De leur côté, les Miskitos disent très fermement que leur but est définitivement l'autodétermination et ils sont très clairs en déclarant qu'ils combattront quiconque tentera d'occuper leur territoire.

AN : D'autres commentaires ?

BN : Oui, seulement qu'il est regrettable qu'il faille un étranger pour rendre cette histoire crédible, quand il existe 15 000 Indiens au Honduras et de nombreux autres au Costa Rica qui peuvent témoigner de la tragédie qui est arrivée à leurs villages.

Mais c'est ainsi que le monde fonctionne : parce qu'ils sont directement touchés, ils sont considérés comme des groupes d'intérêt et ainsi rendus non crédibles. Il y a un effort considérable pour nier la réalité de la situation et la répression que les Indiens ont subie ainsi que leur résistance. Les progressistes, s'ils veulent ainsi être appelés, contribuent largement à cela pour protéger une image positive du gouvernement du Nicaragua. Je pense qu'ils sont au mieux naïfs, car tout gouvernement a de nombreux visages et l'on ne peut pas prétendre que tous ces nombreux témoignages sont fabriqués par la CIA. Les Indiens, dans les différentes parties de ce continent, ont généralement la meilleure information concernant les autres indiens.

Manifestez votre soutien aux Miskitos auprès de :

- L'Ambassade du Nicaragua, 11 rue Sontay, 75016 - Paris.
Telex EMBANIC 612017.

-Le Gouvernement sandiniste (par aérogramme):
Gobierno de Reconstruccion Nacional, Managua, Nicaragua.

Diffusez cette information auprès de la presse locale, des Comités de soutien au Nicaragua, et autres organismes.

LOIN de MANAGUA et de WASHINGTON
une POSITION INDIENNE EMERGE au NICARAGUA



* * * * *

(Articles AKWESASNE NOTES - Hiver 1983- Source IPN)

Guerre Miskito-Sandiniste : Le temps de la réconciliation ?

Le Commandant Daniel Ortega, coordinateur actuel de la junte sandiniste, a émis le 1er décembre 1983 une proclamation étendant l'amnistie aux Indiens Miskitos, Sumos et Ramas en conflit avec le gouvernement nicaraguayen. La déclaration d'amnistie, qui couvre la période de décembre 1981 à décembre 1983, a été immédiatement suivie de la libération de quelques 300 Miskitos des prisons nicaraguayennes. Nombreux sont les prisonniers Miskitos relâchés qui ont été détenus pendant 2 ans sans chef d'accusation.

Ces 2 dernières années ont vu un conflit croissant éclater entre les troupes sandinistes et les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas. Ce conflit, reporté de façon internationale mais largement mal compris dans la presse occidentale, a commencé début 1981 par une série de violents incidents entre les Indiens de la région de Zelaya (connu sous le nom de La Mosquitia par les Indiens) et la force militaire sandiniste.

Les racines de ce conflit étaient variées et complexes. Pour les Miskitos, Sumos et Ramas, c'était une reconnaissance en tant que peuple distinct avec le droit à l'autodétermination territoriale et politique ; une étude correcte et une démarcation de leurs terres ; la détermination par les Indiens de la politique économique de leur région. Pour le gouvernement sandiniste, c'était la sécurité du territoire du Nicaragua face à une possible intervention militaire des Etats-Unis et du Honduras ; le développement de la terre et des autres ressources naturelles dans la région de Zelaya pour l'économie du centre du Nicaragua ; l'assimilation du leadership indien dans les organisations sandinistes de masse.

Les premiers conflits de 1981 ont conduit à une militarisation intensive de La Mosquitia et à la déportation de nombreux villages indiens après que les récoltes et les vergers aient été détruits. Plusieurs groupes de guerriers Miskitos ont pris une attitude de défense contre la force militaire sandiniste et au même moment des milliers de Miskitos, Sumos et Ramas se sont réfugiés dans des camps au Honduras et au Costa Rica.

La guerre menée par les guerriers Indiens de La Mosquitia devint la guerre la plus importante parmi les 3 guerres qui ont été engagées contre les forces armées nicaraguayennes. C'est aussi une situation beaucoup plus complexe, distincte des conflits des ex-somozistes et des ex-sandinistes contre la junte de Managua.

Les observateurs des droits des Indigènes de tout l'hémisphère se posent des questions sur la sagesse de la politique sandiniste dans les territoires indiens de la côte est et demandent une compréhension plus profonde et plus progressiste de la culture indienne régionale et des droits économiques et politiques. Des rapports substantiels démontreront qu'une guerre coloniale croissante est aussi apparue.

Les autorités sandinistes ont récemment critiqué leur propre politique en territoire Miskito. Lors de l'annonce de

la nouvelle amnistie en public, le commandant Ortega a qualifié la déportation des villages d'"erreur" et le commandant Tomas Borge a décrit d'une façon similaire les conflits de la côte Atlantique en les traitant de résultat "de politiques stupides de notre part".

De leur côté, les représentants de l'organisation Indienne MISURASATA ont déclaré que l'amnistie annoncée "est une étape positive et bien venue, une condition de base et une preuve de bonne foi pour des négociations".

Brooklyn Rivera, leader Misurasata, déclara avec réserve que l'amnistie "doit être analysée profondément pour que les aspects politiques et légaux soient clarifiés".

"Nos villages ont déjà été dévastés, notre peuple dispersé en Amérique Centrale et des centaines de gens sont morts " a déclaré Amstrong Wiggins, un indien Miskito travaillant à Washington sur les droits des Indigènes. "Mais, a-t-il ajouté, l'amnistie est une première étape positive pour limiter les hostilités".

Ce qui est en jeu maintenant, selon les leaders du MISURASATA, est : la complète démilitarisation des communautés de La Mosquitia, la reconnaissance de l'autonomie politique, la reconnaissance du droit indien à assurer leur propre responsabilité de la côte Atlantique. Ce n'est pas avec plaisir que les maquisards abandonneront leur détermination au combat ajouta Wiggins. "Tant qu'une solution pacifique basée sur le respect mutuel ne sera pas trouvée".

Plusieurs organisations internationales des Droits de l'Homme, dont Amnesty International et Americas Watch prévoient d'effectuer un voyage d'enquête au Nicaragua en janvier 1984.

* * * * *

Guerre et Paix Indienne au Nicaragua :

par Bernard Nietschmann.

Les Indiens Miskitos, Sumos et Ramas ont combattu le gouvernement sandiniste depuis plus de 3 ans. Les Indiens ont été les premiers à se révolter contre le Front Sandiniste de Libération National (FSLN) en février 1981 et aujourd'hui leur combat se développe à l'est du Nicaragua et à partir du Honduras et du Costa Rica. Les Indiens l'appellent une révolution et c'est la guerre la plus répandue des 3 guerres contre le FSLN.

Parce qu'ils font partie de l'opposition armée, les Indiens doivent être aussi considérés comme partie de tout effort réaliste pour chercher une solution au conflit. Toute solution politique ou militaire sera condamnée si il n'y a pas une reconnaissance de la raison d'être et des buts de la révolution Indienne ou si il y a rejet de la participation des Indiens dans le processus de recherche de la paix.

La lutte indienne a été mal divulguée et cachée des yeux du public par une rhétorique pro ou anti sandiniste. L'administration Reagan a utilisé la situation des droits des Indiens comme un exemple de l'oppression au Nicaragua, ignorant ce pourquoi les Indiens se battent en ne montrant que ce qui leur était arrivé. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à soutenir politiquement ou militairement un mouvement qui recherche l'autodétermination et la libération des peuples indigènes.

De même, le gouvernement nicaraguayen et les gens qui le soutiennent, se sont contentés de décrire l'opposition indienne comme partie d'une opération contre-révolutionnaire soutenue par l'étranger qui utilise et manipule des indiens "politiquement arriérés", le tout faisant partie d'un plan CIA-Somoziste pour déstabiliser et renverser le FSLN.

Les Indiens, comme d'habitude, sont au milieu, entre la gauche et la droite, l'est et l'ouest, Managua et Washington - et leur position, leur lutte et les raisons de leur résistance au FSLN sont totalement ignorées, tant par la gauche que par la droite. Bien sûr, la révolution indienne fait partie, de nombreuses façons, de la lutte anti-sandiniste ; mais ce n'est pas qu'une partie de la lutte, c'est une lutte à part entière.

Pour mieux connaître la lutte indienne, j'ai passé 3 mois cet été avec des leaders de la résistance, avec des réfugiés au Costa Rica et au Honduras, avec des guerriers et des villageois au Nicaragua. Selon les Indiens, leur guerre est la réponse à l'oppression militaire, économique et politique de leur peuple par les sandinistes ; à l'expropriation et au contrôle de leur terre et des ressources par la réforme agraire du FSLN. Les Indiens disent que la terre est la seule chose qu'ils ont pour vivre et pour donner à leurs enfants. Sans elle, ils disent qu'ils disparaîtraient en tant que peuple. Ils sont prêts à mourir pour la retrouver. Ils disent que leur révolution a plus de chance de succès que celle de l'ARDE ou du FDN parce qu'ils ont un soutien populaire massif, que leur but est seulement de chasser les sandinistes de leur terre et de leurs villages ; ils combattent sur leur terre et ils n'ont pas encore perdu une confrontation militaire avec les soldats sandinistes.

Parce que leur but d'un territoire indigène autonome ne correspond pas à des préoccupations géopolitiques répandues, les Indiens sont des orphelins politiques et ils ont dû s'allier avec des groupes anti-sandinistes pour obtenir des armes et du soutien. Cela serait une erreur de croire que les Indiens sont manipulés par ces mariages d'intérêt. Brooklyn Rivera est le leader du MISURASATA (union des Indiens Miskitos, Sumos et Ramas) et fait partie de l'ARDE (Alliance Démocratique Révolutionnaire) basée au Costa Rica. L'erratique Steadman Fagoth, qui dirige le MISURA, est associé avec le FDN (Force Démocratique du Nicaragua) au Honduras.

Les différences entre les 2 organisations, les 2 leaders, les alliances avec à la fois les groupes rebelles de droite et de gauche, sont de peu d'importance pour les indiens combattant à l'intérieur du Nicaragua ou pour les presque 20 000 réfugiés et les 17 000 indiens dans les camps, attendant de retourner dans leurs villages et sur leur terre. Leur objectif est de récupérer et de contrôler les ressources et les terres indiennes de quelque façon que ce soit.

Les intérêts étrangers promouvant une solution politique ou militaire au Nicaragua, devraient réaliser que les Indiens résisteront à tout accord négocié ou à toute invasion qui ignorerait le contrôle indien de leurs terres.

Le vol de leur terre, l'asservissement des leaders et leur intérêt ont conduit les Indiens à se retourner contre la révolution sandiniste et à participer à la révolution anti-sandiniste. Ils discutent ouvertement de la possibilité d'une 3ème révolution où ils combattraient contre tout gouvernement à Managua qui ne leur accorde pas leurs droits traditionnels à la Terre.



Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourduille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes,

Le 5 mars 1984

COLOMBIE : MASSACRES d'INDIENS

(source : Survival International)

Les Indiens du sud ouest de Colombie ont subi une sévère répression depuis plusieurs années. Dans leur lutte pour conserver les parcelles de terre qui leur avaient été légalement attribuées à la fin du siècle dernier, ils ont été confrontés aux propriétaires terriens blancs, à la police et à l'armée ; tous déterminés à s'assurer que la terre irait à des non-indiens puissants.

Pendant les années 1970, des centaines d'indiens furent emprisonnés et quelques 40 porte-paroles indiens furent assassinés dans les conflits pour la terre. Certains furent assassinés par l'armée et la police mais la plupart moururent de la main de bandes de brutes employés par les propriétaires terriens pour mener une campagne de terreur dans la région. La guérilla communiste a aussi assassiné des indiens pour contraindre l'organisation locale indienne (Conseil régional de la Cauca - CRIC) à adopter leur propre modèle politique.

Le 25 janvier 1984, la situation a explosé en un massacre. Quelques 300 indiens, hommes, femmes et enfants, avaient prévu de labourer pendant 5 jours, une terre revendiquée par le ranch "Lopez Adentro" dans le district de Caloto. Après 3 jours de travail, la police est apparue et a demandé aux indiens de s'en aller avant le 25 janvier, date à laquelle une rencontre serait aménagée entre les autorités locales, l'institut de réforme agraire et les indiens. Ce jour là, à 15 h 30, alors que les indiens attendaient les officiels, 4 camions remplis de policiers arrivèrent. Les indiens reçurent l'ordre de quitter la terre dans les 5 mn. Ils refusèrent et demandèrent à voir les officiels qu'ils s'attendaient à rencontrer. C'est alors que la police utilisa des bombes lacrymogènes puis commença à tirer. 7 personnes furent tuées, dont une fillette de 7 ans, 18 autres, dont des femmes et des enfants, furent blessées ; 5 femmes furent attachées et battues et 2 hommes furent emmenés et ont disparu depuis. Les habitations indiennes furent détruites, la nourriture empoisonnée. Au moins 40 indiens arrêtés durant les confrontations sont toujours en prison.



Le 2 février 1984, 60 policiers attaquèrent violemment un groupe de 25 paysans qui, depuis 9 mois, travaillaient pacifiquement à la ferme de El Cofre dans la municipalité de Cajibío. La police utilisa des armes durant l'attaque et 2 paysans furent tués tandis que 2 autres étaient blessés par balles.

Le même jour, une patrouille de la police agressa un groupe de marcheurs indiens entre Pescador et Tunia, marcheurs qui protestaient contre le massacre du 25 janvier dernier. Un leader indien important ainsi que 2 autres indiens furent récemment blessés. D'autres rapports, non confirmés, font état d'autres meurtres, détentions et "disparitions".

Le CRIC demande "à ce qu'on présente un front uni contre ces assassinats bestiaux. Si maintenant, nous nous laissons intimider, nos ennemis continueront leur offensive et alors ce ne seront plus seulement nos droits humains les plus élémentaires qui seront en péril mais aussi nos vies."

Nous vous demandons d'agir rapidement et d'envoyer des lettres de protestation à :

Dr Rodrigo Lara Bonilla
Ministro de Justicia
Ministerio de Justicia
Calle II n° 9A-24
Bogota COLOMBIA

Nous vous demandons également de faire pression, par téléphone et par lettres, auprès de l'ambassade de Colombie :

Ambassade de Colombie
22 Rue de l'Elysée
75008 PARIS



PEROU : TERRES AMUESHA MENACEES

(source : Survival International)

Les Amueshas qui vivent au Pérou dans la vallée Palcazu vont être condamnés à vivre dans la pauvreté, la malnutrition et la marginalisation urbaine par un projet de développement qui menace les dernières régions intactes de leur terre.

Cette vallée, que le gouvernement prétend inhabitée, a une population de 10 à 15 000 personnes, dont 3 000 Indiens. Cette région est devenue le point de mire du projet spécial Pichis-Palcazu, un plan de développement largement financé par l'agence américaine de développement international (AID). Ce projet prévoit la construction d'une autoroute à travers la vallée, un développement des activités forestières et une colonisation agricole à grande échelle. Le gouvernement péruvien justifie ce projet en disant que la région est riche en potentiel économique mais en réalité, cette vallée a un équilibre fragile avec des précipitations importantes, une terre pauvre et un relief accidenté. Ce projet aurait des conséquences écologiques désastreuses et perturberait sévèrement le mode de vie Amuesha.

Le plan initial, annoncé par le gouvernement en 1980, prévoyait l'établissement de 150 000 familles dans les trois vallées des rivières Pichis, Palcazu et Pachitea. En mars 1981,

en réponse aux pressions intérieures et étrangères, ce projet fut revu et peu après, l'AID proposait une analyse compréhensive du potentiel de développement de la vallée. Une équipe de 18 personnes comprenant des biologistes, des agronomistes et des anthropologistes ayant 12 ans d'expérience avec les Amueshas, présenta un rapport de 700 pages qui décrit en détail leurs observations et conclut par des recommandations spécifiques.

Projets Indiens :

Le plan révisé Pichis-Palcazu et le rapport démontrent le besoin de "programmes de développement des communautés indiennes" pour aider les Amueshas à s'adapter aux changements radicaux apportés par ce projet. Cependant, quand les plans finaux furent établis et qu'un prêt de 18 millions de dollars fut approuvé par l'AID pour soutenir ce programme, ceci fut totalement ignoré. Dans le plan pour l'usage et la santé de la terre, les indiens ont été regroupés avec l'ensemble de la population de la vallée Palcazu, ce qui ignorait les besoins particuliers d'une minorité indienne et n'a pu, en aucun cas, être justifié par aucune des recommandations faites à l'AID.

Bien que l'AID ait dépensé une somme considérable en demandant le rapport, elle a négligé les recommandations faites concernant les Amueshas et, bien sûr, s'est désintéressée des habitants les plus pauvres et les plus faibles de la région.

Construction routière :

Le projet de 1981 montre le besoin de pénétration d'une autoroute traversant du nord au sud la vallée Palcazu. Le gouvernement donne une priorité première à ce projet et a déjà commencé la construction avec l'aide financière de l'AID. Ceci aussi ignore les recommandations des experts qui suggèrent qu'une route soit construite à mi-chemin dans la vallée à partir du nord ; ainsi, selon eux, cela laisserait intact l'équilibre fragile du sud et minimiserait les conséquences sur les communautés Amueshas. L'AID a permis que la construction de l'autoroute se poursuive en intervenant aucunement, bien qu'elle ne soit pas incluse ni dans la proposition de projet ni dans le contrat financier.

Terre Amuesha :

Il semblerait y avoir un avantage pour les Amueshas à cet arrangement financier : la condition pour l'octroi du prêt était que le gouvernement péruvien fournirait des preuves que les Amueshas avaient reçu "des titres légaux ou tout au moins des permis légaux pour l'utilisation de leurs terres tribales". Cela suite à l'intervention de Survival International auprès de l'AID.

En septembre 1983, l'AID déclara que cette condition avait été remplie et que le gouvernement péruvien avait accordé des titres de propriété en règle aux 13 communautés Amueshas touchées par ce projet. Toutefois, les terres attribuées ne sont pas leurs terres tribales et sont beaucoup trop petites pour les besoins des communautés Amueshas.

En fait, quand les experts ont analysé les besoins en terre de chaque communauté, cela suivant soigneusement les données relatives à l'emploi potentiel de terre et aux régions actuellement occupées, ils avaient recommandé un substantiel élargissement des terres Amueshas.



Pour l'instant, une seule communauté a suffisamment de terre pour l'agriculture et aucune n'a assez de terre boisée pour garantir leurs moyens d'existence.

Si les propositions des experts continuent à être ignorer, les Amueshas n'auront plus assez de terres pour survivre et ne pourront que fuir vers les taudis des villes pour mener une existence misérable.

Des lettres de protestations sont à envoyer à :

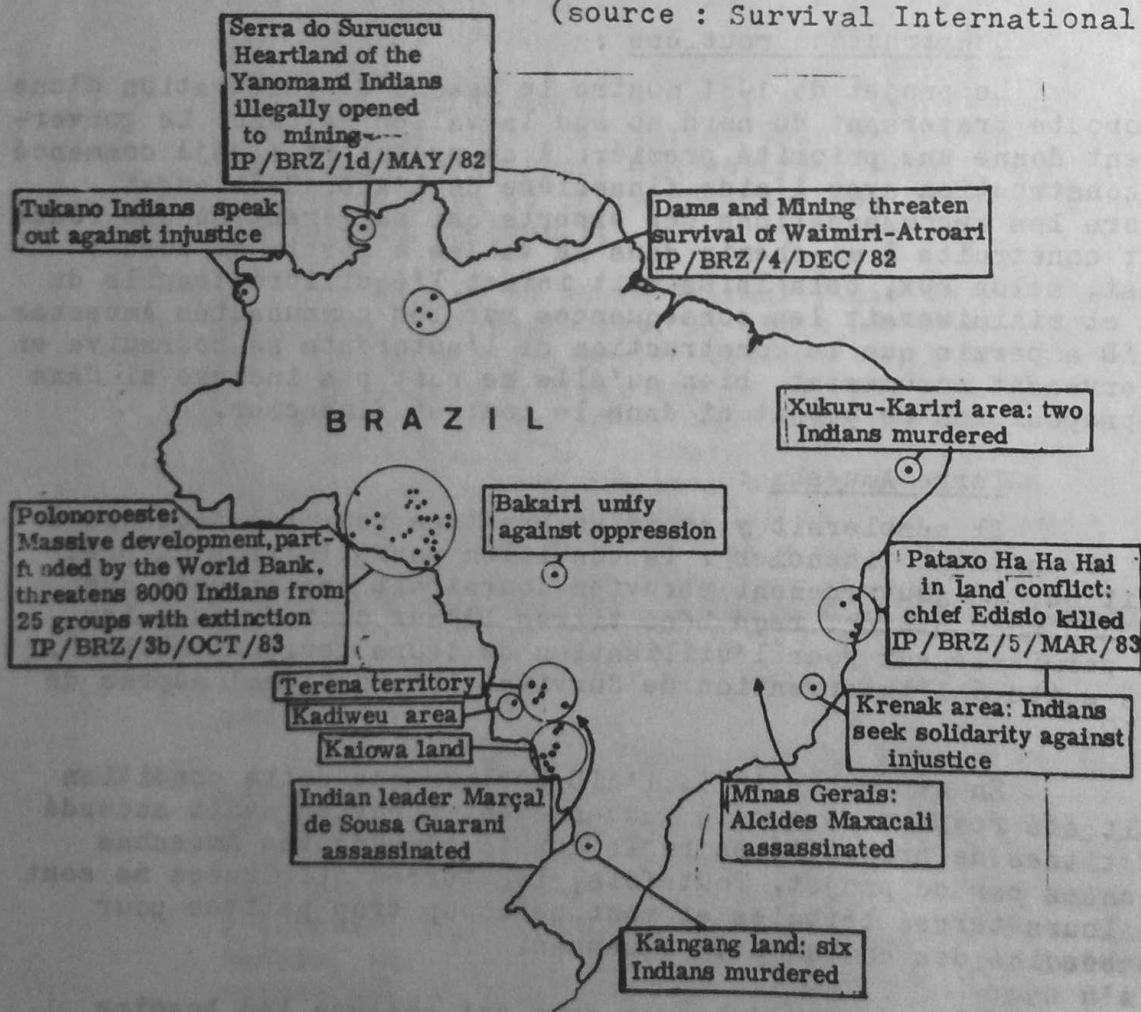
S.E. Fernando Belaunde Terry
El Presidente de la República
Palacio de Gobierno
Lima PERU

et auprès de l'ambassade du Pérou :

Ambassade du Pérou
50 Avenue Kléber
75016 PARIS

BRESIL : INDIENS ASSASSINES. QUELLE JUSTICE ?

(source : Survival International)



Une situation qui se détériore pour les indiens du Brésil.



Marçal de Sousa Guarani, un des leaders indiens les plus importants du Brésil, a été assassiné le 25 novembre 1983. Ce meurtre s'inscrit dans une série d'assassinats qui tentent de se dresser pour la défense de leurs droits. En plus de l'augmentation de la violence physique envers les indiens, 1983 a aussi vu l'introduction de nombreuses lois anti-indiennes qui, si elles sont approuvées, saperont les quelques droits que possèdent théoriquement les Indiens. Contre cette attaque, les organisations pro-indiennes, les leaders indiens et les membres du congrès ont appelé à un soutien international pour empêcher la promulgation de ces lois.

1983 a vu 3 points positifs dans le domaine des affaires indiennes au Brésil :

- Le premier fut l'élection d'un indien Xavante, Mario Juruna, au congrès ;
- Le deuxième fut la création de la commission parlementaire indienne ;
- Le 3ème fut l'approbation par le congrès d'une proposition de Mario Juruna de réforme dans le système de décision du FUNAI (National Indian Foundation).

1983 fut le 10ème anniversaire du vote du statut indien qui garantit certains droits de base. Mais toute célébration de ces points positifs est complètement éclipsée par la série de mesures gouvernementales ayant pour but de saper, un par un, les droits acquis par les indiens dans la constitution fédérale et le statut des indiens. Ces mesures, ainsi que la violence subie par les indiens et leurs communautés, nous rendent inquiets pour les indiens du Brésil.

Marçal de Sousa Guarani était un des leaders indiens les plus connus et respectés. Il était un porte parole inépuisable pour la défense des droits indiens et il fut choisi pour représenter les peuples indiens auprès du Pape lors de sa venue au Brésil et également lors d'une conférence internationale à Boston (USA). Le 25 novembre 1983, il travaillait seul au poste sanitaire de Campestre dans la municipalité de Antonio Joao (Matto Grosso du sud) quand il fut assassiné. Sa famille raconte qu'il avait refusé un pot-de-vin pour cesser son soutien à un groupe de Kaiowa qui essayait de défendre ses droits dans la région de Piracua. Il fut menacé plusieurs fois et finalement fut trouvé mort. Le FUNAI connaissait la situation tendue dans la région mais n'a pris aucune mesure. Et personne n'a été arrêté pour ce meurtre.

Le meurtre de Marçal est le dernier en date d'une longue série. Rien qu'en 1983, nous avons connaissance de l'assassinat de 11 leaders indiens qui essayaient de défendre leurs droits et leur terre : en juin, 6 indiens Kaingang de Guarita ; Edisio, le chef Pataxo Ha-ha-hai ; en juillet, Alcides Maxacali à Minas Gerais ; 2 indiens Xukuru-Kariri à Alagoas en septembre. En dehors du cas Pataxo, qui fut provoqué par les dissensions internes de la communauté et impulsées par le FUNAI, personne n'a été arrêté ou traduit en justice pour ces meurtres. Chaque meurtre qui reste impuni est un encouragement pour ceux qui convoitent les ressources et les terres indiennes. Le manque d'application de la loi quand les victimes sont indiennes est significatif des attitudes officielles envers les populations indigènes qui sont traduites dans les propositions de loi du gouvernement. Trois de ces mesures sont déjà appliquées :

1) le décret 88-118 (février 83) qui retire au FUNAI la responsabilité entière de la définition des terres indiennes et la transmet à un groupe de travail interministériel. Il est bien connu que de nombreux gouvernements souhaitent exproprier des terres indiennes et ce décret leur donne les moyens légaux de le faire ;

2) le décret 88-985 (novembre 83) permet aux compagnies privées d'exploiter les ressources minières des terres indiennes. Cette mesure anticonstitutionnelle tente de se justifier en prétendant qu'elle évitera les effets nuisibles des prospecteurs sur les communautés indiennes. Immédiatement après la signature de ce décret des centaines de demandes d'exploitation en terres indiennes furent soumises, ce qui laisse supposer une connaissance et une entente préalables avec les compagnies concernées. Ces décrets sont des décrets présidentiels et donc non soumis à la voie démocratique du débat parlementaire ;

3) Le décret inter-ministériel n° 55, approuvé par le président Figueiredo en septembre 1983 et signé par le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur et le 1er Ministre qui est aussi le secrétaire du conseil de sécurité nationale, prévoit l'application d'une responsabilité pénale pour les indiens ayant commis des crimes politiques et régit l'intervention des forces fédérales et militaires en cas de conflits avec les indiens. En d'autres termes, le FUNAI, la police militaire ou des particuliers peuvent appeler la police quand les indiens essaient de protester.

Par ailleurs, 3 projets de loi qui remettent en question les droits légaux des indiens sont présentés devant le congrès :

1) Le projet de loi 1.179/83 ouvre la Serra do Surucucu, qui s'étend au coeur des terres Yanomamis, pour l'exploitation de la cassiterite et prévoit l'utilisation des indiens comme force de travail. Bien que ce projet soit illégal, il a déjà l'approbation des commissions "Constitution et Justice" et "Mines et énergie".

2) Le projet de loi 634-75 est une révision du code civil et dans l'article 3iv établit que les indiens seront considérés comme "absolument incapables devant la loi civile". Cela signifie que les indiens ne pourront pas exprimer leurs propres points de vue mais seront totalement soumis à l'agence officielle, le FUNAI.

3) Le projet de loi 2465/83 propose que les indiens soient émanciper unilatéralement (c'est-à-dire déclarés citoyens du Brésil sans droits particuliers en tant qu'indiens) par le FUNAI. Cela supprimerait toute protection légale et tous droits spécifiques légaux et pourrait être utilisé pour pénaliser les indiens gênants.

C'est un remake de la loi proposée par Rangel Rais en 1978, loi qui fut rejetée après une campagne nationale et internationale. La situation est très sérieuse et a provoqué une forte réaction des leaders indiens et de ceux qui les soutiennent aux Brésils. Ils protestent auprès du gouvernement et demande un soutien international le plus vaste possible. Aussi, nous vous demandons d'envoyer des lettres et aérogrammes à :

Exmo. Sr Joao Batista Figueiredo
Presidente da República
Palacio do Planalto
70.000 Brasilia DF BRAZIL

Ambassade du Brésil
34 Cours Albert 1er
75008 PARIS

PS. Chers amis, nous rappelons à ceux qui n'ont pas encore renouveler leur cotisation, que cette somme, bien que modique, contribue à notre effort d'information. Nous vous remercions par avance de bien vouloir faire le nécessaire. Nous vous rappelons également que toute forme de diffusion de nos réalisations représente une grande aide.



Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School



Nantes,

Le 19 avril 1984

REGNE de TERREUR au PENITENCIER FEDERAL de MARION (Illinois/USA)

"Maintenant, je demande au "Bureau des Prisons" (BOP) : Pourquoi un contingent de 50 gardes des plus sadiques du système carcéral fédéral a-t-il été envoyé à Marion pour terroriser et brutaliser la population entière ? Pourquoi ces gorilles sont-ils armés de gourdins, autorisés à sillonner la prison et à frapper arbitrairement les prisonniers apparemment au gré de leur fantaisie ? Pourquoi tous les effets personnels ont-ils été confisqués, bien que la plupart du temps ils aient été volés ou, tout au moins, ont disparu ? Pourquoi la population entière est-elle tenue au secret en violation de la Convention de Genève et de la Loi Internationale ? Pourquoi toutes nos cellules ont-elles été dépouillées des étagères, des tables, des chaises, des armoires, des coffres à pharmacie et des miroirs ? Pourquoi nous impose-t-on de voir nos êtres chers pendant une heure seulement et de communiquer avec eux par téléphone dans une cage séparée d'une glace, comme si nous étions à des kilomètres de distance ? Pourquoi les télévisions ont-elles été supprimées et les livres et magazines limités à 2 seulement ? Pourquoi sommes-nous continuellement harcelés de façons si nombreuses que difficile à compter, comme interdiction de posséder une cuillère en plastique, être contraint de rendre les paquets de sucre vides, les emballages des sandwiches, les cartons de lait vides... après chaque repas sous menace d'être frappés ? Pourquoi nous refuse-t-on le droit aux services religieux, à la bibliothèque juridique, aux repas chauds dans la salle à manger de la prison ? Pourquoi refuse-t-on de nous donner plus d'une couverture alors qu'ils savent que nous devons dormir devant des fenêtres ouvertes par 20° ? Pourquoi ne nous permet-on pas de posséder plus de 12 photos de nos êtres chers ? Pourquoi seulement 12 lettres ?"

Ce texte est extrait d'une lettre de Leonard Peltier, leader de AIM (American Indian Movement), condamné à 2 fois la prison à vie. Il est l'une des victimes, parmi tant d'autres, du règne de terreur et d'oppression qui s'installa après le siège de Wounded Knee en 1973. Leonard Peltier est actuellement détenu au pénitencier fédéral de Marion alors que les tribunaux américains continuent à étudier sa demande pour un nouveau procès "juste" et qu'une enquête est menée au Canada quant à la légalité de son extradition.



Que nous considérons les hommes incarcérés au pénitencier fédéral comme des criminels ou comme des victimes des réalités économiques et sociales de cette société, ils ont été condamnés à purger une peine d'emprisonnement et non à subir des tortures et dégradations physiques et psychologiques.

Les conditions de détention à la prison fédérale de Marion sont corroborées par un article paru le 12 février 1984 dans "The Guardian" : "Des avocats parlent de "châtiments nazis" dans une prison fédérale".

"Un désastre pour les droits humains se déroule actuellement au pénitencier fédéral de haute sécurité de Marion, selon un rapport présenté récemment par un groupe d'hommes de loi locaux et des activistes prisonniers. Ce rapport de 34 pages indique que les quelques 300 prisonniers ont été frappés par les gardes et sont enfermés dans leurs cellules 23 heures par jour. Au moins 37 prisonniers, selon les avocats du MPRP (Marion Prisoners' Rights Project), ont été isolés et ont subi des attaques plus sévères de la part de groupes de 6 à 20 gardes. Les passages à tabac ont commencé en octobre dernier, quelques jours après que 2 gardiens aient été tués dans l'unité de contrôle de haute sécurité de la prison.

Confirmé par des douzaines de témoignages, ce rapport continue : approximativement entre les 4 et 7 novembre, chaque prisonnier a été éjecté de sa cellule par un groupe d'officiers portant des combinaisons anonymes, des gilets de protection, des masques sur le visage, des gros gants, des lourdes chaussures et armés de longs gourdins terminés par des morceaux d'acier. Ces gardes ont systématiquement frappé et brutalisé la population entière de la prison, un par un, dans ce qui a été appelé une "fouille de sécurité" de toutes les unités.

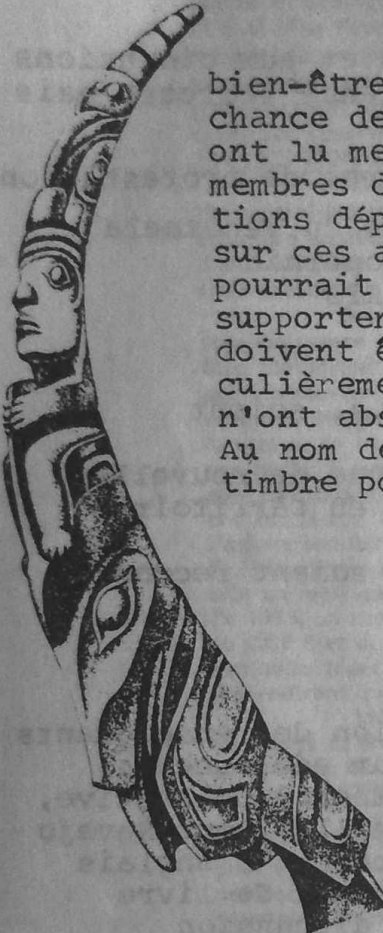
Autre extrait de ce rapport : chacun des 300 à 400 prisonniers ont été poussés et traînés en dehors de leurs cellules, nus ou en sous-vêtements, et menottés dans le dos. Ils ont été frappés, malmenés, brutalisés et constamment menacés et injuriés. Les gardiens tiraient des coups secs sur les menottes, frappaient les bras, les jambes, les dos, les estomacs, les côtes avec les gourdins. Ces gourdins, avec des billes d'acier au bout, utilisés d'un coup sec, permettent de faire des blessures internes, ainsi les contusions externes sont-elles minimisées. En plus beaucoup de prisonniers ont été menacés d'être tués plus tard.

Depuis les passages à tabac, les activités récréatives et éducatives de la prison ont été stoppées et la bibliothèque juridique a été fermée. Beaucoup de prisonniers n'ont pas de timbres et n'ont aucun moyen de communication avec le monde extérieur puisque les communications téléphoniques sont difficiles voire impossibles. Les biens personnels ont été confisqués et retournés aux familles des prisonniers sans aucune explication.

Marion est la prison fédérale de plus haute sécurité du territoire. Le BOP (Bureau des Prisons) dépeint constamment les prisonniers comme les plus brutaux et adeptes de la violence du système. En fait, ceux qui sont envoyés dans cette prison sont les prisonniers politiques les plus importants et des hommes qui se sont levés pour le respect de leurs droits."



Une action immédiate doit être menée pour que cessent ces violations des droits de l'homme et pour qu'une enquête soit menée à l'intérieur du pénitencier fédéral de Marion.



"Nous sommes 380 ici à Marion ; nos vies et notre bien-être sont à la merci des administrateurs. Notre seule chance de justice est l'espoir que tous ceux d'entre vous qui ont lu mes mots écriront des lettres aux sénateurs et aux membres du Congrès afin d'attirer leur attention sur les conditions déplorables existant ici. EXIGEZ une enquête du Congrès sur ces actions illégales et anti-constitutionnelles. Cela pourrait être vos propres fils, frères, pères ou amis qui supportent ces conditions de souffrance. Les droits de l'homme doivent être aussi pour les prisonniers d'Amérique, plus particulièrement pour ceux d'entre nous qui sont ici alors qu'ils n'ont absolument rien fait qui justifie leur peine. Au nom de l'humanité, prenez le temps et la dépense d'un timbre pour écrire." (Leonard Peltier)

The House Judiciary Committee
House Office Building Annex
Room A 407,
Washington D.C. 20515
(pour demander une enquête du Congrès)

Norman Carlson
Director, U.S. Federal Bureau of Prisons,
320 First St. N.W.
Washington D.C. 20534
(pour demander la fin des violations des droits de l'homme dans les prisons)

Vous trouverez ci-joint une pétition à faire circuler largement (au moyen de photocopies). Celle-ci demande qu'une enquête soit menée par le Congrès U.S. concernant les violations des droits des prisonniers détenus au pénitencier fédéral de Marion.

VENEZUELA : Les YANOMAMI menacés par des concessions minières
(source : Survival International)

Les 12500 Indiens Yanomami du sud du Venezuela n'ont toujours pas obtenu de reconnaissance légale de leur territoire. Cette absence de titre de propriété laisse cette région ouverte à tout projet d'extractions minières ou autres projets de "développement". Ce danger est aujourd'hui devenu une réalité puisque 2 concessions viennent d'être accordées à une compagnie minière privée sur une grande partie du territoire Yanomami. Ces concessions donnent le droit à cette compagnie, Mava C.A., d'exploiter de la cassiterite alluviale durant un minimum de 20 ans renouvelables. En contre partie, celle-ci s'engage à verser la somme dérisoire de 650 FF par mois à l'hôpital régional de Puerto Ayacucho et la même somme au système scolaire de cette ville, ainsi qu'environ 6500 FF par an à l'école et au dispensaire tenus par les missionnaires Salesiens à l'embouchure de la rivière Macava. Les conditions stipulent que la Mava C.A. "contribuera à l'intégration des communautés indigènes dans son programme de développement".

La région couverte par la première concession est située dans l'endroit le plus reculé à la fois du territoire vénézuélien et du territoire Yanomami. Cette région fut pénétrée pour la première fois en 1951 par une expédition franco-vénézuélienne et

des cartes donnant des indications sur les recherches minières de cette zone n'ont été publiées qu'en 1980. Les indiens qui l'habitent ont totalement préservé leur mode de vie traditionnel et n'auront aucune possibilité de résister au choc des épidémies et au choc culturel brutal qui résultera inexorablement de la présence des chantiers miniers.

Les détails relatifs à la localisation et aux dimensions précises de la seconde concession sont encore tenus secrets, mais les dégâts risquent d'être aussi considérables.

Nous vous demandons d'envoyer des lettres de protestation

à

Dr Jaime Lusinchi
Presidente de la Republica
Miraflores
Caracas VENEZUELA

Ambassade du Venezuela
II Rue Copernic
75016 PARIS

afin d'exiger que :

- les 2 concessions accordées à Mava C.A. soient annulées ;
- des dispositions soient prises pour que de nouvelles concessions ne soient plus octroyées en territoire Yanomami ;
- les droits territoriaux des Yanomami soient reconnus et protégés.

EN BREF /:

* Aujourd'hui nous tenons à la disposition des enseignants d'anglais qui le désirent un excellent livre pour adolescents. "Red ribbons for Emma", de New Mexico People & Energy Collective, est un livre qui retrace la résistance d'une vieille femme Navajo face au projet industriel monstrueux de Four Corners. L'anglais de ce livre est facilement abordable par les élèves. Ce livre permet de travailler l'anglais et d'aborder une discussion intéressante. Son prix est de 65 F franco de port.

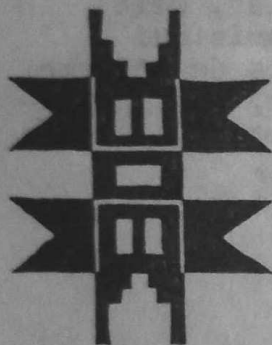
* Nous vous signalons la tournée de conférences qu'organise Anne Sophie Tiberghien autour de "Mon coeur s'appelle Amazonie". Cette animation se compose d'un montage très intéressant sur la situation des Indiens d'Amazonie et au Venezuela. Il dépeint parfaitement les méfaits de la civilisation sur les peuples Indigènes tout en montrant la vie quotidienne chez les Yanomami. Nous vous recommandons d'aller à cette conférence si, par hasard, elle se déroulait dans votre région.

* C'est avec plaisir que nous publions, à la demande d'un de nos adhérents, la petite annonce suivante : "Offre job lucratif, tonte de moutons, à 1 ou 2 personnes ou couple désirant ne travailler que 4 mois par an (mars, avril, mai, septembre) et consacrer le reste du temps à toute activité liée au soutien des Indiens. Conditions : être sportif, avoir véhicule, faire du camping, s'initier à la tonte des moutons, s'occuper du matériel de base".

Pour plus de détails, veuillez prendre contact avec notre comité afin que nous vous communiquions l'adresse de cet adhérent.

"Sometimes it seems there are no more heroes. Every place, even the moon, has been discovered by explorers. All the fun and brave and exciting things to do, like flying alone across the ocean in an airplane or inventing the light bulb, have already been done. Sometimes it seems we were all born too late to be heroes. But that's not true. We still have plenty of chances to become heroes. We just need to think about becoming a different kind of hero. Emma Yazzie is a hero who is living right now in the Navajo Nation of New Mexico. She is a hero in our modern age -the time we all live in..."

-Red Ribbons for Emma-



DERNIERES NOUVELLES :
BRESIL : LE GOUVERNEMENT S'OPPOSE AUX REVENDICATIONS TERRITORIALES

DES YANOMAMI (source : Survival International)

Malgré une interdiction gouvernementale, le territoire des Indiens Yanomami du Brésil est plus vulnérable que jamais à l'invasion par les compagnies minières, les prospecteurs et les colons. Depuis le décret d'interdiction de mars 1982, les autorités n'ont rien fait pour établir et protéger une réserve Yanomami et Octavio Ferreira Lima, le nouveau président du FUNAI (The Federal National Indian Foundation) a récemment annoncé qu'à l'avenir il donnerait priorité au programme de santé plutôt qu'à la démarcation de la terre. Dans ces conséquences, avec la pression croissante par des non-indiens dans cette région, il est maintenant vital que le gouvernement brésilien reconnaisse ses responsabilités morales et légales et agit rapidement pour créer une réserve indienne pour l'usage exclusif des Yanomami.

APPLICATION DU DECRET D'INTERDICTION :

7.7 millions d'hectares des terres Yanomami situées au nord de la route BR-210 Perimetral Norte ont été interdits en mars 1982. Ce décret dressait aussi la création d'une structure administrative, la limitation de l'accès à cette terre par des étrangers et la fourniture d'aide sanitaire et autres aux Yanomami. Bien que certains efforts aient été faits par les autorités brésiliennes pour poursuivre ces objectifs, cela progresse de façon lente et hésitante.

Selon la loi brésilienne, "l'interdiction" est seulement une première étape dans la reconnaissance des droits de résidence des peuples indiens. Après l'interdiction, la terre doit être "délimitée" (les frontières doivent être repérées) puis finalement "démarquée" (démarcation par des moyens physiques) ; ceci tant que son statut en tant que terres indiennes ne peut être définitif. Malgré une série de réunions, dont certaines consultations avec des experts étrangers, la groupe de travail spécialement créé par le gouvernement pour le cas Yanomami n'est toujours pas arrivé à prendre une décision pour la délimitation d'un parc, ni sur la façon de fournir une aide sanitaire et les autres services requis. Dans le domaine de la santé, quelques réalisations ont été faites. Le Dr Ruben Belluzzo Brando, qui était une des 3 personnes qui s'occupait de l'aspect sanitaire pour le comité pour la création d'un parc Yanomami, a été contacté par le FUNAI, après de nombreux délais, pour travailler parmi les Yanomami. La cause Yanomami a subi un repli quand cet homme a été tué dans un accident d'hélicoptère en décembre 1982. En 1983, un certain nombre de vaccinations ont été effectués par le FUNAI avec la collaboration du CCPY et de Médecins du Monde. Hélas ce travail a été attaqué par des politiciens locaux du territoire fédéral de Roraima qui, dans le but de décrediter ceux qui soutenaient les Yanomami, prétendirent que la vaccination anti-maléria (qui en fait n'existe pas) a été mal utilisée par l'équipe.

1984 devrait voir une augmentation de l'assistance médicale avec le CCPY et Médecins du Monde et Survival International France, en collaboration avec le FUNAI pour continuer le programme de vaccination et établir quelques infrastructures de santé.

LES MENACES CONTINUENT :

Le besoin d'assistance médicale devient de plus en plus important et urgent, parallèlement à l'intérêt local et national d'exploiter l'or, le fer et d'autres minéraux, connus pour être présents dans la région Yanomami ; ce qui accroît les pressions sur leurs terres. Les prospecteurs mineurs (garimpeiros) continuent leur invasion et leurs opérations minières au sein du territoire Yanomami. Le CCPY estime qu'il y en avait environ 4 000 illégalement dans la région. La plupart de ces mineurs appartiennent à la Compagnie Roraima Development (CODESAIMA) qui effectue des pressions considérables pour obtenir des concessions minières dans la région de Surucucus, au coeur du territoire Yanomami. Le bon témoin de l'extension de cette pression populaire sur les terres Yanomami est qu'en novembre 1982, les 2 parties politiques majoritaires en Roraima demandèrent l'ouverture de cette région aux mines. En novembre 1983, le président du Brésil a signé un décret n° 88.985 qui autorise les compagnies privées à exploiter les ressources minérales en terres indiennes. Ceci fut rapidement suivi par une tentative pour passer une loi spéciale (projet 1.179/83) qui permettrait l'exploitation minières de la cassiterite dans le Surucucus. L'application de cette loi signifierait la fin pour les Yanomami. Depuis l'ouverture de la route joignant Boa Vista, capitale du territoire de Roraima, à Manaus sur la rivière Amazonie, dans les années 1970, un flot de colons ont envahi la région. Le gouvernement territoriale attire ces colons en leur offrant une terre pour la colonisation agricole. En effet, la plupart de cette terre fait partie du territoire Yanomami (bien qu'extérieur à la région interdite) ; une partie de ces terres a déjà été occupée par des non-indiens. Parallèlement à la dégradation de l'économie brésilienne, les pressions sur les terres Yanomami s'accroissent proportionnellement.

On l'a vu dans le cas des Indiens Pataxo de l'état de Bahia dont la terre a été envahie et dont les vies sont actuellement menacées, les revendications territoriales des Indiens du Brésil ne sont pas respectées. Dans le contexte actuel au Brésil, les revendications légitimes et légales des groupes indiens pour la terre ne sont pas pris en compte par l'état et les gouvernements locaux et reçoivent très peu de soutien de la part des autorités fédérales.

LE BESOIN URGENT D'UN PARC YANOMAMI : La plupart des 8 500 Yanomami du Brésil restent isolés et sans contact. Une campagne de vaccination prolongée bien que leur offrant une certaine protection immunologique contre les épidémies des maladies apportées,

BRESIL

ne peut pas les protéger contre l'exploitation économique et l'acculturation rapide qui accompagnent les invasions. La seule solution satisfaisante est que les autorités brésiliennes créent rapidement un parc Yanomami, ce qui était préconisé dans les 6 dernières années.

Nous vous demandons d'écrire au président du FUNAI :

Exmo Sr Octavio Ferreira Lima
Presidente da FUNAI
SIA trecho 4-lote 750
71,120 Brasilia DF BRAZIL

en insistant particulièrement sur 2 points :
- la nécessité absolue de la création d'un parc Yanomami.
- le besoin crucial de rejeter le projet de loi 1.179/83 qui permettrait l'exploitation de fer au coeur des terres Yanomami.

De même, vous pouvez écrire à l'ambassade du Brésil :
34 Cours Albert 1er 75008 PARIS

NOM
ADRESSE

Excellentissimo General
Joao Batista de Oliveira Figueiredo
D.D. Presidente da Republica do Brasil
Palacio do Planalto
70 000 BRASILIA D.F.

Monsieur le Président,

Je tiens à vous exprimer ma vive préoccupation devant la situation des Indiens Yanomami dont le territoire n'a toujours pas été délimité deux ans après le texte ministériel qui l'a décrété "area interditada".

Or la pression des pouvoirs et des intérêts locaux ne cesse de s'accroître sur ce territoire en y incitant un mouvement d'invasion au mépris des dispositions du Statut de l'Indien et de la Constitution du Brésil.

Je tiens à ce propos à vous faire part de ma vive désapprobation en ce qui concerne le projet de loi n° 1.179/83 du Député Mozarildo Cavalcanti qui prétend faire ouvrir le coeur du territoire Yanomami aux compagnies minières. Ce projet ne pourrait avoir pour conséquence qu'une très grave atteinte à l'intégrité physique et culturelle des Indiens Yanomami qui ternirait très sérieusement l'image internationale du Brésil.

C'est pourquoi, devant cette grave situation, je fais appel à vous afin que soit créé dans les meilleurs délais un "Parc Indigène Yanomami" et prohibée l'entrée de toute entreprise minière, forestière ou agro-pastorale sur le territoire indigène ainsi légalement reconnu.

Dans l'espoir que ma démarche retiendra toute votre attention,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

Signature :

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN ; Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes, le 20 juin 1984

ACTION URGENTE ... ACTION URGENTE ... ACTION URGENTE ... ACTION URGENTE ..

Voici des informations graves, provenant du GROUPE DE SOUTIEN A LEONARD PELTIER de DENVER, et du COMITE DE DEFENSE DE LEONARD PELTIER de SEATTLE, concernant le jeûne spirituel entrepris depuis le 10 avril par Léonard Peltier, Standing Deer et Rechaza à la prison de Marion (Illinois), pour protester contre l'interdiction de pratiquer leur religion.

A la mi-juin, le jeûne se poursuivait toujours, et les nouvelles données par un de nos adhérents, en contact avec le Groupe de Soutien de Denver, étaient les suivantes au 55^e jour de jeûne: "La santé de Rechaza est extrêmement inquiétante. Standing Deer est en train de perdre la vue. Tous trois sont victimes de vertiges et se meuvent très difficilement. Comme vous le savez peut-être, l'apport de jus de fruits aide à maintenir plus longtemps l'équilibre physique lorsque l'en cesse de s'alimenter. Depuis le 17 mai les jus de fruits leur sont interdits. Depuis le 20 mai, ils n'absorbent plus que de l'eau; de l'eau polluée par des déchets chimiques extrêmement nocifs (dioxine...). Afin de gêner le soutien et l'information les concernant, ils sont régulièrement déplacés de Marion à Springfield. Des informations erronées ont été livrées à la presse, par l'administration pénitencière, afin de démobiliser ceux qui suivent cette affaire. Continuellement, ils sont victimes de pression psychologiques et physiques de la part des gardes. On menace de les nourrir de force... Standing Deer a été brutalisé. Tous trois, malgré leur état de faiblesse extrême, continuent d'être détenus dans des conditions impitoyables.

(...) Ce jeûne n'est pas une grève de la faim, c'est le seul moyen qui leur reste de pratiquer leur religion traditionnelle. En refusant de rétablir la liberté de religion pour les prisonniers Natifs, Wiliford (nouveau directeur de Marion) se met hors-la-loi. Il viole le traité de 1868. Il viole la Loi sur la Liberté de Religion. Il viole la Constitution Américaine."

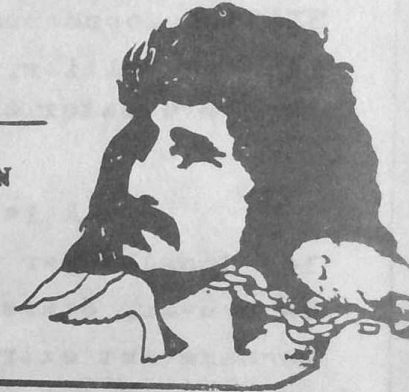
Aujourd'hui, nous apprenons que Léonard Peltier, Standing Deer et Rechaza ont été nourris de force. Mais le problème reste entier, car Léonard Peltier déclarait en commençant son jeûne: "Je ne mangerai absolument rien tant que les autorités pénitentiaires n'aurent pas levé l'interdiction de pratiquer ma religion". La Cour d'appel a accordé à Léonard Peltier la réunion d'une Commission pour décider de l'éventuelle révision de son procès. Cette commission doit se tenir en juillet ou août au Tribunal de Fargo (Nerd Dakota), devant le juge Paul Benson.

Nous vous demandons:

- d'envoyer des lettres au juge Benson (lettre-type et adresse plus loin).
- de soutenir Léonard Peltier, Standing Deer et Rechaza par un courrier abondant.
- de soutenir financièrement le Léonard Peltier Defense Committee, ainsi que les avocats et groupes de soutien qui s'occupent de cette affaire. (voir adresses plus loin.)

* * *

RESUME DES INFORMATIONS PROVENANT DES GROUPES DE SOUTIEN
DE DENVER , SEATTLE ET MINNEAPOLIS .



Leonard Peltier Support Group P.O. Box 18717 Denver, Co. 80218

Octobre 1983: deux gardiens et un détenu sont tués au Pénitencier Fédéral de Marion. Depuis, la situation répressive de cette prison, déjà réputée pour être la plus brutale de toutes les prisons de Haute Sécurité aux Etats-Unis, a empiré (voir bulletin du 19/4/84): prisonniers cloîtrés 23 heures par jour dans leur cellule, visites supprimées, brutalités des gardiens; les autorités de la prison font construire des cages dans la cour où les détenus pourraient s'"aérer", au cas où cet isolement total serait suspendu... De plus, la liberté religieuse des détenus est maintenant complètement supprimée, ce qui est contraire à la Constitution Américaine.

C'est ainsi que Léonard Peltier, leader de l'American Indian Movement, prisonnier politique condamné à deux peines de prison à perpétuité pour le meurtre de 2 agents du F.B.I. en 1975 —meurtre non prouvé, lors d'une fusillade où un Indien a trouvé la mort sans que personne ne soit inculpé—, s'est vu interdire tout ce qui était nécessaire à la pratique de sa religion (objets sacrés, visites de ses conseillers spirituels, prières avec ses frères de Marion); ceci en violation de la Loi de 1978 sur la Liberté de Religion des Indiens. Le seul moyen pour lui de compenser ce déséquilibre était d'entreprendre un jeûne spirituel. Le 10 avril 1984, à midi, Leonard, ainsi que deux autres détenus, Standing Deer et Rechaza, commencent leur long jeûne. Les autorités pénitentiaires de Marion menacent les trois



LEONARD PELTIER DEFENSE COMMITTEE

2524 - 16TH Avenue South Seattle, Washington 98144

(206) 322-6261 or 322-6262



de les nourrir de force.

C'est dans ce but que les 22 et 24 avril on les transfère à l'Hôpital des Prisonniers Fédéraux à Springfield, Montana. Les trois jeûneurs sont brutalisés et menacés dès leur arrivée. Néanmoins, suite à la décision temporaire du juge Beatty (tribunal fédéral d'Alton), interdisant le 26 avril que les prisonniers soient nourris de force, on leur permet d'absorber des jus de fruits, condition essentielle pour qu'ils puissent rester en vie tout en prolongeant leur jeûne.

Le 15 mai, les détenus sont renvoyés à la prison de Marion où les autorités décident d'interdire les jus de fruits, condamnant ainsi à mort Léonard Peltier, Standing Deer et Rechaza qui refusent toute nourriture malgré les tentatives des médecins de la prison.

Les 17 et 20 mai, deux avocats, Jim Roberts et Donna Kolb, rendent visite aux détenus et expriment leur inquiétude devant l'état de santé alarmant de ces derniers. Ils font également état d'un continuuel harcèlement psychologique de la part des gardiens.

Malgré les interdictions du Bureau des Prisons concernant la presse et les medias, les nouvelles parviennent cependant à sortir de la prison grâce aux avocats en dépit des difficultés qu'ils ont à rencontrer leurs clients.

Néanmoins une bonne nouvelle : le 4 avril 1984, la Cour d'Appel Fédérale de Saint Louis ordonne au Juge Benson de convoquer une audience de preuves (prévue pour juillet ou août) au cours de laquelle il sera décidé s'il y a lieu ou non de réviser le procès de Peltier. Un groupe de citoyens de Fargo, ayant eu accès aux dossiers de l'affaire Peltier et ayant demandé la révision du procès, s'organise pour que le soutien soit immédiat dès que la date exacte de l'audience sera connue. Nous vous tiendrons informés des développements ultérieurs.

* * *

"Ce serait une véritable tragédie si Leonard venait à mourir. Non seulement parce-que c'est un être humain, et un grand, qui représente un peuple en lutte, mais aussi parce qu'on lui a accordé une nouvelle audience qui lui permettra de montrer comment le Gouvernement Fédéral a fabriqué de toutes pièces des preuves contre lui-même et d'autres personnes dans le but de coincer quelques Indiens soi-disant pour le meurtre des deux agents du FBI."

William Kunstler, 20 mai 1984

(extrait d'une interview avec D.Hilligoss)



ADRESSES

- La lettre au juge Benson est à renvoyer avec vos noms et adresses au Leonard Peltier Support Group de Denver:adresse p.2.

-Vous pouvez aussi lui écrire directement: **Judge Paul Benson**
U.S. District Court
Old Fédéral Building Courthouse
Room 333
FARGO ND 58102

- Soutien financier à adresser à :

Leonard Peltier Defense Committee
2524 16th Avenue South
SEATTLE, Washington 98144

ou à : **David HILLIGOSS**
Native American Network
2101 Picket
SPRINGFIELD, Il. 62703

ou aux 2 autres groupes de soutien de DENVER et de MINNEAPOLIS.

- Soutenez également Leonard Peltier, Standing Deer et Rechaza en leur écrivant directement au Pénitencier de Marion :

U.S. Penitentiary
MARION, Illinois 62959

Ci-joint une lettre type à adresser au Juge Benson.

Monsieur le juge,

Quand, de nouveau, vous aurez à juger du cas de Leonard Peltier, au cours d'une audition de preuves, je vous demande solennellement d'étudier ces preuves, précédemment étouffées, avec justice. J'ai l'intime conviction qu'après une audition juste et impartiale, Leonard Peltier devra de nouveau être jugé.

De nombreuses personnes, partout dans le monde, sont conscientes du combat mené par M. Peltier pour la justice et, en tant qu'observateurs, se soucient de savoir si les idéaux de justice, de légalité, de protection des individus égale pour chacun, de respect des Droits de l'Homme, idéaux associés aux USA, sont une réalité. Amnesty International a demandé une révision de l'attitude du FBI dans cette affaire. Cinquante membres du Congrès ont présenté une requête demandant la réouverture du procès de Leonard Peltier et s'inquiétant du respect de ses droits constitutionnels. Une réouverture du procès au cours duquel le Tribunal aurait connaissance de tous les témoignages et de toutes les preuves, serait, à mon avis, une preuve de justice dans cette affaire.

Dans votre propre ville, à Fargo, un groupe de citoyens distingués, à qui l'occasion a été donnée de consulter les milliers de pages de documents concernant cette affaire, après le vote de la Loi sur la Liberté de l'Information, a demandé que le procès de M. Peltier soit réouvert. Je souhaiterais ajouter ma voix aux leurs.

Je vous remercie de prendre en considération cette affaire avec justice.

Sincèrement,

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourduille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes,
Le 23 juillet 1984

BRESIL : MENACES pour le TERRITOIRE YANOMAMI
(suite du bulletin du 19.04.84)

En novembre 1983, le gouvernement fédéral promulguait un décret (n° 88.985) autorisant les compagnies privées à exploiter des gisements miniers en territoire indigène.

Ceci fut rapidement suivi d'une tentative du député du parti gouvernemental de Roraima de faire passer un projet de loi (n° 1.179/83) destiné à obtenir la réouverture du territoire Yanomami (Serra das Surucucus) aux exploitations minières.

Ce projet est passé le 14.06.84 devant la Commission de l'Indien du Parlement Brésilien qui, composée en majorité de députés de l'opposition, a tenté de le faire renvoyer devant la Commission "Constitution et Justice" afin de faire réexaminer la constitutionnalité douteuse de ce projet. Le Député Mozarildo Cavalcanti, auteur de ce projet, dispose d'environ 2 mois pour empêcher qu'il ne repasse devant cette commission et pour essayer de le faire voter par la Chambre des Députés. Il passerait alors au Sénat composé en majorité de Sénateurs nommés par le gouvernement qui l'entérineraient automatiquement.

Cela signifie que l'opinion publique internationale qui souhaite voir défendre les droits élémentaires des Yanomami dispose de peu de temps pour manifester aux autorités et aux parlementaires brésiliens sa désapprobation devant le scandale que constituerait la promulgation d'un décret qui priverait les Indiens Yanomami de leurs droits territoriaux et qui conduirait à leur décimation à brève échéance par le choc épidémiologique qu'occasionnerait l'invasion ainsi provoquée. Il devient donc urgent qu'un parc Yanomami soit créé.

Nous vous demandons d'écrire au Président de la République du Brésil afin de :

- marquer sa désapprobation au projet de loi n° 1.179/83 du Député Mozarildo Cavalcanti qui ouvrirait le couer du territoire Yanomami aux compagnies minières ;

- revendiquer la création urgente du "Parc Indigène Yanomami".

Excellentissimo General
João Batista de Oliveira Figueiredo
D.D, Presidente da Republica do Brasil
Palacio do Planalto
70 000 BRASILIA D.F. BRASIL

Nom :

Adresse :

The House Judiciary Committee,
House Office Building Annex,
Room A 407,
Washington D.C. 20515

Messieurs,

Etant soucieux du respect des droits de l'homme, je suis très inquiet de la politique menée par le Bureau Fédéral des Prisons, en particulier au pénitencier fédéral de Marion en Illinois.

Il semblerait que les prisonniers détenus dans ce pénitencier vivent sous un règne de terreur et d'oppression : passages à tabac, menaces de mort, isolement total avec le monde extérieur, existence d'une unité de "contrôle de l'esprit", interdiction de pratiquer les religions propres à chaque ethnie, suppression du mobilier, réquisition des effets personnels...

Même si ces détenus sont des "criminels", ils n'ont été condamnés qu'à purger des peines d'emprisonnement et non pas à subir des tortures et dégradations physiques et psychologiques. Le respect des droits humains doit être aussi pour les prisonniers américains.

Il me semble qu'une action doit être entreprise immédiatement afin de sauver des vies humaines, car en fait, je suis persuadé que des vies humaines sont en jeu, en particulier celle de Leonard Peltier. C'est pourquoi je demande qu'une enquête du Congrès U.S. soit menée sur la conduite du BOP et sur la situation particulière au pénitencier fédéral de Marion.

Je suis persuadé que vous comprendrez le sens de ma démarche et qu'une attention toute spéciale y sera apportée.

Veillez agréer, Messieurs, mes salutations respectueuses.

Signature :

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes,
Le 17 septembre 1984

LA RESISTANCE INDIENNE AU NICARAGUA

Par le Dr Bernard Nietchmann

(Source : Akwesasne Notes)

La situation des Indiens Miskito, Sumo et Rama de l'Est du Nicaragua est complexe et a suscité des explications nombreuses et contradictoires. En janvier, j'ai rendu visite à des Indiens dans des camps de réfugiés au Costa Rica et à des Indiens qui, à l'intérieur du Nicaragua, combattent le gouvernement sandiniste. C'était mon 3ème voyage "non-officiel" au Nicaragua depuis mi 1983, en compagnie de représentants de l'organisation indienne MISURASATA, pour parler aux villageois et aux leaders militaires indiens afin d'apprendre de première main leurs points de vue sur leur lutte. Le point de vue indien sur la résistance est rarement recherché et quasiment absent des discussions portant sur le conflit Indien-Sandiniste. J'aimerais présenter ici l'analyse et les buts des Indiens qui résistent activement de façon politique et militaire au Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), et replacer ceci dans le contexte des autres interprétations qui sont souvent données par les médias, les Etats-Unis, les Sandinistes et les soit-disants alliés des Indiens : le FDN (Fuerza Democratica Nicaraguense) et l'ARDE (Alianza Revolucionaria Democratica).

Les Indiens Miskito, Sumo et Rama combattent le gouvernement du Nicaragua depuis 3 ans. Les Indiens ont été les premiers à s'opposer militairement au FSLN, en février 1981 (un an avant le FDN et 2 ans avant l'ARDE). C'est une résistance populaire, à long terme et déterminée qui s'opère à travers tout le territoire indien de l'Est du Nicaragua et à partir des régions frontalières du Costa Rica et du Honduras. Les Indiens l'appellent une révolution indienne et ne se considèrent pas comme des "contras" (contre-révolutionnaires) mais comme des Indiens contre-révolutionnaires combattant pour des objectifs indiens. En vérité, leur combat fait partie, par de nombreux biais, de l'ensemble des luttes anti-sandinistes mais leurs motivations et leurs buts sont différents. Ils affirment qu'ils combattent pour leurs droits à l'auto-détermination, pour récupérer leurs terres traditionnelles et pour l'autonomie. Ils combattent pour le contrôle indien des terres indiennes, et non pour renverser le gouvernement sandiniste ou le rendre démocratique. Un leader indien me disait : "Les groupes contre-révolutionnaires comme le FDN et l'ARDE combattent pour une démocratie et pour des élections libres. Nous, nous combattons pour quelque chose d'autre. Nous ne nous battons pas pour la démocratie - que nous n'avons jamais obtenu d'aucun gouvernement. Nous combattons pour quelque chose qui nous a été pris. Nous combattons pour notre terre. Pour un Indien, la liberté c'est la terre et non la démocratie".

Selon les Indiens, tous les gouvernements des Amériques sont anti-Indiens. Des Indiens meurent au Guatemala et au Nicaragua. Partout les cultures et les terres indiennes sont agressées par l'état, qu'il soit de droite, de gauche, une junte militaire, une démocratie, Marxiste ou tout ce que vous voudrez. Cependant, ces Indiens ont pris la décision de résister plutôt que d'accepter passivement les décisions qui leur sont imposées.

Les Miskito ont l'expérience de siècles de résistance et sont préparés pour une guerre longue. A partir du 16è siècle, les Miskito repoussèrent les efforts des Espagnols pour coloniser leurs terres, réussissant en 1800 à vaincre et à expulser une force espagnole et à reconquérir effectivement leurs terres natales - cela 20 ans avant les différentes guerres d'indépendance anti-espagnoles qui conduisirent à l'établissement

des états remplaçant les colonies d'Amérique Latine. Le traité de Managua (1860) donna l'autonomie à ce qui fut appelé la réserve Miskito, la côte est du Nicaragua, mais en 1894, l'armée nicaraguayenne envahit la région pour la "réinclure" dans la nation. Durant les dictatures du 20ème siècle, les Miskito, Sumo et Rama maintiennent un contrôle effectif sur les ressources et terres communautaires de leurs villages. Mais les baux attribués par le gouvernement aux compagnies étrangères passèrent outre le contrôle indien sur la terre et les ressources naturelles utilisées dans de nombreuses régions de leur territoire. Après 1979, la réforme agraire du FSLN tendit à exproprier, sous le contrôle de l'état, la terre considérée comme étant sous-exploitée ou mal employée. Les Indiens pratiquant une agriculture adaptée à l'écologie, leur système d'agriculture nécessite beaucoup de terres en jachère. Les réserves de forêts, les terres de pâturage et le surplus de terres prévues pour l'accroissement de la population font parties intégrantes du territoire de chaque communauté. Ce que le FSLN considéra comme un surplus de terres fut transféré sous contrôle de l'état pour un développement éventuel et une redistribution. Les Indiens considèrent cela comme un vol illégal de leurs terres, réalisé avec l'appui d'une présence militaire massive et de conseillers étrangers. Le Front Sandiniste croyait que la révolution lui donnait le droit "d'intégrer" les Indiens et leurs terres dans le Nicaragua. Les Indiens considèrent que la révolution donnait au FSLN le pouvoir de faire ainsi mais non le droit. Ils considèrent que les pouvoirs de décisions concernant les peuples et terres indiens appartenaient aux Indiens.

Les Indiens cherchent à maintenir une propriété communautaire des terres villageoises qui, collectivement, contiennent les nations Indiennes. Ils cherchent à maintenir leur appartenance initiale à ces nations comme peuples distincts. Le FSLN cherche à incorporer dans la révolution ce qu'il considère comme des minorités ethniques en tant que citoyens dont l'allégeance est à la révolution et dont les terres doivent être mises sous le contrôle de la souveraineté nationale.

Dans "Victimes du Progrès", le Professeur John Bodley (de l'université de Washington) écrit un exposé des programmes et politiques pour contrôler et transformer les peuples indigènes dans le monde entier : "Il est devenu à la mode de décrire les peuples tribaux comme des minorités nationales, et donc ainsi de parler d'eux comme d'obstacles à l'unité nationale et comme de causes d'instabilité. Des nations récemment devenues indépendantes se sont empressées d'incorporer politiquement des régions que les gouvernements coloniaux précédents avaient laissé relativement tranquilles, selon la théorie que de telles zones avaient été délibérément instituées dans le but de créer une division intérieure du pays."

La guerre entre les Indiens et les Sandinistes commença pour savoir qui allait contrôler les peuples et territoires indigènes, le FSLN ou les Indiens. C'est une des nombreuses guerres du 4ème monde qui actuellement se développent sur chaque continent. Actuellement, il y a 20 mouvements de résistance de peuples indigènes contre les états, par exemple les Nagas, les Sikhs, les Misoran et les Kachims en Inde ; les Kalinga et les groupes musulmans dans les Philippines ; les Papuans, les Timorese et les Mollucans en Indonésie ; les Majahedin en Afghanistan ; les Maya, les Zapotec et les Mixe au Guatemala et au Mexique ; les Ovimbundu, les Harrah et les Bantu en Afrique du Sud et Namibie. Les Miskito, Sumo et Rama combattent pour une région autonome semblable à ce que les San Blas Cuna ont obtenu par la force au Panama, les Naga en Assam et les peuples Nilotica et Sudanic au Sud Soudan.

Au Nicaragua, un guerrier Miskito m'a demandé : "Pourquoi les Sandinistes veulent-ils contrôler la terre indienne et mon peuple ? Nous ne désirons pas aller sur la côte Ouest pour leur imposer notre façon de vivre. Ils auraient du nous aider à développer notre terre et notre peuple, et non nous contraindre à leurs modes de vie. Ils ont commencé cette guerre en venant ici avec leurs politiques et leur armée. Nous cesserons la guerre aux frontières de notre terre."

La résistance indienne est méconnue et mal interprétée de par la situation politique et militaire internationales, comprenant le Nicaragua, Cuba, l'Union Soviétique, les Etats-Unis et le Honduras. Au delà de la rhétorique, des accusations, des condamnations, des contre-accusations et du discours hautement politique, la guerre

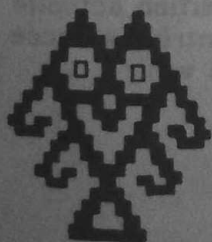


Indien-Sandiniste est un conflit interne entre le pouvoir de l'état à imposer et la capacité des Indiens à résister. Les guerres au Nicaragua sont des conflits multiples - les Indiens contre le contrôle de l'état, les nicaraguayens contre le contrôle Marxiste-Léniniste, les Etats-Unis contre le contrôle du FSLN - ce qui, commodément et de façon simpliste, a été interprété comme une seule guerre, un seul conflit, un seul but, une seule origine. Le FSLN a essayé d'attribuer aux Indiens les perspectives des Etats-Unis, du FDN et de l'ARDE ; et les Etats-Unis, le FDN et l'ARDE ont essayé d'amener la résistance indienne à leurs buts.

Parce que les objectifs limités des Indiens ne s'incluent pas dans les analyses du conflit au Nicaragua, vue de façon bi-dimensionnelle "la droite contre la gauche" par les média et les politiques, ils doivent pouvoir se réaliser. Au niveau international, la résistance indienne est habituellement considérée de façon paternaliste comme "des contre-révolutionnaires indiens dissidents soutenus par les Etats-Unis", comme si les Indiens ne combattaient pas pour leurs propres raisons (l'équivalent des "colons dissidents soutenus par les Français" pour décrire les forces qui s'opposèrent aux Anglais pendant la révolution américaine). Les Etats-Unis utilisent les violations des droits des Indiens uniquement pour discréditer le gouvernement sandiniste, ignorant commodément ce pour quoi les Indiens combattent et mettant uniquement l'accent sur ce qu'ils subissent. Une forte prise de position pro-indigène fait difficilement partie de la politique américaine nationale ou internationale. Le FSLN, tout en maintenant que l'opposition indienne est provoquée et manipulée de l'extérieur dans le cadre des efforts de déstabilisation menés par la CIA, a récemment admis des fautes et des erreurs dans sa politique indienne et a libéré de nombreux prisonniers politiques indiens. Enfin, il a annoncé une amnistie générale mal définie qui est jusqu'à présent ignorée et sans attrait pour les Indiens qui combattent, pour ceux qui sont exilés et pour ceux qui sont dans les camps de réfugiés. (Bien que cette amnistie soit une importante étape pour des négociations politiques éventuelles, les Indiens n'y trouvent rien leur permettant de rentrer chez eux. En fait depuis l'amnistie de décembre 1983, les Indiens ont continué à s'enfuir du Nicaragua. Pour contrer ce problème, le gouvernement sandiniste a accusé à tort l'ARDE et le FDN d'empêcher les réfugiés indiens de quitter le Honduras et le Costa Rica.) De leur côté, le FDN et l'ARDE, les alliés militaires des indiens, sont méfiants et ne soutiennent pas les objectifs indiens d'autonomie sur les territoires indiens, ses ressources et ses habitants. Devant l'absence de réponse du gouvernement sandiniste, la résistance indienne doit continuer ces alliances pour obtenir des armes et un soutien logistique pour leurs propres objectifs. Toutefois, les Indiens réalisent fort bien que leurs alliés précaires limitent et marginalisent le soutien pour réduire leur potentiel militaire à des activités de guérilla à petite échelle et pour annuler leur potentiel politique. Le FDN et l'ARDE ne veulent pas que les Indiens forment une armée bien équipée de nationalistes indiens qui s'opposeraient à tout nouveau gouvernement qui ne leur accorderait pas leurs terres et les droits. Même si le conflit actuel au Nicaragua doit être résolu politiquement ou militairement, les Indiens continueront à combattre si ils n'obtiennent pas leurs terres et l'autodétermination. Au milieu du combat, ils discutent activement et prévoient quelle sera la prochaine guerre : Indiens contre non-Indiens, l'Est contre l'Ouest du Nicaragua.

Aussi désespérée que leur situation puisse apparaître, les Indiens sont déterminés à continuer et ils ont de nombreux avantages malgré les limites de leur "révolution aux pieds nus". Comme les rebelles afghans, la résistance indienne au Nicaragua est basée sur la structure cohérente et déjà décentralisée des sociétés indiennes villageoises, soudées par une identité culturelle et religieuse puissante, une tradition guerrier datant de siècles et la capacité militaire des Miskito qui, dans l'histoire, n'ont jamais été dominés militairement dans leur territoire étendu et accidenté. Ce qu'ils considèrent comme l'oppression du FSLN a servi de catalyseur à une résistance politique et militaire.

**NOUS NE COMBATTONS PAS POUR LA DEMOCRATIE -
NOUS NE L'AVONS JAMAIS OBTENU D'AUCUN GOUVERNEMENT.
NOUS COMBATTONS POUR QUELQUE CHOSE QUI NOUS A ETE PRIS.
NOUS COMBATTONS POUR NOTRE TERRE.
POUR UN INDIEN, LA LIBERTE C'EST LA TERRE ET NON LA DEMOCRATIE.**



C'est la situation interne au Nicaragua qui alimente leur détermination pour continuer à combattre à armes inégales : 1) 1/4 des 165 000 Indiens de la côte sont dans des camps contrôlés par les militaires ou dans des camps de réfugiés au Honduras et au Costa Rica ; 2) la moitié des villages Miskito et Sumo ont été détruits ; 3) les droits des indiens à se gouverner, à la terre et aux ressources ont été abolis ; 4) l'agriculture de survie, la pêche et la chasse sont strictement contrôlées et l'accès aux nouvelles cultures de base est si limité que la faim est un problème quotidien et la famine une probabilité réelle dans de nombreuses communautés ; 5) de nombreux villages n'ont eu ni médicaments ni médecins depuis plus de 2 ans ; 6) la liberté de se déplacer est refusée ou sévèrement restreinte ; 7) plus de 35 communautés indiennes ont subi les invasions massives de l'armée sandiniste pendant lesquelles des civils ont été arrêtés arbitrairement, interrogés, torturés, assassinés, violés et dont les biens, le bétail et les récoltes ont été volés ou détruits ; ceci dans une tentative vaine pour forcer les villageois à révéler la localisation des camps de base des guerriers et enfin pour terroriser les villageois de sorte qu'ils ne soutiennent ni ne rejoignent les guerriers. Aussi dure que cela ait été sous la dictature de Somoza, les Indiens ont beaucoup plus souffert pendant les 4 ans et demi depuis l'arrivée des sandinistes que pendant les 43 années sous la domination de Somoza.

Dans les 3 années de résistance armée au FSLN, les Indiens n'ont pas perdu une seule bataille. En plus des nombreuses escarmouches de guérilla, ils ont aussi participé à plusieurs batailles rangées contre les forces sandinistes, par exemple à San Carlos en janvier 1982, à Seven Bank le 4 juillet 1982, à Limaika en août 1982, à la Tronquera le 13 mai 1983, à Gunpoint le 23 juin 1983, à Haulover à Puerto Isabel en octobre 1983 et à Waspam et Leimus en mars 1984. La bataille indien-sandiniste en octobre 1983 dans la région allant de Haulover à Puerto Isabel a été la plus importante de la guerre, une des principales batailles menées par les forces anti-sandinistes. Les soldats sandinistes qui vinrent au village de Haulover le 1er octobre pour déporter de force la population civile loin de la zone contrôlée par les guerriers, rencontrèrent une force combinée du MISURASATA et du MISURA. Surpris par l'ampleur de la résistance, les sandinistes amenèrent sur le terrain plusieurs milliers de soldats, utilisèrent des avions et des hélicoptères pour bombarder les guerriers et les civils (65 bombes tombèrent pendant une période de 11 jours dans cette région : à l'extérieur de Haulover, à Layasiksa, Turburus, Lapan, Walpasiksa et Puerto Isabel). Onze civils moururent sous les bombardements et 27 autres moururent de maladie ou de manque de nourriture quand les villageois s'échappèrent dans les marécages durant un mois pour échapper aux bombardements aériens, aux tirs des vaisseaux des patrouilles côtières et aux batailles sur terre. Après 7 jours de batailles étendues, les guerriers durent se replier dans les marais parce qu'ils étaient à cours de munition. Les forces sandinistes eurent de lourdes pertes. Les Indiens perdirent 7 guerriers.

Tout en conservant à l'esprit que la lutte indienne a des buts indiens, considérons quelques alternatives possibles à venir pour résoudre ou pour prolonger le conflit indien-sandiniste. D'abord la solution militaire sandiniste pour contrôler les Indiens a été un échec. Après plusieurs années de combats contre les Indiens, il devrait être évident aux Sandinistes qu'ils ne peuvent pas triompher des forces de guérilla indienne qui sont établies en permanence et soutenues à l'intérieur du territoire indien du Nicaragua. De plus, les soit-disants "leaders" indiens qui travaillent avec le gouvernement de Managua ne représentent pas les intérêts des Indiens, de l'immense majorité des Indiens non combattants et certainement pas des Indiens combattants. Bien que ces "leaders" puissent avoir une importance pour le FSLN afin d'obtenir un soutien international à leur politique indienne, ils ne représentent pas une solution viable pour le conflit intérieur actuel. Du côté indien, leurs forces sont sous-armées et limitées en nombre par la quantité d'armes qu'ils peuvent obtenir de leurs alliés du FDN et de l'ARDE ou prendre aux sandinistes lors des combats. Ils souhaitent continuer leur lutte aussi limitée en nombre qu'ils soient pendant des années si nécessaires. Mais ils réalisent que leur position actuelle -aussi marginale qu'elle soit de par la supériorité militaire du FSLN et le contrôle exercé par leurs alliés fictifs- leur donne un retard considérable pour les décisions à venir et les engagements.



D'après les discussions avec des leaders indiens politiques et militaires au sujet de l'avenir de leur lutte, je souhaite présenter 4 situations hypothétiques des différentes probabilités d'actions indiennes à venir :

1. Les Indiens peuvent continuer telle qu'ils sont actuellement, sous armés et peu soutenus par leurs alliés ou simplement essayer de mener une guerre d'usure militaire et économique contre les Sandinistes jusqu'à ce que cela coûte trop cher aux sandinistes et qu'une proposition soit mise au point, soit indépendamment du FDN et de l'ARDE, soit avec eux ;

2. Les alliés des Indiens, l'ARDE et le FDN, pourraient prendre une position pro-indienne forte, signer et soutenir des traités pour un contrôle indien de la terre indienne et fournir un plus grand soutien logistique et des armes pour aider les Indiens à expulser les sandinistes de l'Est du Nicaragua. Les Indiens ont une force potentielle de 10 000 guerriers et ils représentent le moyen le plus rapide pour développer massivement une pression militaire sur le FSLN ;

3. Un autre intérêt extérieur pourrait s'engager et fournir des armes et un soutien logistique aux indiens comme moyen d'établir une tête de pont politique en Amérique, la Chine par exemple ;

4. Le FSLN pourrait développer une politique pro-indienne si nécessaire, reconnaissant que les aspirations pour le contrôle des terres indiennes et pour l'auto-détermination ne sont pas "contre-révolutionnaires". Et alors, le FSLN commencerait à négocier avec des leaders indiens authentiques dans le but d'adapter en partie la révolution aux indiens et non seulement les Indiens à la révolution. Si le FSLN devait garantir un contrôle indien des terres traditionnelles indiennes, aider à rebâtir les villages détruites, et armer les Indiens, il résoudrait un problème militaire, il isolerait le FDN et l'ARDE en cassant la connection de guérilla à l'Est du Nicaragua. Il permettrait aux Indiens de défendre leurs territoires contre des incursions de "contras", et donc serait capable de concentrer les forces sandinistes sur les frontières nord et sud.

Des trois guerres anti-sandinistes - avec le FDN, l'ARDE et les Indiens - le conflit avec les Indiens serait pour le FSLN le plus aisé à résoudre. A l'opposé, c'est aussi celui qui serait le plus facile à développer soudainement. Ces options pour réduire ou développer la résistance indienne seraient acceptées par tous les indiens dans la mesure où ils verraient les possibilités d'accomplir leur but d'auto-détermination et de contrôle indien de la terre indienne.



REFUGIES du GUATEMALA : MENACES de DEPORTATION (Source : Survival International)

Le gouvernement mexicain a commencé la déportation d'indiens du Guatemala, réfugiés dans la région frontalière vers une zone inhospitalière de l'état de Campeche, à plus de 200 miles de leurs terres traditionnelles Mayas. Le gouvernement envisage également un rapatriement à grande échelle de ces réfugiés vers le Guatemala, où leurs vies seront de nouveau en danger. 5 000 réfugiés ont fui par peur de la déportation ou du rapatriement et risquent maintenant de mourir de faim.

Depuis 1981, au moins 100 000 réfugiés indiens du Guatemala sont passés au Mexique au sud de l'état de Chiapas et 46 000 se sont installés dans environ 80 camps proche de la frontière. Ils ont fui les campagnes contre insurrectionnelles d'une brutalité incroyable que mène l'armée guatémaltèque. Comme nous en avons fait état dans notre livre paru en avril 1983 "Witness to Genocide" (Témoin d'un génocide), les hommes, femmes et enfants des communautés indiennes des Hauts Plateaux du Nord Ouest du Guatemala ont été torturés, mutilés et tués par l'armée, leurs villages et leurs récoltes détruits, leurs sources d'eau empoisonnées et leurs forêts de pin brûlées. Plusieurs des réfugiés indiens interviewés en 1982 par deux représentants de Survival International (USA) vivaient alors à Rancho Tejas, campement que les autorités mexicaines ont fermé peu après. Les réfugiés de ce campement sont ensuite partis vers La Hamaca et La Sombra où 3 réfugiés ont été tués en janvier 1983. Puis ils sont partis à Chupadero où, le 30 avril 1984, 6 d'entre eux furent tués lors d'un raid à la frontière par 200 soldats guatémaltèques. Certains des survivants ont déjà été déplacés à Campeche.

Le plan de déportation

Il est évident que les réfugiés sont trop vulnérables aux attaques frontalières et que beaucoup de leurs campements sont installés trop près de cette frontière. La Haute Commission des Nations Unies pour les Réfugiés nous a informés que sa politique consiste à loger les réfugiés à au moins 50 km d'une frontière. Mais la région vers où est prévue la déportation, à Campeche, est située à plus de 320 km de la frontière. Le gouvernement mexicain se justifie en disant que l'on pourra trouver des emplois pour les réfugiés à Campeche. Cela semble signifier qu'ils vont devenir une main d'oeuvre à bon marché pour les propriétaires fonciers de la région.

Selon le Bureau de Mgr Samuel Ruiz, évêque catholique de San Cristobal de Las Casas, 5 000 réfugiés du camp de Puerto Rico, craignant d'être déportés ou rapatriés par les autorités mexicaines, se sont enfuis dans la forêt voisine de Lacandon. L'armée aurait détruit le camp ainsi que toutes les provisions de nourriture, les outils et les bateaux abandonnés par les réfugiés. Ceux-ci sont maintenant encerclés par l'armée mexicaine et ils se retrouvent à cours de nourriture et de médicaments. Des soldats guatémaltèques auraient été identifiés aux côtés de leurs confrères mexicains.

Les objections à la déportation

Au cours des années, les réfugiés ont maintenu des contacts d'origine commune, de parenté, de coopération économique, des liens religieux et, dans certains cas, linguistiques avec les mexicains de la région frontalière. Dans cette région, ils sont dans un environnement qui leur est tout à fait familier et ils ont l'impression de rester en contact avec leurs territoires à l'intérieur du Guatemala.

Dans des lettres qu'ils ont adressés au Président mexicain pour s'opposer à la déportation, les réfugiés déclarent : "Nous aimerions rester ici à Chiapas parce que nous y connaissons les gens, nous avons des amis mexicains qui nous donnent des endroits où nous pouvons vivre ensemble loin de la frontière... Nous vous demandons de bien vouloir envisager notre réinstallation près de Chiapas (et non de Campeche)."

La déportation aurait sur les réfugiés un impact qui pourrait devenir ethnocidaire dans la lutte qu'ils mènent pour maintenir, dans leur situation défavorable de réfugiés, leur identité ethnique ainsi que certains aspects de leur culture et de leurs modes de vie traditionnels. Cette déportation lamènerait sérieusement le fonctionnement de leurs structures sociales et économiques communautaires. Elle rendrait encore plus difficile que jamais le maintien de leurs langues, de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses, de leur histoire et de leurs traditions qui les lient aux terres et à la région qui sont leurs maisons depuis si longtemps.

Les objections au rapatriement

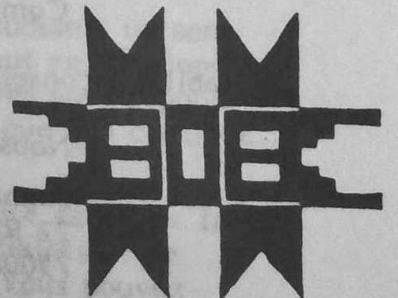
La menace de rapatriement est encore plus inacceptable. Le rapatriement, même si il est effectué sous le contrôle d'une organisation internationale telle que les Nations Unies ou la Croix Rouge, reviendrait à mettre ces réfugiés à la merci de l'armée guatémaltèque. Puisque l'armée pense que la plupart d'entre eux sont des guérilleros ou des sympathisants de la guérilla, il est absurde de supposer que leurs vies ne seraient pas en danger. Après une déportation dans la région de Motozintla en novembre 1982, nous avons appris que l'eau des rivières avait rougi du sang des réfugiés exécutés dès leur retour au Guatemala.

Les alternatives

Le meilleur moyen pour le gouvernement mexicain d'exprimer son engagement humanitaire envers les réfugiés et de maintenir son image internationale ainsi que sa réputation de terre d'asile pour ceux qui sont dans le besoin, serait de traiter de la situation des réfugiés de la manière suivante. Pour des raisons de sécurité, un nombre restreint et sélectionné de communautés fortement menacées devrait être déplacé à environ 50 km de la frontière. Ainsi tous les réfugiés devraient avoir le droit de rester près de leurs terres ancestrales, dans les territoires de leurs amis mexicains qui les ont reçu de manière si hospitalière dans le sud de Chiapas. Donner aux réfugiés des emplois mal payés ou une terre rare les mettrait en position de conflit vis à vis de leurs voisins mexicains. Cela nierait également le caractère tout à fait temporaire de leur séjour en tant que réfugiés au Mexique, séjour qui, bien sûr, se terminera dès qu'il y aura un changement dans la situation au Guatemala. On ne devrait donner des emplois ou des terres qu'aux réfugiés qui en feraient sciemment la demande. Les autres devraient continuer à recevoir le soin et l'assistance des Nations Unies et autres organisations internationales, sous le contrôle du gouvernement du Mexique.

Nous vous demandons d'écrire au Président du Mexique afin de manifester votre désapprobation aux mesures de déportation et de rapatriement prises à l'encontre des Indiens du Guatemala réfugiés dans son pays.

Your Excellency
President Miguel de la Madrid Hurtado
Palacio Nacional
Col. Centro del Cuauhtemoc - 06067
Mexico, D.F. MEXICO



COLOMBIE / CRIC :
ASSASSINATS, TORTURE et HARCELEMENT MILITAIRES
à LOPEZ-ADENTRO

"Lopez Adentro" est le nom d'une hacienda de 2 500 hectares, dans le Nord du Cauca, occupée depuis janvier 1984 par plusieurs centaines d'indigènes, aux prix de 8 morts et de nombreux blessés. Le but de cette "récupération" est la survie communautaire de ces indigènes, sur des terres suffisantes qu'ils ont commencé à cultiver.

Le Conseil Régional Indigène du Cauca dénonce devant l'opinion publique l'horreur que vit la communauté indigène du Resguardo de Corinto, occupé par des militaires de la Troisième Brigade qui opèrent dans la région.

Le 8 juillet fut capturé le compagnon Misael Conda, fils du gouverneur du Cabildo (1), Julio Conda. Ils l'emmenèrent dans un réhículo reconnu comme appartenant aux services secrets de l'armée dans la région de Corinto. Le cadavre de Misael Conda fut trouvé une semaine plus tard près de la base militaire de Miraflores, Municipio de Corinto.

Le 29 juillet furent détenus les compagnons Fernando Hilamo Conda et Olimpo Dagua Garcia, appartenant à la même communauté d'El Guavito du Resguardo de Corinto. L'arrestation eut lieu à Alto de El Palo, Municipio de Caloto, par une patrouille de l'armée dépendant du Bataillon Palacé. Les deux compagnons furent interrogés sur leur soit-disante participation à la guérilla, tout comme Misael Conda. On dit au compagnons Dagua que c'était Misael lui-même qui avait avoué l'appartenance des trois à la guérilla.

Le compagnons Olimpo Dagua fut torturé en plusieurs occasions par les militaires, selon des déclarations qui sont déjà dans les mains de la Procuración Régionale. On l'a menacé au cas où il n'informerait pas ensuite sur la guérilla.

Pendant des interrogatoires, les militaires lui demandèrent qui étaient les principaux responsables de l'occupation de l'hacienda de Lopez-Adentro, et ensuite eux-même affirmèrent que ce devait être Julio Conda, le gouverneur et son frère Polo Conda. On le mit en garde devant le danger que courent ces deux compagnons.

En plus des faits mentionnés, on doit constater l'entrée répétée de camions militaires dans le territoire de l'hacienda Lopez Adentro, où l'on a harcelé et menacé ceux qui l'occupent, déchirant les banderoles et confisquant le matériel de notre organisation.

A tout cela, il faut ajouter le harcèlement militaire dans toute la région nord du Cauca, surtout dans les municipalités de Toribio, Caloto et Corinto.

Nous pensons que devant l'impossibilité de réaliser une expulsion légale à Lopez-Adentro, on a chargé les forces armées de créer les conditions de tension et de semer la terreur dans la région, afin qu'ensuite, sur un quelconque prétexte, on puisse procéder à une expulsion violente.

Nous dénonçons devant l'opinion publique les crimes énoncés ici et l'arbitraire, et la prévenons des actions violentes qui se préparent.

Popayan, le 6 août 1984
Conseil Régional Indigène du Cauca
Comité exécutif,

(1) cabildo : conseil élu tous les ans par la communauté.

Nous vous demandons d'écrire à

Ambassade de Colombie
22 Rue de l'Elysée
75008 PARIS

et d'apporter votre soutien au CRIC

Consejo Regional Indigena del Cauca
Calle 8a Norte n°13-53 Barrio "El Cadillal"
Apartado Aereo N°516
POPAYAN- CAUCA- COLOMBIA



D.Q. , Université indienne, MENACEE

DQ University, seul collège indien de la côte Ouest des Etats Unis, situé près de Davis, Californie, risque, suite à une série d'actions savamment orchestrées par le gouvernement US, de devoir fermer ses portes.

DQ, fondé en 1971, est situé sur un ancien territoire militaire qui lui a été alloué par le gouvernement fédéral en vertu du "Federal Property and Administrative Services Act". DQ est dirigé par un bureau d'administration entièrement indien et accueille essentiellement des étudiants indiens mais aussi des étudiants appartenant à d'autres minorité ou socialement défavorisés. Les revenus de DQ se composent de dons, des frais d'inscription et de subventions qui lui sont versées en vertu du "Tribally Controlled Community College Assistance Act".

Aujourd'hui, l'existence même de ce collège est menacée. Les ennus les plus récents ont commencé lorsque le gouverneur du Sud Dakota, William Janklow, qui, poursuivant semble-t-il sa vengeance personnelle contre Denis Banks, l'un des fondateurs de l'American Indian Movement (AIM), a adressé une lettre de protestation au président Reagan, déclarant qu'il était "ulcéré" de voir que Denis Banks enseignait à DQ, que tout ce que Denis pouvait enseigner était la "haine" et la "violence" et que DQ était "un parasite vivant sur le dos des honnêtes contribuables". Il demanda que la terre sur laquelle est construite DQ lui soit reprise et que le gouvernement fédéral cesse de verser des allocations aux étudiants.

Dans les semaines qui suivirent : 1) le gouvernement déposa une plainte devant le tribunal fédéral de Sacramento pour l'expulsion de DQ (affaire en cours) 2) le Secrétaire de l'Éducation, Terrel Bell, suspendit illégalement, sans justification et sans notification, toute aide financière aux étudiants de DQ. Cette dernière décision fut révoquée le 9 août 1983 par le juge Philip C. Wilkins (qui dressa également 11 chefs d'accusation contre le gouvernement US).

Mais le gouvernement US n'entend pas en rester là. Il se bat sur plusieurs fronts afin de faire perdre à DQ son statut légal : il a menacé la commission chargée d'accréditer les établissements universitaires ; il tourne en dérision les cérémonies religieuses qu'il décrit comme des actes de "sauvagerie", il a déjà demandé plus de 24 vérifications comptables et essaie de démolir DQ en communiquant à la presse des informations concernant de soi-disantes enquêtes criminelles...

De plus, toutes ces actions menées par le gouvernement ont réussi à stopper au Congrès une loi par laquelle la terre sur laquelle est construite DQ devait devenir sa propriété. A ce propos, il faut également noter que les sommes investies jusqu'à présent par le gouvernement fédéral dans les poursuites judiciaires engagées contre DQ sont supérieures au coût de ce terrain.

DQ a été conçu dans le but de créer chez les étudiants un sens de leur identité et une conscience de leur héritage culturel, tout en développant chez eux des aptitudes professionnelles et techniques nécessaires pour répondre aux besoins des communautés indiennes. Il est donc important que DQ continue à vivre.

Toute aide financière est très appréciée pour faire face aux frais juridiques et autres (fonctionnement de l'école, fournitures scolaires et de bureau, fournitures diverses pour les dortoirs et la cafétéria). Vous pouvez adresser vos dons à :

DQ University
PO BOX 409
DAVIS, CAL. 95617 USA



AFFAIRE PELTIER / Une décision positive de la cour en 1984

Le 4 avril 1984, la 8ème cour d'appel rendit le premier arrêt favorable pris par une cour dans l'histoire de l'affaire Peltier, en ordonnant l'ouverture d'une commission d'audition de preuves au sujet des preuves balistiques escamotées durant le procès. La Cour d'Appel demanda qu'une enquête approfondie soit faite au sujet d'une douille de cartouche retrouvée dans le coffre de la voiture conduite par l'agent du FBI Jack Coler. Au procès de Peltier, l'accusation soutenait que le lien existant entre la douille de balle et le prétendu AR-15 appartenant à Peltier constituait "probablement la pièce à conviction la plus importante de l'affaire". Le FBI avait déterminé le lien, selon des dires, en pratiquant un "test d'extraction" sur la douille. Il prétendait qu'un test du percuteur, plus concluant, était irréalisable.

Un télétype du 2 octobre 1975, faisant partie des documents obtenus grâce au FOIA, prouve cependant que le FBI a bien pratiqué le test du percuteur - mais avec des résultats négatifs.

Méditant sur sa condamnation, Peltier déclara en 1981 au cours d'une interview à Marion :

"Ils ont utilisé beaucoup de preuves indirectes, comme l'arme du meurtre. Ils ont utilisé ceci et on fortement insisté sur le fait que l'arme du meurtre était à moi. Maintenant nous avons découvert, nous le savons depuis toujours, qu'en fait l'arme du meurtre n'est tout simplement plus l'arme du meurtre. Le FBI a dissimulé les résultats de ses propres enquêtes."

Cette audition constitue une formidable victoire pour Peltier, le combat pour que justice soit faite dans cette affaire sera long et difficile. L'audition ne se limitera pas à une mise au point, et ne concernera pas uniquement les témoignages liés aux preuves balistiques, mais elle doit se dérouler à Fargo devant le président de la cour ayant jugé le précédent procès, le Juge Benson. En juin 1984, la défense de Peltier a soumis une requête pour exclure Benson. Le requête se basait sur deux déclarations écrites séparées, faites sous serment. L'une fait état d'une déclaration dérogante de Benson, au sujet de Peltier, au cours d'une réunion de juristes. L'autre rapporte en détail des propos racistes de Benson, lors du procès de Peltier, à l'encontre du Peuple Indien en général. Benson donna une réponse négative à la requête.

La date de l'audition est fixée au 1er octobre. Il est donc urgent d'envoyer le maximum de lettre pour demander la démission du Juge Benson. Nous vous demandons de diffuser le plus largement possible la pétition jointe et de l'envoyer au Juge Benson.

"Le combat que je mène pour la justice ne fait qu'un avec celui, vieux de 400 ans, que mène mon peuple afin de défendre sa terre et de vivre à sa manière en paix. Je suis un prisonnier de la plus longue guerre dans l'histoire de ce continent."
L. Peltier

n
esse

Judge Paul Benson
Federal Cour House
Fargo, North Dakota 58102
U.S.A.

Monsieur le Juge Benson,

Je vous demande solennellement de renoncer à la présidence de la Commission qui, prochainement, doit déterminer le bien-fondé d'une réouverture du procès de Leonard Peltier. Je souhaiterais qu'un nouveau juge, pouvant garantir l'impartialité de l'audition, soit nommé à votre place.

Durant le procès de Mr Peltier, vous vous êtes opposés à ce que la défense produise des témoignages qui auraient permis d'apporter la preuve de l'innocence de Mr Peltier. La manière avec laquelle fut mené le procès, et manipulé le jury, viole clairement tous les modèles de procédure et de moralité juridique. A mon avis, ce procès s'est déroulé de façon incorrecte et amis en évidence votre parti pris contre Mr Peltier.

Vous avez refusé d'accorder à Leonard Peltier une audition de preuves sur la base de sa demande pour un nouveau procès. En ce qui me concerne, le fait qu'une Cour Suprême ait annulé votre décision permet de souligner l'injustice dont vous avez fait preuve au cours de cette affaire.

Etant personnellement très soucieux des Droits Civils et Constitutionnels qui doivent être garantis pour chacun, je vous demande qu'il soit mis un terme à l'erreur judiciaire dont est victime Leonard Peltier et qu'un procès juste lui soit enfin accordé. Seule votre démission de la Commission peut le garantir.

De nouveau, au nom de la Justice, je vous demande de reconnaître votre parti-pris et de vous retirer de cette procédure.

Cordialement,

Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourduille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN ; Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes, le 15 novembre 1984

AFFAIRE PELTIER :

La Commission d'audience de preuves s'est tenue les 1, 2 et 3 octobre dernier à Bismarck, Nord Dakota. Le but de cette audience était de déterminer si oui ou non Leonard Peltier devait avoir un nouveau procès. L'affaire que le gouvernement des Etats-Unis a montée pour emprisonner Peltier a continué à se démêler pendant ces trois jours d'octobre.

La Commission s'est centrée autour de la signification d'un télétype datant du 2 octobre 1975 obtenu par les avocats de Leonard Peltier grâce à la loi de la liberté de l'information. Ce télétype, écrit par l'agent du FBI Evan Hodge, indique que le fusil attribué à Peltier le jour de la fusillade avait un percuteur différent de celui qui avait tué les deux agents.

Pendant toute l'audience, la défense a taillé en pièces la crédibilité de Hodge. En particulier, la défense a demandé pourquoi le télétype ne se référait qu'à 7 projectiles et ne tenait pas compte de ceux trouvés près des corps des agents ou dans le coffre de la voiture de Coler. De plus, la défense produisit un document de 100 pages venant du laboratoire de balistique, document que le gouvernement avait omis de présenter lors de la première audience. Ce rapport montre les notes et les conclusions des tests balistiques effectués par le FBI. Pendant son témoignage Hodge a insisté sur le fait que seul lui et son assistant, Joseph Pwardawski, avaient examiné les évidences balistiques et avaient écrit des notes. Mais lors de l'audience, la défense a demandé à un expert en graphologie d'examiner des notes des tests de balistique, car l'avocat John Privitera avait remarqué qu'il y avait une troisième écriture. Ce rapport était les résultats des tests sur le calibre 223 trouvé dans le coffre de la voiture de l'agent Jack Coler. C'est la seule page dans laquelle l'écriture de Hodge n'apparaît pas. Ce fut le témoignage de Hodge sur les tests effectués que la justice utilisa comme la preuve la plus évidente lors du premier procès de Peltier.

Quand la défense demanda une expertise graphologique, le procureur Lynn Crooks déclara que cette requête était absurde. "C'est seulement une de leurs nouvelles absurdités. Ils ne font que s'accrocher à des absurdités pour garder la procédure ouverte." Le juge Benson accorda cette requête et l'audience fut ajournée. Puis, lors de la réouverture de la séance, Hodge admit que le rapport des expertises balistiques avait été écrit par une troisième personne. Il ajouta qu'il ne connaissait pas cette troisième personne.

Après que Hodge eut reconnu qu'il avait "mal parlé" (ce qui lui évita des poursuites pour faux témoignages) Benson accéda à la requête de la défense pour que Hodge fournisse l'ensemble des 6 volumes de ces notes de laboratoire. De plus, Hodge devra révéler l'identité de la troisième



personne dès qu'il l'aura découverte, et toutes les notes de cette troisième personne doivent être remises à la défense. Selon l'avocat William Kunstler le témoignage amendé de Hodge est une nouvelle preuve que le procès de Leonard Peltier a été fabriqué. Il déclara que le FBI avait changé le rapport initial de Hodge après que 3 des armes possibles pour les meurtres aient été éliminées sur la base des tests de laboratoire. Le FBI, désespéré de trouver un suspect, décida d'épingler Leonard Peltier. Pour se faire, il devait se montrer inventif : "il devait inventer une histoire".

Les avocats de la défense étudient maintenant toutes les notes de Hodge ainsi que la transcription de l'audience en comparant celles-ci aux témoignages donnés lors du procès Butler-Rodideau et lors du procès de Leonard Peltier. Après l'étude de ces documents, les avocats peuvent demander une nouvelle audience pour réexaminer les témoignages de Hodge et obtenir celle de la troisième personne inconnue. Cette audience devrait avoir lieu à Bismarck dans 2 ou 3 mois. Après cette audience, le juge Benson fera une recommandation pour la 8ème cour d'Appel en déclarant si oui ou non Leonard Peltier doit faire l'objet d'un nouveau procès. Il est à noter que le juge Benson s'est montré moins hostile à la défense qu'il ne l'avait été lors du procès de Fargo en 1977. Ce changement peut être attribué au volume de lettres qu'il a reçu et à l'avertissement de la 8ème Cour d'Appel l'informant qu'elle étudierait l'audience pour déterminer si elle était juste ou non. De plus, des observateurs parmi lesquels Amnesty International, le Comité des Droits de l'Homme du Nord Dakota, le diocèse de Bismarck et d'autres, assistaient à l'audience.

L'atmosphère dans le tribunal fut toujours intense et calme, malgré les mesures de sécurité extrêmes prises par le gouvernement. Leonard Peltier échangeait souvent des sourires avec des amis présents au tribunal et levait son poing à chaque fois que les marshalls l'emmenaient. Les visites furent limitées à 10 mn avec sa femme, ses enfants, son père, ses frères et soeurs.

A l'extérieur de la salle d'audience

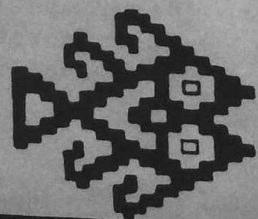
Des gens de tout le pays se sont réunis à Bismarck pour montrer leur amour et leur soutien à Leonard Peltier lors de cette audition de preuves. Lors des nombreux événements qui se déroulèrent pendant l'audience, les gens partagèrent leur coeur et leur esprit avec chacun et avec la communauté de Bismarck.

Les activités commencèrent le samedi après-midi (30 septembre) avec un rassemblement de bienvenue au camp des Tribus Unis, avec la participation des sœurs Thunderbird, Floyd Westerman, Carrie Gerrandasy et Larry Long. Lors de la soirée un forum public fut tenu à la bibliothèque de Bismarck. Les anciens de la réserve de Pine Ridge parlèrent de leur amour pour Leonard, de leur croyance en son innocence et des mauvaises conduites du FBI. Des discours furent aussi fait par les avocats, les membres de la famille de Leonard de la réserve Turtle Mountain et par les auteurs Peter Matthiessen et Jim Messersmidt.

Le lundi matin commença par une cérémonie pour remercier la venue du soleil ainsi que ce fut fait les matins suivants. Pendant que les anciens et la famille de Leonard rejoignaient tôt le tribunal, la jeunesse emmena le staff de Leonard du camp vers le tribunal en faisant une "course pour la liberté" de 3 miles. Devant le tribunal une veillée de prières commença et se poursuivit pendant toute l'audience. De nombreuses personnes de la communauté de Bismarck se joignirent aux prières et amenèrent de la nourriture et du café pour les nuits. Les gens étaient informés de ce qui se déroulait au tribunal chaque matin à midi, à la fin des débats à 5 h et au camp le soir.

Nous vous demandons d'écrire à nouveau au juge Benson pour lui demander d'accorder un nouveau procès à Leonard Peltier, pour le remercier de l'honnêteté dont il a fait preuve de cette audience et pour lui demander de réunir une nouvelle audience au plus tôt.

Judge Paul Benson
U.S. District Court
Old Federal Building Courthouse
Room 333
FARGO, ND 58102 USA



DENIS BANKS / en prison dans le SUD DAKOTA :

(sources : Conférence de Mark Banks à Paris le 13.10.84
Akwasasne Notes)

Le 8 octobre dernier, D. Banks, un des fondateurs de l'AIM, a été condamné à 3 ans de prison à Custer, dans le Sud Dakota, d'où il s'était enfui 9 ans auparavant. Il avait en effet décidé le 13 septembre de mettre fin à cette vie de fugitif et s'était rendu aux autorités de la ville de Custer.

C'est le déroulement d'une affaire dont les origines remontent au 6 février 1973, lorsque quelques 200 Indiens se rassemblèrent devant le palais de Justice de Custer pour protester contre l'acquittement de D. Schmidt qui avait tué (froidement et gratuitement) un jeune indien. Des bagarres éclatèrent avec les forces de police lorsque celles-ci brutalisèrent Sarah Bad Heart Bull, la mère du jeune indien assassiné, qui voulait rejoindre D.Banks, reçu avec quelques autres compagnons par les autorités de la ville. Au cours de ces incidents, une bombe lacrymogène fut lancée dans la pièce où se trouvaient ces derniers et D.Banks brisa une vitre pour laisser entrer l'air... ce qui lui valut en 1974 une inculpation pour incitation à émeute et voie de faits. Le juge Janklow, à l'origine de cette inculpation, venait d'être démis de ses fonctions d'avocat sur la réserve de Rosebud par la cour tribale de cette même réserve pour le viol d'une jeune indienne de 15 ans : dans cette affaire, le plaignant était D. Banks.

Devenu juge, Janklow décida de poursuivre sa vengeance personnelle et déclara entre autre que "le seul moyen de traiter avec les dirigeants de l'AIM, c'est de leur tirer une balle dans la tête".

En raison de l'atmosphère raciste et passionnelle qui régnait autour de cette affaire, Banks décida de ne pas comparaitre au procès en août 1975 et s'enfuit en Californie où le gouverneur, Jerry Brown, refusa de satisfaire aux demandes d'extradition formulées par les autorités du Sud Dakota. En janvier 1983, quelques jours avant l'élection du nouveau gouverneur de Californie, D. Banks s'enfuit à nouveau et trouva refuge à Onondaga, centre spirituel et politique des Six Nations Iroquoises (situé dans l'état de New York). Des négociations suivirent entre les chefs Onondaga, qui considèrent leur réserve comme territoire souverain, et les autorités de l'état de New York. Mario Cuomo, gouverneur de New York, déclara : "Tant que je serai gouverneur de cet état, aucune police ne pénétrera à Onondaga." Néanmoins, malgré ces promesses, la menace d'une arrivée en force du BFI sur la réserve restait réelle. Les chefs et la population Onondaga avaient affirmé leur détermination à défendre leur souveraineté dans l'éventualité d'une telle intrusion sur leur terre.

D. Banks voulait éviter une confrontation qui risquait de se terminer tragiquement. Mais surtout il voulait en finir définitivement avec ce problème afin d'être ensuite libre, et de pouvoir participer pleinement aux activités de l'AIM et aussi, se consacrer à la famille. D. Banks s'est donc rendu malgré les tentatives de dissuasion de ses amis inquiets pour sa sécurité (un gardien du pénitencier de Sioux Falls, une des prisons les plus racistes du Sud Dakota, avait déclaré en 1974 que Banks ne resterait pas vivant plus de 20 minutes dans cet endroit).

Aujourd'hui, Banks est victime d'une cabale tout comme l'est Leonard Peltier. Tous deux se battent pour la même cause.

Mark Banks, frère de D. Banks et directeur du comité de soutien à ce dernier, déclara lors de son passage à Paris le 13 octobre : "Dennis Banks n'est pas un terroriste ni un fauteur de troubles. C'est un Indien qui suit le mode de vie traditionnel, qui s'est battu contre un gouvernement oppressif afin de récupérer nos terres et pour la défense de notre mère la terre."



Nous vous demandons d'écrire au juge afin d'exiger la libération de
D. Banks :

Judge Marshall Young
Bennington County Courthouse
Rapid City, DS 57701 USA

Pour de plus amples renseignements, écrire à :

Mark Banks
278 West 4th St;
NEW YORK CITY 10014 USA (Tél. 212/929.2554)

BRESIL:

(source : Cultural Survival)

Le décret présidentiel n° 88.985 de novembre 1983 était destiné à permettre l'exploitation minière par des compagnies privées, fédérales ou d'état, de toutes les terres indiennes au Brésil. A cette époque, le décret était justifié par le besoin de développer les ressources minières au Brésil, tout en empêchant, en même temps l'entrée incontrôlée de prospecteurs individuels dans les terres indiennes. Selon ce décret n° 88.985, la FUNAI (l'agence fédérale responsable des affaires indiennes) aurait la responsabilité de décider, cas par cas, si les compagnies minières auraient la permission de pénétrer en terres indiennes, les indiens n'ayant pas à être consultés. Le mois suivant la publication de ce décret, il y eut plus de 300 demandes de prospection en terre indienne. Il est évident que la FUNAI n'a pas la capacité d'étudier réellement ces propositions.

Le nouveau président de la FUNAI, Jurandy Fonseca, réalisant peut-être les problèmes énormes qu'une telle loi pourrait poser à l'organisation, n'a pas signé le décret ; ce qui, au Brésil, l'aurait fait devenir une loi. Cependant, le gouvernement exerce des pressions sur la FUNAI pour qu'elle prenne cette décision sous les dix jours. Il semble qu'une pression internationale pourrait empêcher que ce décret ne se transforme en loi.

Nous vous demandons d'envoyer des télégrammes à :

Presidente do FUNAI
SIA Trecho 4 Lote 750
BRASILIA 71200 BRAZIL

Et pour obtenir de plus amples informations, vous pouvez prendre contact avec :

Araci Lopez da Silva
Comissao pro-indio
Rua Caiubi 126
SAO PAULO 0510 BRAZIL

=====
(source : South American Indian Information Center)

• EQUATEUR :

Les diverses organisations indiennes d'Equateur ont créé une coalition afin de constituer un front uni contre la politique actuelle du gouvernement de discrimination envers les Indiens. La deuxième conférence des Peuples et Organisations Indigènes d'Equateur a eu lieu à Quito du 11 au 14 avril 1984. Lors de son discours d'ouverture, le coordinateur de la Conférence, Manuel Imbaquingo, a fait observer que la Conférence représente un pas en avant dans la lutte indienne contre l'exploitation, en dépit du racisme et des conflits que subissent les Indiens.

• COLOMBIE :

La Fédération des Communautés Indiennes du CAUCA (CRIC) a été assaillie par l'armée colombienne lors de l'attaque de l'armée contre le M-19. Plusieurs organisations indiennes, y compris le CISA, ont déploré les actions répressives de l'armée contre les populations civiles et ont appelé d'autres organisations à manifester leur soutien et leur solidarité au peuple indien.

- L'exploitation des mines menace les Yanomami, Sanema et Yekuana au
- VENEZUELA :

Le gouvernement du Venezuela continue à garantir les droits de mine sur la terre indienne. Récemment, le gouvernement a accordé à la MAVAC.A. Corporation un droit d'exploitation et d'extraction exclusif de 20 ans, renouvelable, sur 2 250 km² du territoire Yanomami à l'amont du fleuve Orinoco. Cette action gouvernementale a été réalisée sans consulter les Yanomami et sans tenir compte des droits ancestraux des Yanomami. En échange de ces droits d'exploitation de la mine, MAVAC.A. apportera une contribution de 75 \$ par mois à l'hôpital local et de 750 \$ par an à l'école missionnaire salésienne.

Les 13 500 Yanomami du sud du Venezuela représentent un des groupes les plus importants de l'Amazone. Pendant les quatre dernières années, ils ont lutté pour obtenir les titres de leurs terres ancestrales ; en vain jusqu'à maintenant. On peut s'attendre à de graves conséquences sur la survie des Yanomami suite à l'exploitation des mines dans leur région, telles que l'apparition de maladies infectieuses, la destruction de la terre et l'ethnocide et le génocide. Les groupes de soutien indigènes, tels que le IWIGIA, le Centre de Ressource Anthropologique et Survie Culturelle, ont largement contribué à attirer l'attention internationale sur la situation des Yanomami.

• PEROU :

Les perspectives des Indiens du Pérou (50 % de la population du pays) ne cessent de s'aggraver. En raison de cela, la crise économique ainsi que la sévère répression du gouvernement contre les organisations représentant une grande partie des intérêts et des groupes indiens.

De même, la situation est très critique à Ayacucho, au sud est du pays où opère le Sentier Lumineux (organisation guerrière - Sendero Luminoso). Depuis décembre 1982, date à laquelle l'armée péruvienne prit le contrôle de la région d'Ayacucho, 2 300 personnes ont été tuées pour avoir mené des activités révolutionnaires et 1 500 autres sont portées disparues. Ce sont des chiffres officiels ; d'autres estimations sont beaucoup plus élevées. Pendant le mois de juillet, on peut évaluer à plus de 50, la plupart indiennes, les personnes tuées dans cette région.

L'argentin Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, a visité le Pérou du 9 au 11 mai, sous le parrainage de Paix et Justice (SERPAJ) dont il est le coordinateur latino-américain. Le 9 mai, il a conduit une marche de solidarité pour la paix à Ayacucho au cours de laquelle il a demandé l'arrêt du génocide et de l'ethnocide du peuple indigène au sud du Pérou et dans toutes les parties du monde.

Le mouvement Indien Tupac Amaru (MITA) qui comporte une douzaine d'organisations indiennes a annoncé qu'il présenterait un candidat aux prochaines élections de 1985 au Pérou. Parmi ses propositions, l'organisation programme la dissolution du système actuel d'exploitation par les colons criollo et la mise en place d'un Etat Confédéral multi-ethnique basé sur une forte réforme agraire.

CHILI :

Le peuple Mapuche est un des groupes les plus affectés par l'oppression que fait subir le gouvernement militaire sur presque toute la population chilienne. Ce gouvernement pro-oligarchique tente toutes les tactiques pour détruire les organisations indiennes engagées dans la lutte sociale ou politique. Le peuple Mapuche, à travers son organisation, Ad-Mapu, organise la résistance aux menaces de destruction et d'intimidation. Les Mapuches ont participé activement aux côtés de milliers de chiliens lors de la Journée de Protestation Nationale.

En janvier 1984, un commando paramilitaire s'appelant l'Alliance Chilienne Anti-communiste (ACHA), a kidnappé et tué un étudiant Mapuche. Au même moment, ils ont aussi menacé de mort tous les chefs Ad-Mapu.

Pendant la semaine du 23 avril (le jour de Protestation Nationale) au 28 avril, 11 chefs Ad-Mapu furent arrêtés par la police militaire. Depuis, 9 d'entre eux ont été relâchés grâce à la pression du Peuple Mapuche et des organisations internationales de solidarité. Les deux autres, Jose S. Millao (Président) et Domingo Jineo (Trésorier) ont été emprisonnés dans le nord du Chili. Le 25 juillet, tous deux furent libérés, mais leurs vies étaient menacées s'ils continuaient à participer activement à l'organisation Ad-Mapu.

Pendant les mois de juin et juillet, la répression et l'intimidation vis à vis des Mapuche a fortement augmenté. En l'occurrence, les autorités gouvernementales ont annoncé que les Ad-Mapu seront recherchés et que l'organisation sera interdite en raison de l'usage de ses fonds et de sa direction communiste.

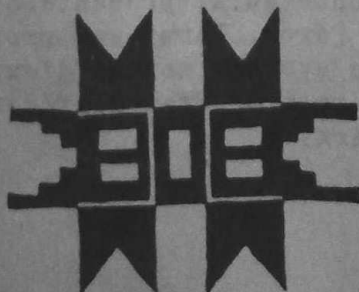
La 4ème Assemblée du Conseil Mondial des Peuples Indigènes : (WCIP)

Cette conférence a été programmée du 20 au 30 septembre 1984 à Panama. Le WCIP, reconnu comme ONG au sein des Nations Unies, est composé des organisations régionales suivantes :

1. CISA, Conseil Indien d'Amérique du Sud
2. CORPI, Organisation des Nations Indiennes d'Amérique Centrale, du Mexique et de Panama
3. Les Nations Indiennes des USA et du Canada
4. Le Conseil Nordique Sami
5. La Conférence Nationale des Aborigènes d'Australie et le Conseil Maori de Nouvelle Zélande.

Vous pourrez obtenir des renseignements complémentaires en écrivant à :

WCIP Secretary
University of Ottawa
555 King Edward Avenue
Ottawa, Ontario, CANADA K1N 6n5



URGENT

PEROU :

(Source : Survival International)

Le Parc National de Manu comprend une grande partie de la forêt tropicale Amazone au sud est du Pérou. Le gouvernement péruvien l'avait déclaré zone protégée en 1973 et ce parc est reconnu par l'UNESCO, dans une étude sur l'homme et sa biosphère, comme une zone unique au monde. Trois différents groupes indiens y vivent, représentant plusieurs centaines de personnes, et presque tous vivent sans contact avec les non-indiens.

Les recherches pétrolières : la Compagnie Shell explore une large zone le long du parc depuis 1981 et elle a maintenant l'intention de poursuivre ses recherches à l'intérieur même de la zone protégée. Déjà dans les années 1970, de nombreux heurts avaient opposé les indiens aux compagnies pétrolières. Une compagnie avait même obtenu une concession pour l'élevage du bétail.

Le tourisme : Dans les années 1980, ceux qui visitaient le parc devaient signer une promesse de ne publier aucune critique. Ces dernières années, des compagnies touristiques proposaient la visite du parc, visite aux indiens de l'âge de pierre. Il semblerait que le parc ait été créé dès l'origine avec l'intention inavouée d'en faire un but touristique, but bien opposé au motif officiel de sa création, c'est-à-dire la protection d'une forêt tropicale avec une faune et une flore la plus riche du monde.

Les Indiens vivant dans cette zone protégée n'ont aucun titre de propriété. Selon la loi, ils peuvent y rester tant que leurs activités n'interfèrent pas avec le but officiel du parc (où il n'est bien entendu pas question de recherches pétrolières ou d'élevage de bétail). Ils n'ont pas la permission de chasser avec des fusils et peuvent être expulsés à tout moment.

En janvier dernier, un groupe d'indiens a attaqué une équipe travaillant à la construction d'un hélicoptère dans l'enceinte du parc. Cet hélicoptère est la première étape vers la construction d'une nouvelle base navale qui serait complétée par la construction d'un canal reliant les fleuves Urubamba et Manu, ainsi que par la construction d'une route à travers le parc jusqu'à la frontière bolivienne. Pendant l'attaque un ouvrier fut blessé et au moins deux indiens tués par des rafales tirées d'un hélicoptère.

Un rapport plus récent indique que fin septembre, une quarantaine d'indiens auraient été tués par des bucherons qui avaient envahi leurs territoires près de la rivière Sepahua. Le rapport étant peu clair, Survival International enquête en ce moment pour plus de précisions.

Un article de 1976 de Survival International déclarait : " Le Parc National de Manu pourrait fournir un exemple d'harmonie entre la protection d'un territoire et la vie communautaire tribale traditionnelle dans le bassin supérieur de l'Amazone, et démontrer ainsi aux autres gouvernements que les parcs nationaux, avec leur fonction officielle, peuvent être aussi un facteur stabilisant pour les cultures des peuples tribaux et un outil de leur adaptation graduelle à d'autres styles de vie, selon leurs propres choix."

Le Parc de Manu est plus éloigné que jamais de cet idéal.

Nous vous proposons d'écrire une lettre de protestation au Président du Pérou pour attirer son attention sur ces quelques faits et lui demander instamment de protéger les droits territoriaux des Indiens.

Ex. Fernando Dellaunde D.

Presidente da Republica

Palacio de Gobierno

LIMA PERU

BREVES :

* Nouvelle affiche du CISIA : A l'occasion de la Journée Internationale de Solidarité avec les Nations Indiennes d'Amérique, le CISIA a édité une nouvelle affiche en trois couleurs (rouge-jaune et noir) dont vous trouverez la reproduction dans ce bulletin.

Cette affiche est en vente au prix de 20 F franco de port.

* Les Voix de Wounded Knee : Ce livre, réalisé à partir de cassettes enregistrées pendant le siège de Wounded Knee en 1973, est le seul document de première main concernant ces événements. Wounded Knee, phare de la résistance indienne, est l'un des événements les plus marquants des luttes indiennes de ces vingt dernières années. Chacun sait que le siège de Wounded Knee en 1973 a été suivi de nombreux procès et de nombreux assassinats.

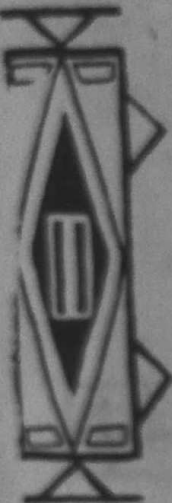
Aujourd'hui, Wounded Knee n'est pas fini. C'est encore à cause des événements de 1973 et de ses suites que D. Banks est aujourd'hui en prison et que Leonard Peltier lutte pour obtenir la justice. C'est pourquoi la lecture de ce livre est essentielle pour comprendre l'histoire passée de Wounded Knee mais aussi pour comprendre les prolongements d'actualité.

Ce livre, abondamment illustré de 272 photos, réalisé et édité par le CISIA, est disponible pour la somme de 60 F franco de port.

* Nous saluons la naissance du journal édité par le Comité de Soutien aux Indiens d'Amérique de Paris : NITASSINAN. Ce journal trimestriel retrace en profondeur différents dossiers et différentes questions concernant les Indiens d'Amérique. Au sommaire du premier numéro on trouve plusieurs articles très intéressants comme ceux sur Leonard Peltier, l'éducation des jeunes indiens et aussi un certain nombre de poésies et de contes.

L'abonnement ordinaire est de 100 F par an à adresser à :
CISIA 3 Rue Clavel 75019 PARIS

+++++



« Comment l'esprit de la terre
pourrait-il aimer l'homme blanc ?
Partout où il la touche,
il laisse une plaie ».



Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourduille 44000 Nantes

Branche Française du Réseau International d'Urgence
(ERIN : Emergency Response International Network)

Membre du Comité Exécutif des Amis d'Akwesasne Freedom School

Nantes, le 17 février 1985

Chers Amis,

Ce premier bulletin de 1985 est l'occasion de vous souhaiter une heureuse nouvelle année et une bonne santé physique et morale pour l'année à venir.

L'actualité indienne urgente et semi-urgente est toujours variée et présente. Après 4 ans d'existence de ce bulletin, nous souhaitons cette année apprécier ce qu'il représente pour ses lecteurs et dans les mois qui viennent, nous vous adresserons un petit questionnaire pour prendre le pouls duréseau d'urgence.

Les problèmes de réalisation sont toujours liés à l'accès à l'information et aux délais de transmission qui varient beaucoup selon le lieu géographique du conflit, son isolement, sa "couverture" par des institutions humanitaires ou par des journalistes, la situation politique du pays,...

La véracité des faits reste une priorité essentielle depuis le début du bulletin.

En 1984, 8 bulletins ont été envoyés, essentiellement consacrés aux Indiens d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, l'affaire Peltier étant en Amérique du Nord l'objet de la plus grande mobilisation.

Le coût du bulletin est lourd pour le comité, et cette année nous devons augmenter la cotisation de base de 50 à 80 F. Nous vous demandons de penser à nous adresser votre cotisation 1985 : elle est un apport précieux à la réalisation du bulletin.

Que l'année 1985 soit une meilleure année pour les peuples natifs de la terre, que les occidentaux soucieux de la terre fassent entendre leur voix, que la défense des peuples natifs, la préservation de la terre et des générations à venir soient notre préoccupation.

=====

COLOMBIE : (Sources: - Unidad INDIGENA ; journal de l'Organisation Nationale des Indigènes de Colombie ; Nov. et Déc. 1984 - CRIC)

A l'époque de la décolonisation, les indigènes étaient décimés par le travail dans les mines et dans les cultures d'exportation. Des territoires, que l'on appelle les "Resguardos", leur furent concédés afin d'empêcher entre autre la disparition totale de cette main-d'oeuvre bon marché. Pourtant les Indiens en furent chassés par les colons qui y installèrent leurs haciendas.

Aujourd'hui ils luttent pour les récupérer :

- ils s'adressent aux instances officielles puisque le Resguardo est le seul titre de propriété que l'état colombien reconnaisse aux Indigènes. Mais cette démarche n'aboutit jamais ;
- ils décident donc d'occuper les terres usurpées. C'est alors qu'ils s'affrontent directement aux grands propriétaires terriens qui sont soutenus par l'armée et la police ainsi que par les autorités locales.

La répression s'abat particulièrement sur 5 communautés qui sont en train de récupérer leurs Resguardos dans le Cauca, département des Andes Colombiennes.

1. Resguardo de Quintana :

Le samedi 6 octobre 1984 dans la soirée, d'importants effectifs de police empêchèrent la présentation du film "Notre voix vient de la terre, de notre mémoire et de notre futur" (1). Ils confisquèrent les bobines de ce film, le projecteur, le générateur électrique et le véhicule loué pour le transport du matériel. 9 Indiens furent arrêtés ainsi que le chauffeur et son accompagnateur.

2. Resguardo d'Ambalo :

De même, la police envahit la ferme récupérée de San Gabriel, siège du nouveau Resguardo d'Ambalo, et incendia des maisons construites huit mois auparavant. Elle rassembla également 70 têtes de bétail appartenant à la communauté et les conduisit à Sylvia pour ensuite les restituer aux Indigènes contre 100 pesos. Le régisseur, fort de la présence de la police, coupa les barbelés séparant les terrains.

3. Resguardo de Paniquita :

La police détruisit plusieurs habitations ainsi qu'un réservoir d'eau appartenant dans les fermes récupérées d'el Paraiso et San Judas. Cela faisait également 8 mois que les Indigènes travaillaient sur cette terre.

4. Resguardo de Totoro :

Le vendredi 5 octobre dans la matinée, 500 policiers expulsèrent les Indigènes de la zone récupérée "el Cofre" qu'ils occupaient depuis 9 mois. Deux habitations furent détruites et les cultures saccagées.

Le 8 octobre 1984, le CRIC (2) dénonça la nouvelle vague de répression que subissent les communautés du Cauca :

" Nous connaissons les dernières déclarations du Gouverneur du Cauca et ces faits ne nous surprennent pas. Cependant ces expulsions se produisent juste avant les récoltes, ce qui est fort inquiétant.

- la loi 200/36 limite les expulsions selon les saisons;

- les juges régionaux sont les seuls compétents pour déclencher une expulsion.

Or la loi n'a été respectée dans aucun des cas cités.

Nous ne connaissons aucune justification à la confiscation du film qui a d'ailleurs été présenté dans tous les Resguardos du Cauca et qui a été primé à l'étranger.

Nous savons qu'en ce moment des tueurs à gage sont présents dans les communautés.

Nos leaders sont persécutés par les organismes de sécurité qui surveillent notre siège à Popayan. Ces derniers jours, des groupes para-militaires ont fait apparition dans la ville (3).

Nous faisons appel à l'opinion publique et au gouvernement pour que soit mis fin aux dommages causés à nos communautés en lutte pour leur droit à la terre. Nous avons manifesté à plusieurs reprises notre volonté de dialoguer avec le gouvernement, les institutions officielles et les parties en conflit afin de résoudre pacifiquement nos problèmes.

Cette nouvelle vague de violence a commencé avec la militarisation des Resguardos de Caldoño et de Pueblo Nuevo et par le frein mis à la réalisation de notre programme de santé auquel participent des médecins colombiens et étrangers répartis dans 5 postes de santé de différents Resguardos (4).

Maintenant cette répression s'étend partout et va à l'encontre des directives du gouvernement du Président Belisario Betancour et des désirs de paix du peuple colombien".

5. Communauté de Corinto :

En janvier 1984, après avoir effectué vainement de nombreuses démarches auprès de l'INCORA (5), quelques 200 familles de cette communauté occupent une partie de leur ancien resguardo, l'hacienda Lopez Adentro (1300 hectares), situé dans une zone de production intensive de canne à sucre.

Fin janvier 1984, ces 200 familles repoussent l'assaut des policiers et des militaires. L'INCORA et le gouvernement du Cauca s'engagent à nouveau à régler le problème de la terre.

Quelques jours plus tard, nouvel assaut de 300 policiers. 5 Indigènes sont tués et 45 blessés. Suite à une enquête, le procureur reconnaît l'illégalité de cette attaque.

Les propriétaires engagent alors une bataille juridique pour obtenir l'ordre d'expulsion indispensable aux militaires pour chasser les Indigènes. C'est un échec. Le dossier est archivé à la mairie dont dépend l'hacienda "Lopez Adentro".

Les puissants planteurs de canne à sucre, inquiets de cette première récupération dans la vallée encore épargnée par les luttes Indigènes et craignant que cela ne s'étende aux autres communautés, financent une caisse noire destinée à l'expulsion de l'hacienda Lopez Adentro. Cette caisse noire viserait aussi à transformer la ferme en base militaire. Les grands propriétaires terriens s'organisent avec les militaires pour faire pression sur les autorités départementales.

Ils trouvent appui auprès du nouveau gouverneur du Cauca qui prend publiquement parti contre les récupérations de terre.

Pendant ce temps, les Indigènes ensemencent 300 champs de maïs et de haricots rouges, plantent manioc et bananiers. Ils construisent 200 habitations.

En septembre, on apprend l'arrestation puis le meurtre du fils du gouverneur indigène du Cabildo (6), lequel est en danger ainsi que son frère. D'autres membres de la communauté sont emprisonnés et torturés.

Les Indigènes poursuivent la lutte légale pour la reconnaissance des terres récupérées en s'adressant à l'INCORA et aux autres instances compétentes. Pourtant le 23 octobre 1984, le maire dont dépend l'hacienda Lopez Adentro ressort le dossier et ordonne de poursuivre les démarches menant à l'application de l'ordre d'expulsion. Il viole plusieurs lois :

- . la procédure est illégale puisqu'elle n'a pas été soumise à la justice civile;
- . les délais prévus à chaque étape de la procédure n'ont pas été respectés ;
- . la date d'expulsion a été choisie au moment des récoltes, ce qui est illégal en Colombie;
- . le "procureur agraire" n'a pas été convoqué comme le stipule la loi relative aux terres indigènes.

"Tout ce qui précède nous fait douter de la loi. Il semble qu'elle est systématiquement appliquée contre nous, mais n'est tout simplement pas appliquée lorsqu'elle est en notre faveur", déclarent les Indigènes.

L'ordre d'assaut fut signé le 8 novembre à 20 heures et fut exécuté à 6 heures le lendemain. Par "pure coïncidence", un régiment de l'armée résidait dans les bâtiments de l'hacienda qui depuis 15 Jours déjà pouvait être considérée comme une base militaire. Le 9 novembre, 1000 soldats et policiers incendièrent les habitations avec du gas-oil et des lances-flammes, rasèrent en 1 jour $\frac{1}{2}$, à l'aide des bulldozers des planteurs de canne à sucre, les cultures destinées à nourrir 1000 Indigènes, et enfin détruisirent l'école bilingue ainsi que le poste de santé, le matériel et les médicaments.

Le 10 novembre, le père Alvaro Ulcué Chocué, prêtre Paez et leader des luttes indigènes du Cauca, fut assassiné à Santander (Cauca). Il participait directement à la récupération de l'hacienda Lopez Adentro et était menacé depuis longtemps.

En cette saison des pluies, les Indiens chassés de là habitent sous des abris de plastique et sont alimentés grâce à la solidarité des Cabildos du Cauca.

Depuis, l'hacienda Lopez Adentro a été officiellement déclarée "base militaire" pour empêcher le retour de la communauté. La presse n'a pas été autorisée à enquêter sur place et n'a donc pu constater l'importance des dégâts dans les cultures.

Déclaration du CRIC

(13 novembre 1984)

" Nous, Indigènes, exigeons la démission du Gouverneur du Cauca, Diego Castrillón Arboleda, qui a donné champs libre aux ennemis de la paix.

Nous, Indigènes, réclamons qu'une enquête complète sur les événements antérieurs à l'ordre d'expulsion soit effectuée par un Inspecteur Spécial compte tenu de la gravité des faits.

Nous exigeons que soit indemnisée la communauté Lopez Adentro pour les dommages qu'elle a subis au niveau des cultures et des habitations.

Nous exigeons que le procureur agraire soit présent auprès du procureur régional pour veiller à la légalité des dispositions prises concernant le problème de la terre.

Nous sommes convaincus que la paix dont parle le gouvernement national ne concerne que les mouvements de Guerillas. Cette déclaration de "paix" est en fait une déclaration de guerre aux 200.000 Indigènes du Cauca sous la responsabilité des grands propriétaires terriens et des industriels de la canne à sucre.

Combien de temps va encore durer cette guerre non déclarée et méconnue contre les Indigènes ?

Nous sommes fatigués de dialoguer, de proposer des solutions à nos problèmes. Par exemple, nous avons offert de quitter volontairement la moitié de l'hacienda de Lopez Adentro si l'INCORA nous restitue le reste de notre Resguardo.

Mais le gouvernement national ne prend pas en compte cette proposition, nous ne faisons pas la "une" des journaux, nous n'avons pas d'armes.

Nous ne sommes que des Indiens. "

* * * *

NOTES :

- (1) Ce film réalisé par deux cinéastes colombiens à la demande du CRIC, raconte l'histoire d'une récupération de terre. Il a été tourné sur le terrain avec la participation des Indigènes. Ce film a connu un certain succès commercial. Mais le CRIC n'en obtenant aucune copie a dû en dérober une.
- (2) CRIC : Conseil Régional Indigène du Cauca.
- (3) Nous savons par ailleurs que ces groupes se font passer parfois pour des guerilleros afin de les discréditer et de créer une situation de violence justifiant la répression. Il a été prouvé que les dirigeants de ces groupes appartiennent souvent à la hiérarchie militaire.
- (4) Ce programme permet l'intégration des médecines traditionnelles indigènes à la médecine occidentale et la formation d'Indiens responsables de la santé dans chaque communauté.
- (5) L'INCORA. Institut Colombien de la Réforme Agraire. Après la révolution cubaine, les USA obligèrent les gouvernements d'Amérique du Sud à réaliser une réforme agraire afin de désamorcer les luttes paysannes pouvant dégénérer en nouvelle révolution. L'INCORA est officiellement chargé d'organiser une meilleure répartition des terres en Colombie.
- (6) Cabildo : Conseil indigène reconnu par la loi 89 organisant la vie d'un resguardo. Il est composé de 5 membres élus annuellement. Il se réunit chaque semaine devant toute la communauté qui participe aux décisions. Il répartit les tâches communautaires et surtout protège la terre. La terre appartient à la communauté et ne peut donc être ni vendue ni louée. Enfin, il constitue la seule autorité pouvant s'exercer dans le resguardo.

BRESIL : (source : Survival International)

La vallée du Javari, à l'extrême ouest de l'Amazonie brésilienne, reste une région en partie inexplorée où habitent huit groupes ethniques différents dont certains sont encore sans contacts avec la société qui les entoure.

Depuis les années 70, la FUNAI (Fondation Nationale Indienne) a déjà fait de nombreux essais pour contacter et "pacifier" les indiens de cette région par la création de "postes d'attraction". Ces essais s'étant souvent soldés par la mort d'un employé de la FUNAI, celle-ci commença à établir vers 1980 des plans pour la création d'un "parc indigène". Mais les changements constants de la politique de la FUNAI ont pour l'instant empêché la création de ce parc. Les terres indiennes restent donc sans protection.

Pendant ce temps, les compagnies pétrolières continuent leurs explorations sur ces terres. Les études préliminaires sont effectuées par la Compagnie Générale de Géophysique (CGG), compagnie française employée par la filiale brésilienne du groupe ELF-Aquitaine. Ces études nécessitent la création de nombreuses voies de passage dans les forêts ainsi que le déboisement de larges zones pour l'installation des camps. De nombreux conflits ont déjà opposé les indiens aux compagnies pétrolières, causant des morts de part et d'autre. En septembre dernier, après la mort de deux employés de la compagnie pétrolière, la FUNAI, chargée du contrôle des contacts entre prospecteurs et indiens, ordonna à la compagnie de quitter les lieux. Malgré cela, cette dernière ne fit que se déplacer un peu vers l'Est sur les terres des Kulinas et Txunhuan-djapas et relança aussitôt les explorations vers les terres des indiens "non-pacifiés".

De futurs conflits semblent donc inévitables, sans oublier la menace des épidémies, qui accompagnent toujours les premiers contacts avec des groupes indiens, non immunisés contre nos maladies.

Il est donc urgent de demander :

- le retrait des compagnies pétrolières (Petrobras) hors de la région des Jutai-Javari ;
- la création des "Parque indigena do Vale do Javari", selon le plan prévu depuis longtemps par la FUNAI ;
- l'institution de contrôles efficaces pour empêcher les intrusions des non-indiens dans cette région.

Ecrire à : Presidente Nelson Marabuto Domingues
FUNAI
SIA Trecho 4 Lote 750
71200 - Brasilia - DF (Brésil)

PHILIPPINES : (source : Survival International)

La cordillère montagneuse des Philippines est la terre ancestrale de plus de 500.000 indigènes, répartis en une douzaine de groupes linguistiques différents (Kalinga, Bontoc, Kankanai, Ifugao, Ibaloi, Tinggian, Apayao,...), dont les terres sont maintenant convoitées car les montagnes sont riches en ressources minières et en potentiel hydroélectrique.

Le gouvernement a déjà essayé d'imposer plusieurs programmes pour la construction de barrages, l'abattage de secteurs forestiers, l'exploitation de cuivre et d'or. Bien que les terres tribales soient légalement protégées en tant que domaine ancestral, le gouvernement a déjà montré le peu d'égards qu'il portait aux droits territoriaux des peuples tribaux.

Les habitants des régions menacées par ces projets ont essayé tous les moyens légaux à leur disposition pour empêcher l'appropriation de leurs terres. Le gouvernement a répondu en les qualifiant de subversifs et en envoyant l'armée contre eux. Certains dirigeants ont été assassinés; pour éviter de même sort, d'autres sont passés à la clandestinité. En juin 1984, le gouvernement a fait bombarder le village

de Bugnay (Kalinga). Le même mois, suite à une manifestation de Bontoc protestant contre le kidnapping et la torture de 5 d'entre eux, le gouvernement envoya l'armée contre leurs villages; meurtres, viols, vol du bétail et des réserves de nourriture, maisons incendiées, tel fut le sort de ces villages.

Des opérations militaires semblables semblent avoir eu lieu dans le pays des Apayao au nord, et celui des Abra à l'ouest. Les habitants des villages de Gangan et Dinakpan ont été déportés vers des "hameaux stratégiques" gardés par les militaires. Autour de certains autres villages, l'armée a établi des barrages routiers ou des zones d'entraînement de tir, empêchant les villageois d'aller cultiver ou récolter leurs champs dans la montagne.

Face à toutes ces exactions, des associations indigènes, telle "l'association Kalinga-Bontoc des Gardiens du Pacte de Paix", assemblée des anciens de tous les villages, ont déjà officiellement protesté et demandé justice pour leur peuple.

La tension demeure très forte et on craint de nouvelles exactions militaires. Cependant la capacité militaire des Philippines et la justification économique de ces opérations dépendent grandement des aides militaires et de coopération économique reçues de l'étranger. Ainsi le gouvernement du président Marcos, connu pour son non-respect des droits de l'homme, est-il soutenu militairement et économiquement par des pays tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis, l'Australie et le Japon. Aussi nous est-il possible d'intervenir auprès de ces pays pour qu'ils cessent d'apporter une aide militaire et leur soutien économique à des programmes qui menacent sérieusement les peuples tribaux.

Ecrire à :

Rt Hon Timothy Raison MP
The Minister of State and Minister
for Overseas Development
The Foreign and Commonwealth Office
Whitehall
London SW1A 2AH (Grande-Bretagne)

Shintaro Abe
Foreign Minister
Ministry of Foreign Affairs
2-2-1 Kasumi Gaseki
Chiyoda Ku
Tokyo 100 (Japon)

Dietrich Genscher
Foreign Minister
Ministry of Foreign Affairs
Auswartigesamp
Adenauer Allee 99
5300 Bonn 1 (RFA)

George Schultz
Secretary of State
Department of State
2201 C Street NW
Washington DC 20520
(USA)

Hon. Bill Hayden MP
Minister of Foreign Affairs
Parliament House
Canberra ACT 2600
(Australie)

CONSEIL MONDIAL DES PEUPLES INDIGENES (WCIP)

(Source : South American Indian Center)

La quatrième assemblée du Conseil Mondial des Peuples Indigènes s'est tenue à Panama en septembre dernier. Les principaux buts du WCIP sont de créer un réseau d'information mondial entre tous les peuples indigènes -- des Samis (Lapons) de Scandinavie aux indiens des Amériques, aux aborigènes d'Australie -- et d'informer de leur situation l'opinion publique internationale.

Au cours de cette conférence les délégués de plusieurs pays d'Amérique du Sud ont parlé de la répression qu'ils subissent et dont nous avons déjà fait état dans nos bulletins antérieurs, notamment au sujet du Guatemala, des Piaroa de l'Amazonie vénézuélienne, de la Bolivie, du Pérou,...

Il y avait également à cette conférence des représentants du Pacifique Sud. Voici un extrait de leur déclaration :

" La région du Pacifique Sud souffre de toutes les formes d'oppression coloniale et la lutte des peuples indigènes est caractérisée par la forme d'oppression qu'ils endurent :

- L'occupation française :

* Polynésie . Peuple Maori. La situation ne cesse d'empirer à cause des essais nucléaires dans le Pacifique commencés en 1962 et du déversement des déchets

nucléaires américains et japonais qui menacent la vie des hommes, des animaux et tout l'écosystème dans son ensemble.

* Nouvelle-Calédonie . Annexée il y a 130 ans pour en faire une colonie pénale. Les Kanaks y furent rejettés vers les terres les plus pauvres sur lesquelles ils n'ont aucun titre de propriété ... (cf. actualité!).

- L'occupation anglaise en Australie et Nouvelle-Zélande : les Aborigènes d'Australie et les Maoris de Nouvelle-Zélande sont aussi organisés à tous les niveaux pour défendre leurs droits. C'est à Canbarra, en Australie, qu'a eu lieu en juin dernier une conférence des Peuples Indigènes du Pacifique Sud.

- L'occupation indonésienne . Les îles Timor et la Papouasie occidentale subissent une véritable campagne de génocide. Depuis l'annexion illégale de ces îles par les Indonésiens, au cours de laquelle plus de 150.000 personnes ont été tuées, c'est le régime de la terreur. Les populations indigènes sont continuellement déplacées vers des "camps" pour qu'ils ne puissent aucun soutien au front de libération. Ne pouvant s'occuper de leurs champs, malnutrition et famine sont leur lot quotidien. En Papouasie occidentale, les terres des Mélanésiens sont distribuées à des immigrants javanais.

- L'occupation américaine sur la Micronésie . La plupart des îles sont utilisées comme bases nucléaires, dépossédant les indigènes de leurs terres, militarisant leurs îles et détruisant l'équilibre écologique avec des essais d'armes chimiques et biologiques.

Brèves ---- Brèves ---- Brèves ---- Brèves ---- Brèves ---- Brèves ----

* PEROU : Un journal péruvien du 3 octobre dernier parle du massacre de 40 indiens Pirus et Panos de la région amazonienne par des employés de compagnies forestières qui non seulement abattent les arbres et tuent le gibier nécessaires à la subsistence des tribus mais aussi font de la chasse à l'Indien un sport.

* CHILI : Le vol des terres Mapuche continue... Des 31 millions d'hectares qu'ils occupaient au XVIème siècle, il ne leur reste plus que 350.000 ha. Un des leaders de l'organisation Mapuche "AD-MAPU", Juan Neculqueo, qui a déjà passé plusieurs années en prison depuis l'avènement du gouvernement Pinochet et dont la vie est actuellement menacée dans son pays, est réfugié au Panama.

* ARGENTINE : Depuis l'ouverture démocratique l'espoir renaît. Les organisations indiennes défendent les droits de plus d'1 million d'indiens qui vivent en Argentine. Il y aurait actuellement à l'étude les projets d'une loi qui garantirait les terres indiennes.

* CANADA : Les indiens de Colombie Britannique luttent contre l'extension d'une ligne de chemin de fer qui détruirait les lieux de ponte du poisson.

* LAPON : le "Conseil Nordique des Samis" suggère que pendant l'année internationale de la Paix, en 1986, les Nations-Unies organisent un groupe de travail sur le rôle des peuples indigènes dans le monde entier. Ce groupe devrait aussi discuter d'actions concrètes contre ce qui menace la paix du monde et la coexistence pacifique (guerres, armements, nucléaire,...).

URGENCE -- URGENCE -- Affaire PELTIER -- URGENCE -- URGENCE

L'affaire Peltier est actuellement à un moment important du dédale juridique qui, nous l'espérons, aboutira à un nouveau jugement et à la liberté pour Léonard Peltier.

A partir du 15 février :

- . le juge Benson conclura en faveur ou contre la réouverture du procès ;
- . il décidera de réunir ou non les commissions chargées d'entendre les agents du FBI qui ont rédigé et trafiqué le rapport d'expertise balistique ;
- . la 8ème Cour d'Appel devra se prononcer, en partie d'après les recommandations de Benson, pour la réouverture ou non du procès.

Il est donc important de mener des campagnes de lettres sur les différents fronts :

- Benson : lui adresser des aérogrammes avec le texte suivant :

" I urge you to grant Leonard Peltier a new, fair trial without delay"
Judge P. Benson - US District Court - Room 333 - Fargo, ND 58102 - USA

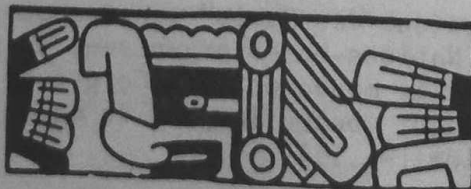
- Judges Ross, Heaney, Gibson - de la 8ème Cour d'Appel
Lettre type jointe à leur envoyer.

- Pétition ci-jointe à retourner au LEONARD PELTIER SUPPORT GROUP de Denver.

Ne nous laissons pas décourager par la lenteur des procédures. Il est essentiel d'agir à nouveau, maintenant.

INFORMATIONS EN BREF :

- * Nitassinan n°2, revue trimestrielle éditée par le C.S.I.A., 3 rue Clavel - 75019 Paris, tient à nouveau ses promesses de revue de fond.
Au sommaire de ce numéro : Dossier Inuit passionnant et actualités.
Nous vous recommandons de vous abonner. 1 an : 100 F.
- * Le film "Le pays où rêvent les fourmis vertes" de Werner Herzog présente la confrontation entre le monde technologique blanc et une petite communauté d'aborigènes à l'occasion de forages.
Traité sous la forme pseudo-documentaire, ce film montre la force de la spiritualité et de la détermination de la communauté. Agréable à voir.
(Werner Herzog est donc capable du bon comme du pire envers les peuples natifs : ce film et Fitzgerald par exemple!)
- * Diffusé par INTI, Eric Navet a publié un livre intéressant sur la Guyane française et ses peuples natifs :
" Camopi, commune indienne, la politique indienne de la France en Guyane en 1984"
A lire, dans la série "balayons devant notre porte" !
Prix 30 F. INTI BP 29 75462 Paris Cedex 10 -



PETITION EN FAVEUR DE LA JUSTICE DANS L'AFFAIRE
LEONARD PELTIER

DEST. : Juges Donald Ross, Gerald Heaney et John Gibson, 8eme Cour d'Appel.

Nous, soussignés, vous demandons instamment de garantir à Leonard Peltier un nouveau juste procès. Au cours de l'audience d'Octobre, "la déclaration erronée" d'Evan Hodge concernant ses propres rapports balistiques n'est qu'un exemple des abus du FBI autour de cette affaire. Nous avons la conviction que seul un nouveau procès permettra d'éclairer toute cette affaire, de découvrir la vérité et de servir les intérêts de la justice.

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____
6. _____
7. _____
8. _____
9. _____
10. _____
11. _____
12. _____
13. _____
14. _____

Judge Donald Ross
Judge Gerald Heaney
Judge John Gibson
Eight Circuit Court of Appeals
1114 Market Street, Room 511
St. Louis, MO, 63101

Messieurs,

Je vous remercie d'avoir accepté de revoir les Arguments Oraux de la requête de Leonard Peltier pour un nouveau procès et d'avoir ordonné la réunion d'une commission d'étude de son cas, dont la première audience a eu lieu le 1er octobre 1984. Je prie pour que votre sens de la vérité et de la justice domine la prochaine audience. Je prie également pour que, quelles que soient les recommandations du Juge Benson, vous accordiez à Leonard Peltier un nouveau procès et qu'il soit équitable. Les cours des Etats-Unis se proposent d'établir la vérité et d'assurer à chacun justice et égalité - "Sans que l'ombre d'un doute ne subsiste". L'attitude du FBI soulève tant de questions et de doutes dans cette affaire que seul un nouveau procès peut dissiper ce doute et préserver l'intégrité des cours des Etats-Unis aux yeux du Peuple.

Sincèrement,

Pour soutenir les Indigènes du Cauca dans leur lutte, veuillez écrire à l'INCORA,

sous couvert du : CRIC Apartado Aereo 516
Popayan Cauca
Colombie

M. le Président de l'INCORA

Monsieur,

Mis au courant des atteintes aux droits des Indiens de la région du CAUCA (occupations de Lopez Adentro, Totoro, Ambalo, Paniquita), nous vous demandons :

- de veiller à l'application stricte de la loi 89 concernant les resguardos ;
- de faire en sorte que le gouverneur du Cauca, Monsieur Castrillon Arboleda, soit remplacé par un gouverneur conscient de la légalité ;
- de mener à bien des enquêtes sur les occupations et les assauts policiers et militaires perpétrés en terres indiennes ;
- d'indemniser les communautés qui ont subi des dommages ;
- de mettre fin aux tortures et aux assassinats des leaders du CRIC.

Nous sommes conscients que la répression dont souffrent les Indigènes est en contradiction avec les déclarations du président Belisario Betancour et nous resterons vigilents à l'application de ses désirs de paix.